

IRL *journal d'expressions libertaires* 57

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

15 OCTOBRE - 15 DECEMBRE 84 - 15 FRANCS



L - 1101 - 57 - 16 F

**I.R.L. : INFORMATIONS ET
REFLEXIONS LIBERTAIRES**
Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
BOSC Frères - Lyon

Dépôt (égal n. 7833 - octobre 84

Rédaction et administration:
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL - Rédaction Parisienne:
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse
75005 PARIS

IRL - Poitiers:
c/o CRIC BP 227 86006 POITIERS
CEDEX

Conception graphique et réalisation:
IRL - Atelier de Création Libertaire

ABONNEMENT

5 numéros (1 an) : 60 F
10 numéros (2 ans) : 110 F
De soutien (2 ans) : 150 F
Diffusion militante (5 exemplaires
pendant 1 an) : 250 F
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:
IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en
haut et à droite de votre adresse
sur l'enveloppe d'expédition est le
numéro du dernier IRL que vous
devriez recevoir. Nous vous deman-
dons de bien vouloir vous réabonner
dès que votre abonnement arrive à
échéance.

S O M M A I R E

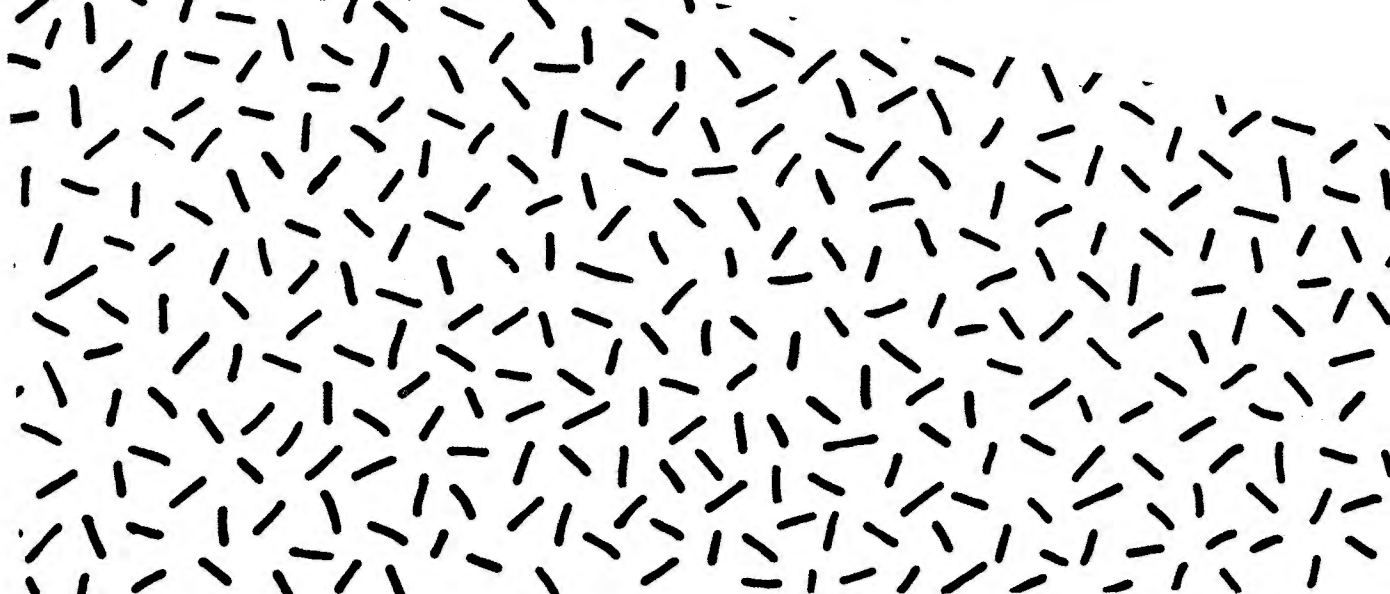
VENISE 84	pages 3 à 5
TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU SAVOIR SUR LES ANARS	
– PETITE CHRONIQUE DE L'AIR DU TEMPS CHEZ LES MILITANTS	pages 6 à 10
– POUR UN POLE ANARCHO-SYNDICALISTE	page 11
– ATTEINDRE LA MATURITE	page 12
ESPAGNE: LE M.A.L. ARRIVE	pages 13 à 15
CINEMA ET ANARCHIE (Interview de la réalisatrice Penny Allen)	pages 16 à 19
INTIMIDATION (AFFAIRE ORAZIO VALASTRO)	page 20
COLLOQUE AUTOUR DU POUVOIR	
– LA MORALE ILLEGALE	pages 21 à 23
– L'HONORABLE SOCIETE CALABRAISE ENTRE LA HIERARCHIE ET L'HONNEUR	pages 24 à 27
EST-INFO	pages 27 et 28
LES MILLE ET UNE PENSEES LIBERTAIRES	pages 29 à 33
COURRIER DES LECTEURS, COMMUNIQUEES	pages 34 et 35

Voilà le numéro de rentrée d'IRL qui sort avec presque un mois de retard. Venise et sa rencontre internationale anarchiste (cf. pages suivantes) en sont un peu responsables: les trois quarts de la rédaction d'IRL avait déserté Lyon pendant une semaine, préférant sans doute se faire bronzer au bord des canaux. Ils nous ramènent de là-bas une multitude d'images, de sensations et plein de courage pour l'année à venir. Nous en reparlerons certainement dans les prochains numéros, mais nous avons préféré attendre un peu pour vous donner du tout chaud sur cette rencontre.

Il y a aussi de moins bonnes nouvelles! En juin, lors de notre assemblée générale, nous avons décidé de passer de 12 à 15 francs le prix du numéro d'IRL. Cette année nous avons eu de grosses dépenses dues essentiellement à la multiplicité de nos fournisseurs (notre imprimerie habituelle AIPN ayant fermé ses portes) et au travail que nous faisons maintenant sous-traiter: l'encartage. Tout ceci nous épuisait littéralement et nous faisait perdre du temps qu'on aurait pu passer à mieux travailler le contenu du journal. Bref ceci coûte beaucoup d'argent (pour ne citer qu'un chiffre, le numéro 56 nous a coûté près de 9000 francs). Nous essayerons, dans la mesure du possible, d'économiser le maximum d'argent afin de ne pas trop alourdir nos finances: mais on ne peut pas tout faire! De toute façon, nous laissons une chance à nos abonnés (présents et futurs) pour qu'ils puissent encore souscrire des abonnements au tarif d'« avant la hausse ».

Autre chose, pour finir. Nous allons vous demander encore un petit effort pour nous aider à payer la composphère que nous avons achetée lors de la fermeture d'AIPN. Ce petit bijou, d'une importance capitale pour nous, nous a coûté la modique somme de 5000 francs. Nous vous demandons donc de nous aider en souscrivant pour le remboursement de cette machine.

Merci d'avance et bonne lecture.



NOUS REVENONS D'ANARRES

Nous revenons de la planète Anarres (1). Une planète située, entre le 23 et le 30 septembre, à Venise. Une planète où, pendant ces sept jours, nous avons vécu des échanges intellectuels et affectifs d'une rare intensité, avec aussi des moments de tensions intenses, comme celles qui traversent le mouvement anarchiste en ce moment, tensions provoquées par les réactions brusques de la CNT-AIT empêchant l'intervention d'un membre de la CNT-Renovada. Par ailleurs, le nombre important des punks allemands (et autres), leur façon d'être habituelle, a pu créer parfois une certaine électricité, faite de crainte et d'incompréhension. Mais ces tensions sont le reflet des débats qui agitent le mouvement dans son ensemble: ouverture et dogmatisme, réflexions ou action, etc... nature des liens entre tous ces termes antagonistes.

A la faculté d'architecture avaient lieu des débats intenses autour de multiples thèmes: le syndicalisme libertaire, féminisme et anarchisme, la pratique de l'autogestion, le Communisme d'Etat, Vivre l'Anarchie; deux sessions plénières sur le thème: L'Etat et l'Anarchie, ainsi que de nombreux séminaires: Amérique latine, Education et Liberté, Psychanalyse et société, etc... Tout ceci avec de nombreux intervenants agissant comme des aiguillons sur des débats, parfois un peu confus, compte-tenu du nombre des intervenants, mais toujours riches et passionnés. Parmi les orateurs: Murray Bookchin, Roger Dadoun, Edouardo Colombo, Slobodan Drakulik, Ruben Prito, Nico Berti, Roberto Ambrosoli, etc... Impossible de les citer tous ici. Les débats seront sans doute publiés un jour, et cela serait heureux car, pour l'instant, il en reste surtout le souvenir de thèmes et d'interrogations qui se croisent et se renvoient les unes aux autres. Quelques interventions paraîtront dans les prochains numéros d'IRL.

Sur le Campo S. Polo, sous un immense chapiteau, deux expositions: Histoire et Géographie de l'Anarchisme (un panorama du mouvement anarchiste mondial, depuis les origines, à travers ses luttes, ses défaites, ses victoires); l'autre exposition avait pour thème: Art et Anarchie et retraçait les rapports étroits qui ont uni l'un à l'autre depuis un siècle (impressionisme, fauvisme, surréalisme, lettrisme,...). Cette exposition avait été inaugurée par des exposés d'Arturo Schwartz, Benito Recchilongo et Pietro Ferrua. Des films aussi, presque tous les soirs, malgré les difficultés techniques; certains de ces films étaient des réalisations militantes, comme ceux faits pendant la guerre d'Espagne, ou la bande vidéo réalisée par les anarchistes d'Ulster; d'autres étaient d'un intérêt plus global, comme ceux à la projection desquels j'ai pu assister le vendredi soir, réalisés par des enfants de 6 à 9 ans, bien éloignés des films pour enfants auxquels nous sommes habitués. Sous ce même chapiteau se tenaient aussi des débats improvisés, organisés parfois de manière parallèle à ceux qui avaient lieu à la faculté d'architecture, et sur des thèmes allant de l'homosexualité aux luttes urbaines.

Enfin, Campo Santa Margherita, peut-être le lieu le plus intéressant, celui qui était propice aux rencontres intellectuelles ou affectives. Un lieu convivial où l'on pouvait manger, assister et participer à des spectacles (théâtre, chansons, groupes punks...), acheter des livres, discuter, se rencontrer enfin. Une place où se sont croisés quelques 4 à 5 mille personnes, du vieux militant anar traditionnel au jeune punk, et cela dans une atmosphère de tolérance incroyable. Incroyable pour qui est habitué à l'atmosphère de nos rues où chacun ne croise l'autre qu'avec méfiance, toujours dans une attitude défensive, l'autre ne pouvant être qu'un ennemi virtuel. Rien de tel ici où régnait un climat d'échange qui ne s'est jamais démenti pendant ces sept jours, parmi des gens venus de partout: Europe occidentale, Amérique du Nord, Amérique latine, Chine, Corée, Australie, Scandinavie, etc... Un lieu où nous avons réellement vécu en anarchie, malgré les difficultés matérielles (les organisateurs se sont réellement « défoncés ») et les tracasseries de la municipalité communiste.

Nous revenons de la planète Anarres. Il nous reste à convaincre les habitants de la planète Urras, dont nous faisons partie aussi, que l'anarchie est possible et qu'elle est bonne à vivre.

Alain

VENISE 84



(1) cf. « Les Dépossédés » d'Ursula Le Guin.



VENEZIA 1984

C'est toujours préférable d'organiser une rencontre dans un cadre agréable, et il faut reconnaître que Venise s'y prêtait admirablement! Le fond ET la forme, c'est l'un des éléments fondamentaux, à mon sens, de l'anarchisme, et l'Expo sur « Art et Anarchie » est venue heureusement le confirmer.

Mis à part le déplorable incident de samedi après-midi entre les deux CNT — et qu'il faut dénoncer car il s'agit justement de pratiques que nous condamnons vigoureusement chez les autres... —, je retire une double impression de cette rencontre :

tout d'abord, un sentiment d'harmonie, malgré/grâce à la diversité des participants, source de richesse pour le mouvement dans son ensemble ; ensuite, une conviction que plus que jamais l'anarchie est d'actualité dans le monde des années 80 où devant le discrédit grandissant et l'échec patent du système productiviste capitalo-bureaucratique du janus américano-russe, elle représente la seule alternative possible, permettant d'assurer dans le court terme la survie, et dans le long terme l'épanouissement de l'humanité, en étroite symbiose avec le monde qui nous entoure.

Que la pratique maintenant confirme la théorie!

J.J. GANDINI, Montpellier

Après Venise 1984, un doute subsiste : ces trois ou quatre mille « dissidents » d'Europe et d'ailleurs étaient-ils l'expression d'un nouvel essor du mouvement social face à la crise, à l'Ouest et à l'Est, et du besoin de réflexion collective que cet essor appellerait? Ou bien tout au contraire, la rencontre doit-elle son incontestable succès à l'absence de toute autre occasion et possibilité d'échanges et de discussions en une période particulièrement basse du « mouvement »? Ces deux hypothèses s'excluant, chacun choisira. Ce fut en tous cas une rencontre des plus ouvertes, où les positions les plus incompatibles se supportaient, la plupart du temps, avec une patience relative. Les échanges furent surtout informels, car les débats organisés eurent la portion congrue et tournaient souvent au dialogue de sourds, du fait, entre autres, de la barrière des langues et de l'affluence. La rencontre tendait tantôt vers le festif (assez réussi) tantôt vers l'académique, avec un penchant assez général à la rhétorique. Sous ce dernier aspect, puisqu'orateurs il y avait, autant aurait valu donner à un moins grand nombre un peu plus de temps pour s'expliquer : tout y aurait gagné, le public, l'orateur, et la discussion. Si la rencontre a bien failli crouler sous le poids de ses propres ambitions, de son succès, et des « masses » libertaires, marxistes ou anti-marxistes, qui s'y sont retrouvées, elle a tenu le coup, et chacun sait que c'est grâce au travail, à l'optimisme et à la robuste bonne humeur de toute l'équipe responsable.



(photos Mimmo-IRL)

C. ORSONI, Paris

Je suppose que d'autres diront la parfaite organisation de ces « rencontres ». Je me contenterais de citer le commentateur de France-Culture: « Les organisateurs attendaient 300 personnes, il y en eut 3 000. Pendant une semaine tout se déroula dans un ordre parfait et il n'y avait aucun service d'ordre ». A l'inverse de cet homme, il me paraissait tellement évident qu'il n'y en eut point que je ne l'aurais même pas signalé.

Mais ce qui me marquât fut la présentation de Marianne Enckell :

« Le sens de ces quatre jours et 18 sessions est le suivant: devant la crise des idéologies, des mouvements ouvriers et révolutionnaires, il nous faut dresser notre affirmation d'être ANARCHISTE.

Cela ne se borne pas à répéter que nous avons raison. Il y a urgence d'ouvrir les yeux et nous devons aussi être OUVERTS AU DOUTE. Il faut faire le point sur les limites et sur les forces du mouvement en respectant cet axiome qui est le pluralisme.

Dans « 1984 » le héros dit: « je comprends comment, je ne comprends pas pourquoi ». Nous sommes ici pour comprendre comment et pourquoi. »

Mes constatations sont les suivantes :

a) Souvent on aurait pu intervertir les différentes conférences, séances ou colloques, et mélanger leurs titres, tant tous les problèmes se rejoignent et sont intimement liés.

b) L'ouverture au doute sur nos idées historiques est la seule démarche anarchiste possible, non pas parce que nous, anarchistes, nous avons changé, mais parce que ce sont les données de la société qui ont changé.

c) La notion de Révolution est celle qui a le plus évolué et le mouvement, dans sa large majorité, ne croit plus aux lendemains de « Grand Soir » mais à d'autres tactiques sur les terrains entre autre de l'Écologie et des Economies Alternatives.

d) Ignorées au siècle dernier, ces notions d'Écologie et d'Economies Alternatives, ainsi que la notion de « l'homme-consommateur », sont des notions entièrement nouvelles.

e) Autre constatation: dans nombre de pays, le « prolétariat historique » s'est complètement transformé, à tel point qu'on cerne difficilement ce qu'il est devenu entre le quart-monde et les techniciens à aspiration bourgeoise.

f) Par voie de conséquence, on assiste à l'effritement du syndicalisme révolutionnaire, et le syndicalisme qui, au début du siècle, était considéré comme un élément majeur de la démarche révolutionnaire, n'est aujourd'hui qu'une composante non-privilegiée de cette démarche (à l'exception toutefois d'un membre de la FA française qui semble continuer à croire à la toute puissance du syndicalisme sur le chemin de la transformation de la société).

g) En conclusion, le mot « Révolution » semble être remplacé pour beaucoup par les mots « Transformation de la Société ».

Louis SEGERAL, Clermont-Ferrand



Dabord Venise, Venise grise, Venise brune et verte, odeur d'eau, couleur de brume et puis tous ces anars qui sentaient les anars de loin plus sûrement que le chauffeur du château avec sa casquette... là où le non uniforme rejoint l'uniformité... Heureusement, il y avait les Iroquois! congrès international oblige!!

et puis les voix... italiennes chantantes et rapides, allemandes rauques, anglaises liftées hélas dépigmentées par le crible de la traduction automatique.

Anars latins plutôt théoriciens, anars anglo-saxons et germaniques plutôt pragmatiques et concrets, la Suisse entre les deux? ou les deux ensembles?

Mais c'était très sérieux: l'anarchie c'est l'ordre moins le pouvoir a dit Léo mais j'aurais aimé un peu plus de « petits grains de folie » car l'humour aussi est subversif! (merci au raconteur d'histoire de pompiers...)

femmes anarchistes, sœurs, chacune de vous a exprimé toutes mes contradictions, et je me retrouve en chacune de vous: avec les mecs, sans les mecs, contre les mecs, tout contre... disponibilité et autonomie réciproque, pas facile, parfois, je flippe...

j'allais oublier le goût sur la langue des lasagnes et des salades de poivrons, le petit rouge, le blanc...

Hum! pas très « anar » tout ça !

mais ce n'est pas tout! et d'autres le diront à leur tour...

Lysiane MILETTO, Montpellier

Suite page 33



Petite chronique de l'air du temps chez les militants

« *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les anars...* » Par ce questionnaire paru dans IRL 54, Consort et moi ne prétendions évidemment pas traiter — et encore moins régler — les problèmes rencontrés par les libertaires dans leur engagement politique et leur vie quotidienne. Simplement, nous nous efforcions de susciter des réactions à partir de quelques thèmes. De fait, plusieurs réponses de lecteurs et lectrices nous sont parvenues, réponses que nous avons publiées dans les numéros suivant d'IRL.

A mon tour, je voudrais apporter une petite pierre à la construction de la grande muraille (comme aurait dit Mao) en m'intéressant plus particulièrement aux motivations et aux comportements des militants et des militantes. Mais, d'entrée, je tiens à signaler, pour éviter tout malentendu ou ambiguïté, que ce qui suit concernant les rapports militants ne repose sur aucune enquête sociologique ou étude à valeur scientifique établie. C'est beaucoup le produit d'impressions et d'observations recueillies en vivant dans le mouvement libertaire français. Rien à voir avec des certitudes absolues ni des vérités irréfutables. Donc, inutile de hurler, camarade lecteur ou lectrice, si tu ne te retrouves pas dans mes propos. Prends plutôt la plume et raconte-nous comment tu es, ce que tu penses, ce que tu vis et ce que tu veux...

Constater que dans notre mouvement, comme dans les autres regroupements politiques, les femmes sont moins nombreuses que les hommes (même si tel lecteur d'IRL peut penser — cf. n° 55 — d'après sa propre expérience que c'est le contraire), ou qu'elles s'expriment moins facilement qu'eux en public n'est pas bien compliqué. L'expliquer s'avère beaucoup moins aisé : pour tenter de saisir les diverses raisons qui entrent en ligne de compte, il faut se référer constamment aux comportements sociaux en général, avant de se reporter à ceux qui existent dans le mouvement libertaire en particulier. Avec toutes les difficultés que peut présenter une gymnastique aussi acrobatique.

Le statut social des femmes

Il n'est bien sûr pas question ici de raisonner par amalgames et généralisations hâtives, forcément erronées parce que sexistes (du style : les mecs sont comme ci, les nanas sont comme ça...), mais plutôt de constater des tendances dans les traits de personnalité, les rôles et les statuts sociaux propres aux deux sexes.

Je rappellerai brièvement que les comportements humains correspondent à une organisation politique, économique et sociale,

à un système de pouvoir qui conditionne l'éducation, la formation de l'individu. De ce fait, les caractéristiques attribuées conventionnellement aux hommes et aux femmes ne proviennent pas de ce qu'ils et elles sont

biologiquement des hommes et des femmes ; elles découlent de la place qui leur revient dans la société.

Ainsi que le souligne Kathy Ferguson (1), « on dit traditionnellement que les femmes sont réconfortantes, maternelles, qu'elles ne s'affirment pas et qu'elles s'expriment « affectivement », alors que l'on considère les hommes comme étant indépendants, rationnels, dotés du sens de l'analyse et de l'esprit de compétition, bref « efficaces ». » Politiquement impuissantes, les femmes sont forcées d'apprendre à jouer le rôle de subordonnées dans les relations sociales (en ayant d'elles-mêmes une image d'êtres privés plutôt que publics). Ce rôle détermine ainsi chez elles un certain nombre de caractères et traits couramment associés à leur sexe et définis par le terme de « féminité ». Mais en fait, ces traits et caractères qu'elles s'efforcent de posséder par



apport aux hommes (pour se conformer à ce qu'on attend d'elles, être considérées comme normales », et en tirer avantage) se retrouvent dans d'autres couples humains, comme les ours dans leurs rapports avec les ancêtres. Ils marquent donc en fait, avant tout, la soumission, la faiblesse des uns par rapport à la domination, à la force des autres. Ce n'est pas la féminité qui détermine l'impuissance, mais bien le contraire : la féminité est une condition de répondre aux exigences du statut de subordonné. Les femmes doivent être plaisantes à regarder, exposer davantage leur corps et révéler davantage leurs émotions, leur personnalité que les hommes, et cette attitude renforce le pouvoir de ces derniers, en leur donnant prise sur elles. En se découvrant, les femmes cherchent à éviter les rapports agressifs, les attaques, elles tendent par leur faiblesse. Seulement, plus elles s'adaptent au rôle féminin, plus elles s'efforcent de le rendre vivable, et plus elles se trouvent à l'écart du domaine public et perpétuent leur état de subordination. Ne disposant pas du pouvoir, du statut social dominant, elles doivent contribuer au pouvoir et au statut des hommes. Et c'est seulement en modifiant la répartition du pouvoir que les attitudes et les activités attribuées respectivement aux hommes et aux femmes peuvent changer, parce qu'elles en découlent directement.

Les motivations militantes

D'une façon générale, les hommes se valorisent par et à travers des débats (politiques ou non, d'ailleurs : voir certaines discussions animées sur le sport, même dans nos milieux). Les rapports de compétition qu'on leur a inculqués dès l'enfance se manifestent nettement lorsqu'ils ont l'occasion de prendre la parole pour exprimer un point de vue. Leur discours permet de se faire remarquer, d'avoir la vedette. Et la satisfaction d'avoir marqué un point sur l'interlocuteur-adversaire (que celui-ci soit le patron, le représentant d'un autre courant politique ou syndical, ou un camarade d'organisation), de l'avoir eu », ajoute un élément d'orgueil non négligeable à l'affirmation d'une supériorité recherchée à travers la lutte oratoire. Or, dans notre mouvement, le spectre convivial tend à estom-

per de tels comportements, vécus comme contraires à une certaine éthique antiautoritaire. Mais souvent, les démonstrations de fraternelle camaraderie ne font que les masquer, et ils resurgissent dès lors que les discussions prennent un tour passionné, révélant parfois l'ambition, la soif de pouvoir qui anime certains (hou les vilains!). Bien évidemment, de telles motivations existent aussi chez les femmes. Seulement, le discours n'est pas le moyen principal que la société leur propose pour arriver à leurs fins, ou simplement se mettre en valeur. Aussi sont-elles plus désarmées face à l'agressivité qu'elles peuvent rencontrer dans une confrontation verbale, et moins préparées à y répondre sur le même mode (autrement dit, plus coutumiers du fait et moins impressionnables, les hommes s'en laissent moins imposer dans une situation conflictuelle).

Des études effectuées sur le comportement physique des femmes, en général, dans les discussions, pour citer encore Kathy Ferguson, montrent qu'elles regardent plus les hommes dans les yeux que l'inverse, quêtant une approbation à ce qu'elles disent, s'efforçant de distinguer l'attitude qu'il convient de prendre de celle à éviter, désirant plaire dans tous les cas. Elles dévoient ainsi leur état de subordonnées, car les détenteurs du pouvoir n'éprouvent pas, eux, le besoin de plaire, de séduire par de tels gestes, signes et attitudes, et ils n'encourent aucune condamnation sociale en ne le faisant pas...

D'autre part, de nombreuses femmes vivent la « politique » comme une « affaire d'homme » (l'élément masculin leur renvoie cette image dans la famille comme ailleurs) ; elles ont donc moins tendance à s'en préoccuper qu'eux (ou alors parfois, emportées par la vague féministe, elles ont des velléités d'inventer une « autre » politique, rebaptisée, régénérée en quelque sorte, et qui les motive davantage). Quand elles s'intéressent au fait politique, elles marchent beaucoup à l'indignation, réagissent devant l'injustice souvent de façon plus affective que raisonnée. Souvent aussi, elles viennent au mouvement libertaire (et, plus largement, à l'extrême gauche) parce qu'elles éprouvent un sentiment de révolte face à cette société « dégueulasse », « pourrie »

et qu'elles désirent la changer (elles y viennent quelquefois également à partir des liens affectifs qui les unissent à des militants et trouvent ainsi une « famille » dans laquelle elles s'efforcent avant tout d'entretenir des relations personnelles satisfaisantes). Attachées à une certaine pureté révolutionnaire, à l'image « propre » qu'elles se font de leur idéal, elles acceptent assez mal les compromis tactiques. C'est pourquoi les pratiques de camarades moins chatouilleux sur les principes, par « réalisme » et « pragmatisme », éveillent facilement en elles le même écœurement que celles des politiciens (ce qui ne veut pas dire que de tels sentiments soient l'apanage des filles : un certain nombre de garçons peuvent éprouver un rejet identique, bien évidemment).

Dans les discussions militantes, les femmes semblent se passionner moins que les hommes pour les sujets théoriques (sauf les « intellos », celles qui ont fait des études et qui ont l'habitude de manier le verbe). Elles se soucient moins de connaître et de citer les Œuvres de Kropot ou Bakou, et il leur importe assez peu de savoir lequel de ces deux grands penseurs a émis telle opinion sur un thème donné. En tout cas, elles ne voient pas toujours l'intérêt qu'il peut y avoir à s'engueuler là-dessus...

plus le débat se déroule dans un climat tendu et plus elles ont du mal à surmonter leur fréquent manque de confiance en elles pour s'exprimer (par méconnaissance des « classiques » de l'anarchisme, inexpérience militante, peur de parler devant une assistance, refus de la compétition, désir moins grand de se bagarrer pour prouver la justesse d'une opinion, etc.). Devoir argumenter en faisant état de leurs connaissances livresques les bloque ainsi facilement, alors qu'une ignorance similaire n'empêche pas certains jeunes militants d'intervenir malgré tout avec conviction (et une certaine inconscience), sans craindre de se planter ou de paraître ridicule. Poussée à l'extrême, la « réserve » observée par les femmes peut les transformer en simples spectatrices de réunions qui débutent seulement avec l'entrée en piste des « vedettes » masculines...

Ces motivations et comportements différents selon les sexes

font que les questions d'« intendance » reviennent fréquemment aux femmes dans les mouvements politiques. Elles ont tendance à réaliser les tâches militantes les plus ingrates (frappe de textes, envoi de convocations à une réunion, confection de sandwiches pour une fête...), tandis que des hommes occupent le devant de la scène (d'autres, généralement plus jeunes, se chargeant des collages d'affiches ou de la vente des journaux...). Et cette « spécialisation » s'avère quelque peu caricaturale chez les vieux couples militants, où l'homme participe aux réunions, aux manifestations, écrit des articles tandis que sa compagne le « seconde » en s'employant aux tâches matérielles, subalternes, dans son ombre...

Pratiques de la vie quotidienne chez les militants

Fort heureusement, ce dévouement quasi maternel, ou de « bonne sŒur » (horreur!) découlant directement du rôle traditionnel imparti à la femme dans notre société, s'est fortement estompé depuis quelques années dans nos milieux, et ce même si le partage, la rotation des tâches ne sont pas encore tout à fait une réalité.

Après mai 68, des femmes ont pris conscience, ici et là, de leur statut de subordonnées, qu'elles apprenaient - à l'école, en famille et tout au long de leur vie - à valoriser. Elles ont cherché à acquérir leur autonomie, à s'assumer sans dépendre de quelqu'un, à se libérer, donc, d'une éducation qui les empêchait d'être sûres d'elles et indépendantes. Et des hommes appartenant aux divers courants de gauche ont de leur côté réfléchi à ces mêmes questions, en tentant d'abandonner certaines attitudes phallogocratiques brusquement analysées, théorisées. Ensuite, répondant à divers intérêts, la « mode » a été un court laps de temps à l'« antiphallocratisme » dans notre société occidentale avancée. Ce qui s'est traduit, côté pouvoir, par la récupération et donc l'atténuation de la revendication féministe et, côté « mon beauf » au café du Commerce, par l'introduction dans le langage courant des termes « MLF » ou « macho », employés à tort et à travers en de fines plaisanteries... Mais, surtout, la remise en cause de la famille et du pouvoir mâle en général par les

féministes a entraîné une profonde crise des relations humaines dans les mouvements de gauche. Elle a provoqué un certain nombre de scissions chez les trotskos et les maos, des militantes quittant leur organisation pour rejoindre les groupes femmes.

Chez les anars, les répercussions du féminisme ont été moins spectaculaires et beaucoup plus tardives au niveau organisationnel. Elles ont essentiellement consisté en la brève expérience de *Colère* (revue de femmes plutôt proches de l'Organisation communiste libertaire, paraissant l'espace de trois numéros alors que le féministe déclinait, puis en la création d'une « commission femmes » à la Fédération anarchiste.

Cependant, au niveau individuel, les retombées de la contestation féminine ont été autrement importantes. En effet, si, dans l'ensemble, les libertaires ont montré et montrent encore une certaine méfiance à l'égard du féminisme, déplorant à juste titre son caractère revendicatif sectoriel, certains côtés sectaires, sexistes, ils n'ont pu, par la seule affirmation que la mise en place d'une société anarchiste résoudrait tous les problèmes, évacuer les questions posées par les femmes. Car certaines d'entre elles n'étaient pas disposées à perpétuer béatement la tradition en attendant le lendemain du grand soir. Il en est résulté, dans notre milieu comme dans le reste de l'extrême gauche, un grand trouble et des problèmes de compréhension, de communication entre les sexes, personne n'étant, à l'époque où déferlait le féminisme le plus virulent, très à l'aise dans ses baskets. Les militants d'extrême gauche surveillaient leurs gestes et leurs paroles, « culpabilisaient » lorsqu'ils étaient pris ou se prenaient eux-mêmes en flagrant délit de phallogocratie caractérisé. Le langage était passé au crible, et l'emploi de certains mots (tels que « con » ou « putain ») vigoureusement condamné (au grand embarras des camarades méridionaux et méridionales). Chacun et chacune cherchant à donner des leçons de radicalisme, tout le monde en prenait à tour de rôle plein la gueule. Les communautés non balisées (poussées comme des champignons et fonctionnant à la va-comme-jette-pousse, sur des a priori de li-

berté dans tous les usages, sur des a priori de liberté dans tous les domaines, sans réelle réflexion sur les problèmes de fond ni sur sur l'organisation matérielle de la vie commune), fleurissaient pour bientôt se casser la gueule sur des « questions de cul » maquillées en histoire de vaisselle, en problème de tâches matérielles non assumées par l'ensemble de la collectivité. Dans certaines situations, un garçon, considéré avant tout comme le représentant du sexe oppresseur, avait forcément tort et ne pouvait qu'accepter en silence le verdict du procès que lui faisait son entourage. Ce même entourage surveillait attentivement la réémergence de l'ennemi : le couple, prompt à déceler les fonctionnements réacs, à dénoncer la passivité ou la dépendance d'une fille vis-à-vis de son compagnon, leur relation non égalitaire...

Bref, ambiance post-soixante-huitarde plutôt terroriste dans certaines phases, époque difficile et traumatisante pour certains et certaines, et qui explique en partie le « reflux » de la dynamique communautaire et « relationnelle ». Le rejet violent de l'oppression masculine accompagné d'une surenchère dans la contestation débouchaient à l'occasion sur des injustices. Car certaines femmes avaient vécu des expériences affectives malheureuses qui les conduisaient à condamner en bloc tous les hommes, assimilés à l'oppression et au pouvoir, et à mettre dans le même sac politique et militantisme, pour vite aller noyer le tout.

Dans ce contexte, nombre de jeunes militants fraîchement débarqués se retrouvaient paumés, avec les schémas classiques qui remplissaient leur tête et auraient dû leur permettre de « se placer » (jolie expression, n'est-ce pas?) : les bonnes vieilles recettes de drague ne payaient plus. Gentils, ils vous juraient crachaient qu'ils n'étaient pas phallos... mais attendaient qu'une fille vienne remplacer maman à leurs côtés. Certains hommes plus âgés, qui avaient « fait 68 » et saisissaient mieux l'air du temps, se remettaient en cause dans les limites du supportable, eux, pas fous. Ils séduisaient sur le mode cool, plus payant pour l'heure que le roulement de mécaniques à la Lavilliers, et attendaient que toute cette frénésie contestatrice se



tasse, en vieux renards, sans perdre une miette de leur pouvoir (si, si, j'en connais!...).

Et, de fait, le mouvement des femmes est retombé, après quelques grandes manifs soubresauts sur l'avortement. Il est retombé en ayant aidé beaucoup de femmes (un certain nombre d'hommes aussi) à prendre conscience de leur statut social, en ayant fait pas mal de dégâts également, dans la mesure où la dénonciation d'un système politique et d'une organisation sociale ne s'est pas accompagnée de propositions concrètes visant à les remplacer, et où, une fois cassée la baraque, les femmes se sont trouvées devant un terrain vague. Alors, ne voyant pas quoi construire, plutôt que de garder ce terrain vide, certaines, fatiguées, ont simplement remonté la vieille baraque, en cachant les fissures apparues dans les fondations et en retapant tant bien que mal les murs.

Aujourd'hui, le loubard et le punk ont enterré le baba cool dans la tête des jeunes lycéens. Les provocs phallos sont mieux assumées par les hommes qu'auparavant (c'est des provocs, hein!) et elles suscitent des réac-

tions moins vives chez les femmes (un ton en dessous : nous vieillissons, peut-être?).

Au niveau des orgas de gauche, la trace du féminisme demeure visible : depuis quelques années, les militants abandonnent aux militantes le soin de traiter certains sujets, pour montrer sans doute qu'ils prennent en compte « leurs » problèmes. La contraception et l'avortement reviennent ainsi aux femmes sans contestation aucune... et malheureusement, elles s'en contentent parfois.

Dans la vie quotidienne des militants, après les communautés et les relations éclatées (les relations « principale » et « secondaires », aussi), le couple est réapparu (a-t-il jamais disparu, d'ailleurs?). La famille se porte bien, merci pour elle (combien de militants et militantes ne passent pas saluer leurs parents au moment de Noël? Question à 100 F). Et le désir d'avoir un enfant s'exprime et se réalise fréquemment passé le cap de la trentaine. La solution au « problème » de la jalousie, quant à elle, demeure introuvable. A quelques « trucs » près, c'est le brouillard (mieux tu es dans ta peau, plus tu agis de

façon autonome, et mieux tu vis les relations que ton compagnon ou ta compagne peut avoir avec quelqu'un d'autre, c'est sûr... mais tout dépend des rapports en présence, de leur force, etc.).

Les copains militants participent de nos jours assez facilement aux tâches matérielles quand ils vivent avec une ou des personnes (la bouffe, la vaisselle ou la lessive étant mieux assumées que la couture, à coup sûr!). Mais les problèmes resurgissent souvent avec l'apparition des enfants : c'est prenant, ces petites bêtes, et l'activité militante en subit le contrecoup sans doute plus côté maman que papa. Et puis, de temps à autre se profile l'ombre de comportements « classiques ». Ainsi, lorsque plusieurs camarades sont réunis autour d'une table, il arrive que, pris par la discussion, les garçons oublient les « contingences matérielles » et que, comme par hasard, les filles se retrouvent à la cuisine pour passer les plats...

L'après-68 et le mouvement libertaire

Quelques remarques, pour conclure, sur la dynamique so-

ciale post-soixante-huitarde : un certain nombre de mouvements se sont développés après 1968 pour proposer une « alternative » à la société existante, dans les domaines les plus divers (l'écologie rejoignant l'antimilitarisme dans la lutte contre le nucléaire, ou les pratiques communautaires dans le phénomène du « retour à la terre »...). Ils revendiquaient le droit à la différence, dénonçaient une oppression (sexuelle pour les femmes ou les homosexuels... ; centraliste jacobine pour les Corses, les Bretons ou les Basques...). Ils ont connu une ascension très rapide, puis sont retombés progressivement. Car, pour en revenir aux rapports individuels, ou encore hommes-femmes, assumer ses contradictions, après remise en cause et prise de conscience de soi-même, n'était pas de tout repos. Découvrir ses faiblesses, ses côtés peu glorieux n'était pas des plus agréables. Aussi le voile protecteur du « moi » intime soulevé plus ou moins précautionneusement dans l'enthousiasme de l'après-mai a-t-il été rabattu sans trop tarder. Et pas forcément par les individus les moins radicaux (en paroles). Attention fragile. Après les fréquents tourments entraînés par des rapports affectifs multiples, le couple (plutôt fermé?) a ainsi pu être vécu comme un havre de paix (à court terme, bien entendu). Autrement dit, le besoin de souffler un peu s'est généralement fait sentir, à plus ou moins brève échéance.

Les rapports interindividuels, et tout particulièrement intersexes, étant une des grandes, sinon la grande préoccupation de l'après-68, la revendication féministe s'est parfaitement inscrite dans son époque. (Et ce, bien qu'elle ne se reconnaisse dans aucune famille politique et qu'elle se défende vigoureusement d'être un « prolongement » de 68, acceptant pour seul héritage l'histoire des femmes. C'est sûr, la revendication féminine n'est pas née avec les années 70, mais elle s'y est épanouie, l'air du temps lui étant favorable.) Pourtant, le féminisme s'est laissé enfermer dans un rôle passif sans parvenir à maintenir la dynamique qu'il avait amorcée. Le réduisant quelque peu à un « mur des lamentations » (sans que cette expression ait un caractère péjoratif), de très nombreuses femmes ont déversé sur les groupes qui le composaient la somme de

leur vécu ; elles ont raconté leur expérience du couple et de la famille ; elles se sont « défoulées », si on peut dire, en confrontant leurs problèmes affectifs et relationnels. Ce faisant, elles ont oublié un instant leur isolement pour se sentir solidaires d'autres femmes. Les groupes féministes leur ont permis de clarifier leurs idées en leur offrant la possibilité de les exprimer. Et ce résultat au moins est à mettre à leur actif (même si la non-mixité, nécessaire à un moment donné pour certaines, peut-être? donnait une tonalité pas forcément juste aux débats, et si le rejet violent du « mec » ne pouvait pour d'autres conduire qu'à une impasse, une voie impraticable à long terme...)

Cependant, les problèmes rencontrés par les femmes se posaient à un niveau individuel, et c'est individuellement qu'elles devaient les régler. Or, elles n'en ont pas toujours eu la force. Elles ne se sont pas toujours résolues à affronter l'inconnu. Par peur de la solitude ou pour bien d'autres raisons, elles ont parfois préféré se contenter de la « sécurité » que présentaient malgré tout un rôle et des rapports déjà fixés, en les aménageant au mieux (parfois aussi, une relation amoureuse plus heureuse que les précédentes leur a fait croire de nouveau au prince charmant, et oublier l'affreux phallocrate qui se cache derrière, mais ça, c'est une autre histoire).

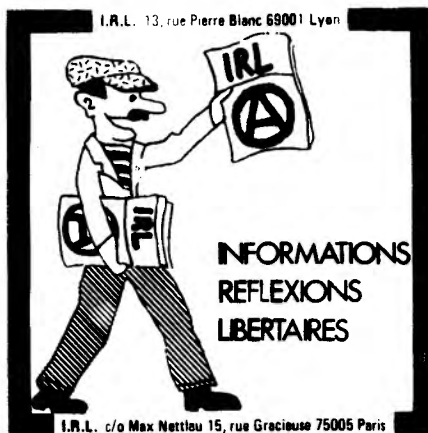
Par leurs recherches théoriques et pratiques, les divers mouvements qui ont explosé après mai ont constitué un apport positif pour beaucoup d'hommes et de femmes ; ils ont au moins permis d'approfondir une réflexion individuelle et collective sur les rôles masculin et féminin, contribuant à remettre en cause et modifier les pratiques de vie quotidienne. Ces mouvements sociaux ont ainsi nourri, par leurs analyses, de nombreuses sensi-

bilités politiques, et, sans aucun doute, l'anarchisme plus que tout autre. Le projet social défendu par ce courant de pensée s'est en effet trouvé revivifié, repatiné par mai 68. Non que les étudiants descendus dans la rue pendant les « événements » en aient tous eu connaissance. Loin de là. Mais les expériences alternatives qui ont illustré les slogans des manifs s'en sont inspirées, ou ont tout au moins reflété, traduit un état d'esprit antiautoritaire. Ceux qui les impulsaient ont tenté de faire passer un message « libertaire » dans la réalité, au niveau individuel aussi bien que collectif. Seulement, comme leurs expériences n'étaient pas le fait du hasard, mais bien un phénomène de société, ils ne se sont pas contentés de plaquer sur leur époque les thèses développées par les penseurs anarchistes du XIX^e siècle : ils les ont adaptées, actualisées. Ils en ont inventé d'autres, aussi. Parce que certaines conceptions de ces penseurs (sur le travail ou la famille, par exemple) correspondaient à l'idéologie dominante du siècle dernier, non à l'évolution économique, politique et sociale du monde occidental moderne.

Aujourd'hui, les anarchistes, en adversaires de la hiérarchie et de l'autorité sous toutes ses formes, ne peuvent qu'être intéressés à une redéfinition des rôles sociaux rendue nécessaire par la dénonciation de la féminité et de la virilité. Ils doivent réfléchir à des rapports sociaux mêlant privé et public, à des rapports plus humains, plus vivables que ceux qui s'établissent couramment entre hommes et femmes, pour que l'idée d'une société libertaire continue d'être crédible.

Vanina

(1) Kathy Ferguson, « Bureaucratie et vie publique : la féminisation de l'appareil politique », in *Femmes*, Atelier de création libertaire, février 1984



AUTOCOLLANTS IRL

La rédaction parisienne d'IRL vient d'éditer un autocollant de propagande :
 - 1 F l'unité
 - 8 F les dix
 - 12 F les vingt.
 IRL Paris, c/o Max Nettlau, 15 rue Gracieuse, 75005 Paris.

Pour un pôle anarcho-syndicaliste

Lors du numéro 55 d'IRL, j'avais insisté sur la qualité des rapports humains qui devaient exister entre nous. En effet, l'anarchisme a, à mes yeux, une différence fondamentale avec les autres pensées politiques: il privilégie l'individu; les autres idéologies politiques mettant en jeu des systèmes politiques, des théories d'ensemble, ne laissant que très peu de place à la remise en cause de soi. Le marxisme ou les organisations qui s'en réclament ne démentant pas cet état de fait (il suffit de voir l'état de beauf avancé des responsables cégétistes ou communistes, pour s'en convaincre). Donc l'anarchisme réclame de chacun(e) un comportement différent, novateur... La doctrine anti-autoritaire nécessite une démarche beaucoup plus profonde que n'importe quelle autre doctrine politique. On ne s'improvise pas anarchiste, on le devient. La remise en cause de soi permet de «s'ouvrir sur les autres», d'éviter les pièges du dogmatisme, de modérer un extrémisme-automatique.

Mais il ne faut pas pour autant oublier l'aspect purement politique de la doctrine. En bref, l'anarchisme ne se résume pas à une position éthique. Il implique à la fois de se changer soi-même et de changer la société, c'est-à-dire de se confronter à elle, essayer de la comprendre et la moduler. Nous n'avons pas à avoir une attitude de critique systématique, de même qu'une attitude modérée ne signifie le reniement de nos valeurs de base. L'anarchisme, comme théorie politique, a ses lourdeurs, ses dogmes, ses incohérences. Nous n'avons pas à nous les cacher. Nous n'avons pas non plus à avoir peur de condamner les aspects passésistes qui peuvent apparaître parfois dans nos thèses. Il s'agit de se renouveler sous peine de disparaître et non de «changer pour changer». Je sais que mon discours peut paraître choquant à nombre de libertaires mais je ne crois plus au discours pur et dur, idéaliste et inefficace. De même, je ne crois pas à une société où il y aurait 100% d'anarchistes et ceci pour un tas de raisons (culturelles, historiques, individuelles...) et c'est pour cela qu'il faut apprendre à s'affranchir de la doctrine. Par contre, si on analyse la seule expérience de masse qu'aient engendrée l'anarchisme, c'est-à-dire la révolution espagnole, je pense qu'on peut y puiser un grand nombre d'enseignements. En effet, en dehors de la guérilla de Makhno et de ses compagnons en Ukraine, jamais dans l'histoire les libertaires n'ont pu mettre en prati-

que, de façon si spectaculaire, leurs théories. Et, à l'épreuve de la réalité, on a pu voir que l'instauration du communisme libertaire ne coulait pas de source et que, de toute façon, sans révolution mondiale, il tendait à l'utopie.

La CNT, quoi qu'on en dise, n'avait d'autre choix que de composer avec les autres secteurs de l'Espagne républicaine (républicains, régionalistes, socialistes, communistes, marxistes révolutionnaires...), sous peine d'exercer une dictature en imposant l'anarchisme! De plus, elle a dû mettre un frein au comportement de ses militants, très nombreux mais très peu «théoriques», qui, au nom de l'égalitarisme, ne reconnaissaient plus les compétences de chacun. L'anarchisme espagnol a dû contourner le dogme pour se réaliser. Il a dû s'apercevoir que, bien que ses idées étaient les plus avancées et les plus fraternelles, il n'était pas seul. Il a dû ainsi reconnaître que chacun avait ses valeurs propres et que rien ne justifiait une tactique platement égalitaire. Et en effet, il est primordial de reconnaître les différences plutôt que les nier. Il a dû se plier à la nécessité d'un organisme complexe capable de gérer la société (l'Etat ou n'importe quelle autre chose).

Je retiens de tout ceci que la révolution se construit et qu'elle est l'œuvre de toutes et de tous, unis dans un lien organique qui, à mon avis, ne peut être que le syndicat. En effet, si l'on se penche à nouveau sur la révolution espagnole, on s'aperçoit que la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) n'a existé que par la CNT et cette organisation spécifique n'aurait pas eu un tel rayonnement sans un apport de plus (le syndicalisme révolutionnaire). Je ne crois pas au pouvoir révolutionnaire de l'organisation politique; je veux dire de l'organisation politique seule face aux événements. De plus, je crois que les organisations anarchistes ne se donnent pas les moyens de se développer réellement (peur du militantisme ou refus, peur de l'ouvriérisme, peur des compromissions, peur des «révisions idéologiques» ou plus exactement des «mises à jour»...). On préfère protéger le dogme, avoir une activité

puritaine et ne plus sortir ainsi du cercle vicieux du minoritarisme... Sans grand avenir... A moins que le Grand Soir...

Il me semble par contre que le syndicalisme, malgré ses contradictions, parce qu'il est présent sur le lieu de travail, qu'il parle de choses concrètes, parce qu'il brise le cercle des habitués, demeure l'arme essentielle à tout combat révolutionnaire. Je ne parle pas ici du syndicalisme qui prévaut largement dans le monde, à savoir le syndicalisme réformiste, contractuel, cogestionnaire. Non, je parle de notre syndicalisme, celui que nous avons «inventé», indépendant de l'Etat, des orgas politiques, des chapelles. Je parle de l'anarcho-syndicalisme qui, jour après jour, a cette capacité d'agir sur le présent tout en posant les bases d'une société différente. Et il me semble que nous n'avons pas à rougir de nos idées ou de nos erreurs passées. Les autres en ont commis de bien pires et, ce qui est incompréhensible, c'est la capacité des idéologies politiques non libertaires à se perpétuer contre vents et marées, alors que l'anarchisme, dans notre pays et partout ailleurs, a été balayé, tout au moins en tant qu'organisation de masse. Et pourtant, le potentiel existe, à mon sens, dans ce pays. Même si nous ne sommes pas des millions, les quelques milliers d'individus que nous sommes, au lieu de se regarder le nombril, de s'enfermer dans les sectarismes ou de se retrancher dans une critique confortable, feraient mieux de s'apercevoir que tout combat politique se prépare patiemment et que toute victoire n'existe que si on accepte le combat. La CNT en France n'est qu'un groupuscule et on peut la juger comme archaïque. Elle me semble néanmoins, si l'on veut bien s'en donner la peine, un lieu d'accueil de tous les libertaires, pour construire quelque chose de solide, en dehors des autres formations syndicales que nous ne changerons pas (dans le meilleur des cas, nous y servons d'alibi et nous y gaspillons notre énergie).

La Re-Construction d'un pôle anarcho-syndicaliste qui accepterait, parce que syndicaliste, la présence de non-anarchistes dans ses rangs, est une perspective possible à moyen terme. Cela demande un effort de chacun et de chacune dans la recherche, la critique et le développement de notre histoire.

Eric Sionneau

LE COMBAT SYNDICALISTE

*bi-mensuel paraissant les 1^{er} et 3^e lundi de chaque mois
Journal réalisé par des travailleurs de la C.N.T.
après leur journée de travail*

Rédaction : C.N.T.-Bourse du Travail 3, rue Merly 31000 Toulouse

Atteindre la maturité

Voilà quelques unes de mes réflexions sur le mouvement anarchiste et j'espère que le débat qui se déroule en ce moment débouchera sur une vision neuve du monde qui, elle seule, pourra nous permettre de créer les outils dont nous avons besoin pour continuer le combat que jadis Spartacus commença. Amitiés libertaires.

Pour bien comprendre la crise du mouvement anarchiste, il faut bien séparer les orgasmes de l'histoire et la pratique militante des anarchistes. Seulement là, une analyse pragmatique peut avoir lieu. Cette pratique militante, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ne représente plus rien en tant que force politique, c'est-à-dire force de proposition, d'alternative politique et philosophique. La reprise en compte de chaque explosion libertaire de l'histoire nous permet de nous cacher la face, ainsi que nos responsabilités historiques.

Les années 60 à 80 sont des périodes de renouveau de l'anarchisme dans le monde, les révoltes spontanées ne doivent rien au mouvement anarchiste qui a même réussi à laisser les gauchistes marxistes-léninistes reprendre en compte les aspirations anti-autoritaires des masses.

La défaite politique de notre mouvement ne s'explique et ne se comprend par le fait que nous avons été vaincu politiquement et surtout militairement en 1917 et en 1936. Jamais nous n'avons surmonté cela, car il fallait évoluer théoriquement et nous avons préféré sacraliser, l'histoire s'est arrêtée pour nous, plus aucune réflexion n'a eu lieu et nous avons abandonné le terrain des luttes. Quarante ans après la décolonisation, nous commençons à réfléchir sur les mouvements de libération nationale; que faisaient les anarchistes d'alors, ils disaient que combattre pour un état ne sert à rien, mais ces camarades ne servaient à rien.

Les théories comme les religions se sacralisent et nous n'y avons pas échappé; nos beaux principes sont devenus des dogmes et qui dit dogmes parle la langue de bois.

Je n'écris pas par masochisme, mais l'histoire est toujours en marche, elle ne s'est pas arrêtée en 17, ni en 36, ni en 68 et encore moins en 81. Le mouvement anarchiste est maintenant le seul mouvement politique qui a en main les moyens théoriques et pratiques pour unir et développer les forces qui se battent pour une société anti-autoritaire. Là sont nos responsabilités, notre société est en crise, les problèmes du futur sont déjà là.

C'est à nous d'apporter une partie des réponses. Mais pour cela, il faut que le mouvement libertaire atteigne sa maturité. L'anarchie ne doit pas être seulement le justificatif à tous les dérangés qui y trouvent la raison de leurs actes. «Je ne paye pas mes cotises parce que je préfère acheter du shit», Mesrine, Bonnot n'étaient pas des révolutionnaires. Il faut détruire nos mythes, il faut rompre le manichéisme qui contrôle nos pensées. Le fond est toujours plus important que la forme et il faut bien savoir qu'on ne remplacera jamais le drapeau rouge par le drapeau noir, qu'on ne remplacera jamais une idéologie par une autre idéologie, notre combat n'est pas là.

Voyez ce qui se passe dans les entreprises: depuis 68 se déroule un combat journalistique contre l'hégémonie politique du PCF et de la CGT. Comme les anarchistes d'avant-guerre, les communistes perdent leur crédibilité politiques car leurs théories et leurs pratiques sont en contradiction avec l'aspiration des masses. Les travailleurs veulent un syndicalisme qui développe leur autonomie, c'est-à-dire qui coordonne leurs luttes. Ils ne veulent plus être une masse de manœuvre. Et nous, anarchistes, nous pourrions accélérer ce mouvement, non pas en créant un nouveau syndicat idéologique, mais simplement en nous coordonnant pour pouvoir mieux influencer les luttes et développer l'auto-organisation des travailleurs. Le moment est venu de mettre en pratique ce qu'on a dit et écrit depuis 68.

Par exemple, prenons les PTT. Les libertaires y sont nombreux: l'UTCL et la FA y ont des secteurs importants, à Lyon il y a un syndicat autogéré (SAT), partout des militants isolés. En septembre 83, les postiers, spontanément, contre leurs centrales, ont mené un combat exemplaire; pourtant les anarchistes ont mené le combat isolément. Voilà une chose à ne plus faire car c'est aujourd'hui dans les entreprises, plus que n'importe où ailleurs, que se joue le sort de notre mouvement.

Toussain de Montpellier

Si vous voulez en savoir plus sur les grèves de septembre dans les centres de tri, lisez Alternative Syndicale numéro 1 et Lutter numéro 6.

PRISON?
RADIATION DE
L'EDUCATION NATIONALE?
SOUTIEN A
BERNARD JAUDON!

Le 4 octobre 1984, la Cour de Cassation de Paris rejette le pourvoi en cassation déposé par Me Waquet en faveur de B. Jaudon. Désormais, cette dernière démarche juridique est soldée par un échec et B. Jaudon sera arrêté dans les jours qui suivent, si le recours en grâce déposé n'est pas accepté.

B. Jaudon, instituteur de son état et objecteur de conscience, a refusé le service civil. Seulement, maintenant, il va être condamné à la prison ferme et perdre ainsi 6 mois de sa vie en prison et sa profession définitivement.

Le comité de soutien à B. Jaudon invite le maximum de gens à :

— envoyer le texte suivant par télégramme, lettre, lettre recommandée, aux
Ministère de la Justice (Monsieur Badinter, Ministre de la Justice, 13 Place Vendôme, 75042 Paris)

Ministère de l'Éducation Nationale (Monsieur Chevènement, Ministre de l'Éducation Nationale, 110 rue Grenelle, 75007 Paris).

Monsieur le Ministre,

Je m'élève contre la condamnation de Bernard Jaudon, objecteur de conscience insoumis au service civil.

Sans revenir sur ses motivations idéologiques, il est inconcevable aujourd'hui qu'on aille en prison et que l'on perde son emploi victime d'une interdiction professionnelle pour délit d'opinion.

Par conséquent, je demande qu'il bénéficie de la grâce ministérielle.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mon profond respect.

Nom Adresse Signature

— écrire sur les bases du texte précédent à vos députés pour qu'ils soutiennent cette démarche.

— contacter tous les syndicats enseignants, pour qu'ils participent à la campagne et qu'ils écrivent aux ministères.

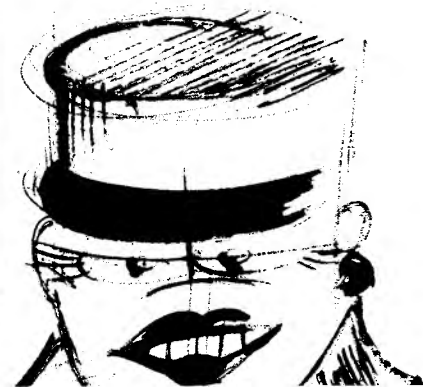
— Campagne téléphonique:

Nous vous demandons d'appeler tous les jours, pendant la semaine du mardi 23 octobre au samedi 27 octobre aux deux ministères:

— Justice: 16 - 1 - 261.80.22

— Education nat.: 16 - 1 - 550.10.10

Comité de soutien à
Bernard Jaudon
c/o Catherine Coutier
«Le Vieux Château»
71690 Marigny Mt St Vincent



LE MAL ARRIVE

Cette interview de José, militant anarchiste de Barcelone, n'a pas la prétention d'être une analyse globale ou organisationnelle de la situation du mouvement libertaire espagnol, ce qui serait vain et prétentieux.

Elle vise plutôt à apporter un autre son de cloche sur l'Espagne actuelle car, trop souvent dans la presse anarchiste d'expression française, prédominent les informations très fragmentaires sur la (les) seule(s) CNT: congrès, scissions, patrimoine historique, archives... On y constate aussi l'absence quasi totale d'informations et d'analyses sur des luttes sociales concrètes.

Cette focalisation sur la seule CNT, structure historique pour le mouvement libertaire espagnol et structure mythique pour les militant(e)s et organisations des autres pays, ne permet pas de faire une analyse réelle des problèmes du mouvement libertaire espagnol.

D'une part le mouvement apparaît comme fatigué, usé, vieilli, dispersé et, d'autre part, des militants tentent de se regrouper sur des pratiques sociales pour briser leur isolement.

Le MAL (Mouvement Alternatif Libertaire), tentative de coordination des activités sur le terrain social concret, nous semble intéressant à ce titre.



Peux-tu nous présenter rapidement ton itinéraire personnel ?

J'ai commencé par militer aux C.C.O.O (Commissions Ouvrières) avant 1968. Après l'armée, je suis parti en France où j'ai milité au sein du mouvement libertaire de la localité où j'habitais. Après la mort de Franco, je suis retourné en Espagne et j'ai adhéré à la CNT de mon usine. J'étais aussi très intéressé par le travail au niveau des quartiers. Comme dans le mien il y avait un athénée libertaire (celui de Poble Sec), j'y ai milité en liant lutte dans l'entreprise et lutte de quartier.

A Barcelone comme dans toute l'Espagne de plus en plus d'athénées ferment leur porte: quelles en sont les raisons ?

Cela correspond à l'évolution générale qui a touché tous les militants, à tous les niveaux, dans toutes les organisations. Après la mort de Franco, il y a eu une euphorie générale: contre-culture, libération sexuelle, mouvements de masse et luttes intéressantes. La montée a été rapide mais la redescende a été tout aussi rapide et spectaculaire. Les gens se sont sentis déçus par beaucoup de choses. Les athénées ont suivi ce mouvement: il en reste actuellement, à Barcelone, trois sur les dix qu'il y avait au départ. Les syndicats, qui comptent peu de militants, se regroupent et les locaux ferment: c'est la réalité actuelle.

Comment se fait-il que certains athénées tiennent le coup et d'autres non ?

Les trois athénées de Barcelone tiennent parce qu'il y a eu, et il y a encore, une cohérence au niveau d'un groupe de militants. Les individus qui restent font un travail continu. Dans la plupart des athénées, au contraire, ça a été un passage perpétuel de gens. Le travail n'était pas suivi. Il faut y ajouter les problèmes

entre les individus. Je crois que pour tenir un local et faire un travail de quartier, il faut des gens qui se connaissent.

Ce mouvement de recul a touché aussi les librairies libertaires, qui ont fermé, et les restaurants autogérés: il n'en reste plus que deux).

Cependant, quand on se promène à Barcelone, on a la sensation que le mouvement libertaire est partout présent.

En effet, les gens agissent mais à un niveau purement individuel. On retrouve des gens agissant de manière non coordonnée, sans plate-forme d'action, dans les mouvements antimilitaristes, écologistes, homosexuels...

Le mouvement libertaire semble être dans la nature. Il existe cependant la CNT: que se passe-t-il donc dans la CNT ?

J'ai quitté la CNT il y a deux ans. Je suis donc la situation d'un peu loin. Là où je travaillais, au début, sur 1500 ouvriers, 100 étaient à la CNT. Au fur et à mesure, je me suis retrouvé tout seul. J'ai été obligé de tirer un bilan personnel par rapport à une pratique et à une idéologie. A savoir qu'il ne faut pas militer pour militer: il faut trouver une autre façon d'agir, plus en prise sur la réalité.

Comment analyses-tu les difficultés (baisse des effectifs...) et l'évolution «des» CNT ?

La structure CNT ne correspond plus aux besoins réels des gens par rapport à la structure de la société. On ne peut pas se contenter d'une organisation basée sur des fédérations locales et régionales agissant sur le terrain de l'économique, du travail et de la production (même si elles sont bonnes d'un point de vue fédéraliste). Cette structure est impropre à rassembler ceux qui peuvent se situer aussi dans un projet révolutionnaire et qui agissent sur d'autres fronts (homos,

drogués, chômeurs, féministes...).

L'anarchisme doit actuellement se doter de moyens moins rigides, moins bureaucratiques, que ceux de la CNT par exemple. Nous devons recommencer à un niveau d'organisation beaucoup plus bas que ce qu'a été la CNT de 1936.

La CNT «Congrès de Valence» est à mon avis identique à l'«historique». Elle essaye de faire des concessions idéologiques aux écologistes, antimilitaristes, tout en gardant la même structure rigide. Cela les conduit à ne pas avoir de stratégie du tout. Le problème n'est pas de dire «nous sommes modernes» parce qu'on mélange des mouvements. A mon avis, il n'y a rien à mélanger. Je ne veux pas dire que la CNT doit disparaître: elle a sa place dans le mouvement, mais ce n'est pas une place prédominante. Cela a été une erreur pour elle de vouloir être la «Mère» de tous les mouvements de lutte.

Que penses-tu du courant «anarcho-nationaliste» type CNT catalane ?

Quand l'Espagne est entrée en «démocratie», les militants ont brûlé les étapes. De nombreux pôles de regroupement sont apparus successivement. Cela a été, au début, le mouvement syndical, puis l'écologie, puis les femmes. Quand tout s'est écroulé, les leaders de ces mouvements successifs se sont tournés vers le nationalisme. Cela a aussi touché les anarchistes.

La CNTC est formée d'anarchistes communistes pour tenter de pallier au recul des anarchistes à Barcelone et en Catalogne, en jouant la carte nationaliste. Cela me semble une erreur historique: il me paraît difficile de faire redémarrer un mouvement fort sur des bases nationalistes dans une zone comme Barcelone où il y a plus de cinquante pourcent d'immigrés d'autres régions. Cela conduit à exclure beaucoup de gens, à rouler pour les nationalistes et renforce l'éclatement du mouvement. De plus, c'est un groupe ultra minoritaire.

En Euskadi, la CNT a évolué et abandonné ses positions nationalistes. Les gens de l'ex-revue Askatasuna ont aussi beaucoup changé. Le nationalisme se retrouve concentré chez Herri batasuna, c'est-à-dire chez les marxistes-léninistes.

La baisse des effectifs, elle, est due aux engueulades, à la chasse aux sorcières permanente. De nombreux militants, très intéressés par les questions idéologiques, sont écœurés par la manière dont se passent les discussions. Ils ne cotisent plus, arrêtent de militer. Dans les boîtes, pour mener une lutte, il faut un potentiel important de militants; s'ils ne sont plus là, il devient impossible d'agir dans les entreprises.

En dehors de la CNT, que se passe-t-il dans le mouvement anarchiste ?

Nous avons, avec d'autres groupes, mis en place une structure qui permet : — l'ouverture à toute une série de groupes agissant dans tous des domaines

— de se rassembler, vu l'état d'isolement du mouvement, d'être solidaires, d'exister par rapport aux besoins des groupes.

Ce besoin de rassemblement vient du fait qu'il n'y avait plus grand chose comme luttes. Nous avons pensé rassembler des groupes dispersés dans toute la péninsule. Nous avons travaillé pendant un an à renouer des contacts car, auparavant, ces groupes étaient liés à la CNT. Quand elle a cessé de fonctionner, tous ces groupes se sont retrouvés isolés.

En juin 1983, nous avons convoqué une réunion où 35 groupes étaient présents. Nous avons pris pour nom le Mouvement Alternatif Libertaire (MAL). Depuis, ça a peu évolué. Ce qui domine, c'est la volonté de travailler sur le plan pratique, en refusant hiérarchie et bureaucratie. Nous désirons être une coordination, pas une organisation, adaptée aux besoins des groupes locaux anarchistes.

Quelle fraction du mouvement représentez-vous ?

Nous ne représentons qu'une faible partie du mouvement. Ce qui compte pour nous c'est la qualité du travail. C'est-à-dire être dans la réalité sociale. Je pense qu'il est possible de développer un travail sur des thèmes qui ne sont pas, ou plus, repris dans le mouvement libertaire.

Quelles sont vos relations avec la CNT en tant que MAL ?

Il n'y a pas de relations inter-structures. Chaque groupe agit comme il l'entend. Dans la réalité les relations ne sont pas très bonnes car il y a quatre CNT. Notre travail au MAL n'est pas d'établir des relations entre organisations mais de travailler concrètement avec une branche de métier de la CNT si nos activités coïncident.

Une deuxième réunion du MAL a eu lieu en juin 1984. Deux points importants ont été abordés :

— les relations avec la CNT, car de nombreux groupes hébergés par la CNT ont des problèmes de cohabitation

— la coordination des activités et des échanges. Cela n'a pas très bien fonctionné en 83-84. Nous avons décidé la création de « zones » et d'un bulletin mensuel édité à Bilbao.

Revenons à Barcelone. Où intervenez-vous actuellement ?

Nous participons activement à des manifs en vélo pour obtenir le droit de pouvoir circuler librement dans tout Barcelone à vélo. L'athénée participe en tant que tel aux actions mais cela a été lancé par les écologistes, avec un état d'esprit anti-autoritaire. Tous les quinze jours des rassemblements ont été organisés dans le centre ville. Il y a deux semaines, une manif a rassemblé 15 à 20000 cyclistes et a embouteillé tout Barcelone.

Nous intervenons aussi dans le mouvement pacifiste. Il y a trois semaines, une manifestation contre l'OTAN, le Pacte de Varsovie et pour la paix, a réuni plus de 10000 personnes à Barcelone. Elle a été organisée par une multitude de groupes. Cette action est irrécupérable par les partis classiques qui sont incapables actuellement de réunir autant de monde. Le PCE, quant à lui, était opposé à cette manifestation car il est pour le maintien de l'Espagne au sein de l'OTAN.

Dans ce type de rassemblement on retrouve tout d'abord les militants anarchistes agissant individuellement, sans coordination, ainsi que de nombreux militants indépendants que les partis politiques n'arrivent pas à mobiliser.

Nous tentons de mettre en place un contre annuaire téléphonique, « les Pages Noires » concernant les adresses sympas alternatives sur Barcelone. Cela permet de rencontrer des gens qui ne sont pas forcément libertaires mais avec qui on a des choses à faire. A Barcelone, il y a beaucoup d'entreprises de ce genre : des restaurants, des plombiers, des maçons, des auto-écoles... Ces structures sont, à mon avis, appelées à se développer à cause de la crise. Il me paraît important de penser en terme de société parallèle.

Retrouvez-vous ces « alternatifs » dans les manifs, par exemple ?

Pas forcément. Certains d'entre eux sont d'anciens militants. Ces gens sont prêts, quand il y a des choses concrètes à faire, à agir, à donner de l'argent. Pour le moment, cette initiative est spécifique à Barcelone.

Depuis la disparition des revues Bicileta, Ajo Blanco, Nada, El Viejo Topo, Askatasuna... peu de choses arrivent en France. Quelles sont les revues qui paraissent encore en Espagne ?

A l'exception de la presse confédérale (CNT, Solidaridad Obrera) il y a quatre revues : La Lletra A, sur la Catalogne, Malahierba à Valence (cette revue regroupe les groupes du MAL), Germinal à Madrid (qui rend compte d'activités

concrètes dans les quartiers) et Orto, anciennement Ideas. C'est à peu près tout.

Il existe de nombreuses revues locales et épisodiques, un peu partout. On assiste à un recul complet de la presse libertaire. Certains libertaires de Bicileta se retrouvent dans un projet de quotidien « Liberacion », avec des militants d'extrême-gauche.

Comment vois-tu le mouvement libertaire français ?

Dans l'impasse, comme le reste du mouvement libertaire européen. Nous avons beaucoup reculé face à l'évolution rapide du système capitaliste. Les libertaires n'arrivent pas, à mon avis, à trouver leur place dans les mouvements sociaux. Les jeunes se retrouvent, soit dans les luttes, soit dans des évolutions personnelles, très libertaires, sans qu'il y ait jonction ou identification avec le mouvement libertaire.

Propos recueillis par Papy et Jean-Pierre

Nous avons aussi demandé à José de nous préciser un peu le caractère concret de l'activité des groupes qui forment le MAL.

— Valence: le MAL regroupe entre autres: Radio Klara (voir aussi l'interview de cette radio dans le numéro 56 d'IRL. Nous venons d'apprendre par le Monde Libertaire du 13-09-84 que Radio Klara a été saisie), le GEL (Groupe Ecologiste Libertaire), l'Athénée libertaire Progreso, la revue Malahierba, l'imprimerie Clixet et une communauté rurale.

— Barcelone: les Athénées libertaires de Poble Sec et San Andres, la revue Lletra A.

— Madrid: le Collectif libertaire Santé, la revue Germinal (groupe femmes, groupe écologiste et une radio), les Athénées libertaires Centre et Puerto de Toledo, les imprimerie-éditions Quemada.

— Bilbao: le Groupe antimilitariste libertaire.





MOVIMIENTO ALTERNATIVO LIBERTARIO

Lors des Rencontres Libertaires Internationales qui se sont déroulées à Barcelone en juin 83, divers collectifs alternatifs et libertaires de la péninsule ont présenté leurs analyses correspondant aux secteurs où ils étaient investis (antimilitarisme, écologie, travail, information — presse et radios libres —, coopératives, condition des femmes, mouvements dans les quartiers), tout en étant conscients de l'absence d'autres collectifs: homosexuels, artistes (image et son), chômeurs, handicapés, naturistes, etc...

Tous les collectifs présents décident de développer un projet commun sous le sigle de Mouvement Alternatif Libertaire (MAL).

Ce projet, basé sur des affinités idéologiques, est opposé à toute forme de bureaucratie et de hiérarchie, ainsi qu'à toute manifestation sociale autoritaire d'exploitation de l'homme par l'homme.

Deux conclusions ressortent des analyses basées sur l'expérience quotidienne de chaque collectif:

1) Volonté de faire de l'utopie une réalité d'aujourd'hui dans la perspective d'un projet à long terme comprenant comme légitime le droit à un espace social qui nous soit propre et que le système social dominant nous refuse.

2) Nécessité de coordination, de contacts, d'échange d'expériences pour orienter nos efforts vers un projet intégral de société où les moyens et les fins ne s'opposent pas.

La lutte contre la barbarie du pouvoir passe actuellement par le développement des potentialités de l'imagination en relation directe avec nos nécessités quotidiennes dans tous les aspects de la vie. Nous voulons être nous-mêmes, sans chef, ne pas végéter dans l'anonymat pendant que d'autres capitalisent notre activité.

Nous voulons vivre la révolution au quotidien sans mythe ni morale castatrice.

En tant qu'alternatifs et libertaires, nous nous opposons frontalement à toutes formes d'oppression et d'humiliation à l'encontre de l'être humain, incarnées par la famille, l'école, le travail salarié et finalement l'état.

Nous nous opposons donc:

— A la course aux armements, chemin de mort et de destruction de la part des deux empires qui se partagent le monde. Les sociétés devant choisir entre l'un ou l'autre bloc, elles deviennent ainsi des satellites impliqués dans la terreur nucléaire.

— Au gaspillage économique de la société de consommation, cause de destruction du milieu naturel, de l'épuisement des ressources, et qui, de plus, relègue l'homme au seul rôle de consommateur.

— Au contrôle social répressif, cause de la concentration du pouvoir dans les mains d'un état monopoliste et technocratique.

Nous proposons en échange:

— Une logique qui aille vers le désarmement. Nous refusons de participer à toute manifestation sociale qui prétend maintenir les droits des privilégiés par la force armée. Notre défense ne peut pas être reléguée à des mercenaires.

— Nous refusons la logique du système social qui nous impose de vivre dans des ghettos: chômeurs, homosexuels, drogués, vieux, délinquants et marginaux sociaux divers.

Contre tout ceci nous réagissons par une nouvelle culture, de nouvelles valeurs avec une liberté d'expression constante dans tous les aspects de la vie humaine en pratiquant une solidarité sans frontière politique ou culturelle. Par l'action directe individuelle et collective nous obtiendrons des espaces de liberté permettant le développement d'une société à la mesure de l'humain.

Dans la mesure où la pratique de nombreux groupes sociaux anti-autoritaires ne se transforme en une lutte isolée mais participe à l'enrichissement des expériences et initiatives d'un mouvement large et global, nous commencerons alors à donner une réponse à nos nécessités immédiates sans gaspiller nos efforts ni développer des frustrations.

Pour nous, la stratégie passe actuellement par le développement de la communication des échanges, et des capacités de réaction solidaires contre toute manifestation de l'état démocratique totalitaire.

Nous ne sommes pas une organisation mais un projet de coordination horizontale supprimant la hiérarchie, la bureaucratie, la possibilité de prise de pouvoir d'un individu sur le groupe. Pour ceci, nous maintenons le principe de base de l'autonomie et de la libre activité.

Nous luttons pour une société ni classiste ni massifiée, par le biais de collectifs sociaux qui assument le droit qu'ils se sont donné de lutter pour un modèle de société libre.

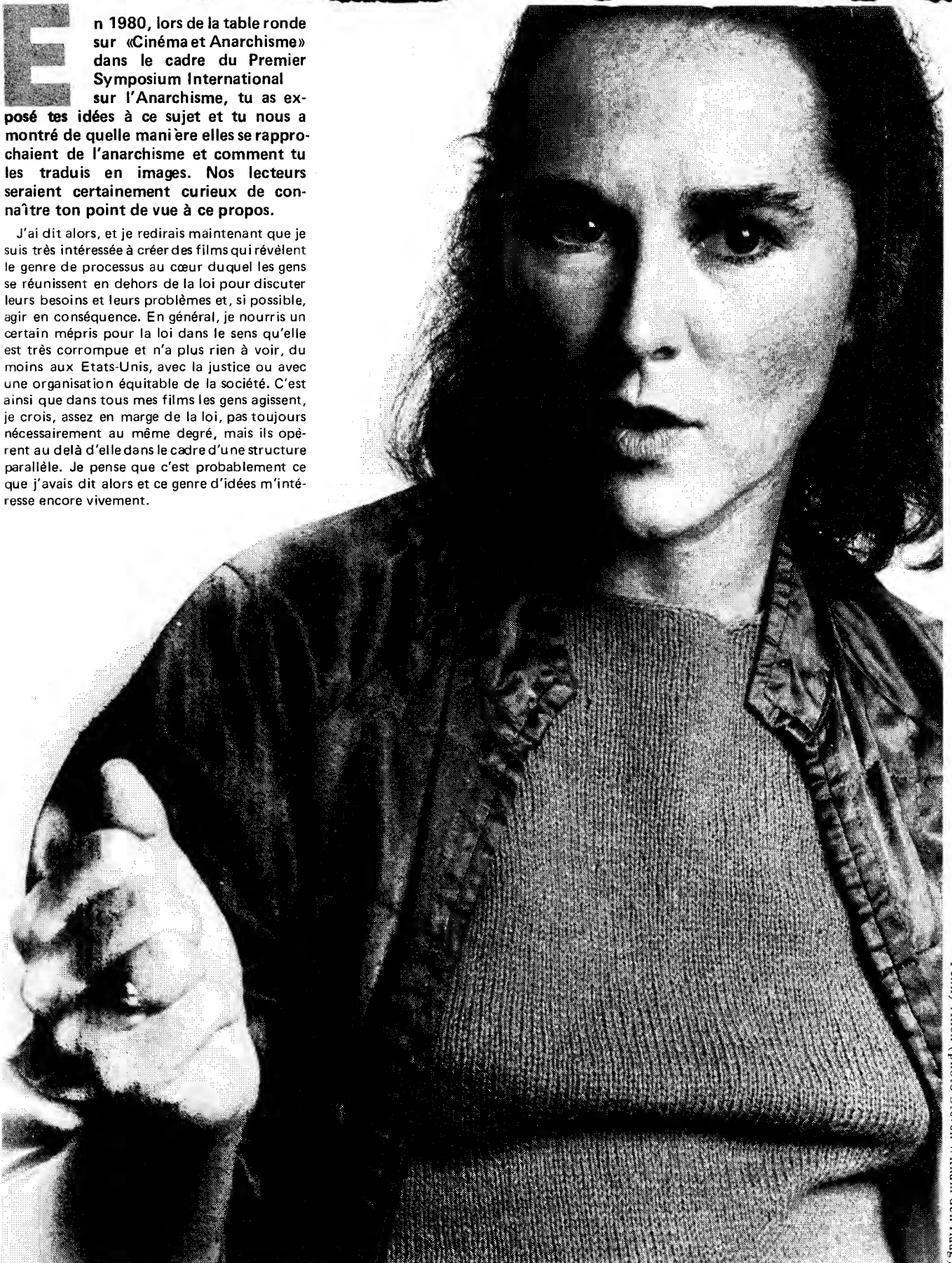
Coordination et informations:

Ateneo Libertario Poble Sec, C/. Elicano, n. 48, Barcelona 4

CINEMA & ANARCHIE

En 1980, lors de la table ronde sur «Cinéma et Anarchisme» dans le cadre du Premier Symposium International sur l'Anarchisme, tu as exposé tes idées à ce sujet et tu nous a montré de quelle manière elles se rapprochaient de l'anarchisme et comment tu les traduis en images. Nos lecteurs seraient certainement curieux de connaître ton point de vue à ce propos.

J'ai dit alors, et je redirais maintenant que je suis très intéressée à créer des films qui révèlent le genre de processus au cœur duquel les gens se réunissent en dehors de la loi pour discuter leurs besoins et leurs problèmes et, si possible, agir en conséquence. En général, je nourris un certain mépris pour la loi dans le sens qu'elle est très corrompue et n'a plus rien à voir, du moins aux Etats-Unis, avec la justice ou avec une organisation équitable de la société. C'est ainsi que dans tous mes films les gens agissent, je crois, assez en marge de la loi, pas toujours nécessairement au même degré, mais ils opèrent au delà d'elle dans le cadre d'une structure parallèle. Je pense que c'est probablement ce que j'avais dit alors et ce genre d'idées m'intéresse encore vivement.



Penny Allen (photo Steven Witkam den Haag)

Dans tes films on remarque tout de suite qu'en face d'une difficulté, de quelque nature qu'elle soit, les personnages se réunissent, discutent, parfois se disputent, mais finissent toujours par élaborer un plan d'action commun. C'est justement l'union de leurs efforts qui abat toutes les barrières. Est-ce une interprétation de l'histoire américaine (Go West! Make it! etc...) ou plutôt une métaphore pour des situations présentes?

C'est probablement différent dans le cas de chaque film. Ce sont des variantes sur le même thème. Tu as tout à fait raison, du moins en ce qui concerne les films que j'ai tournés jusqu'à présent. Dans PAYDIRT, par exemple, je voulais essayer de faire confluer quelques unes des idées anarchistes des années 60 et 70 et de mes idées politiques en général, dans une tradition typiquement américaine. Comme tu le dis, la «ruée vers l'ouest», le «Se faire tout seul» ou l'individualisme total, PAYDIRT est certainement un film ou une prise de position de nature individualiste. Je voulais donc essayer d'unir les deux traditions. Elles sont peut-être inconciliables, je n'en suis pas du tout sûre, mais je cherchais à les mettre ensemble. Par contre, le premier film, PROPERTY, ne rentre pas nécessairement dans le cadre de la tradition américaine. Je pense qu'il se rapproche davantage de la tradition européenne, ou de la tradition de l'histoire récente de l'Italie ou du Portugal. En fait, cela explique peut-être pourquoi c'est au Portugal que ce film a été le mieux reçu, parce que les gens avaient traversé certaines des expériences qu'on voyait à l'écran. Ils les avaient vécues lors de la Révolution des œillets et ils avaient passé beaucoup d'heures assis autour de tables rondes, discutant et se disputant parfois, mais provoquant ensuite un certain genre d'action dans laquelle ils se trouvaient réunis. Ainsi, tu vois, dans mon second film, j'essaie de fondre les deux traditions: mon propre passé américain et mes origines de fille de l'Ouest. A vrai dire, il s'agit d'une fille de l'Ouest qui descend de ces pionniers qui sont allés vers l'Ouest et tout ce que cela implique. Je voulais mettre tout cela ensemble et, ainsi que je le disais, peut-être sans y réussir parce que ces deux aspects ne sont pas conciliables. Sans doute est-il impossible de réconcilier cette sorte d'individualisme avec un véritable anarchisme social. Il en dérive peut-être un anarchisme asocial.

Dans le film THE GUARDIAN ANGELS, il y a une plus ample exploration et j'y ai ajouté l'élément des «médias» comme un facteur purement modérateur dans toute sorte d'action politique parce que les moyens d'informations jouent un rôle important dans cette œuvre. Nous voyons souvent les Anges Gardiens par les yeux des médias et nous les voyons se comporter différemment autour des médias à tel point qu'il s'agit presque d'action impure. Ce n'est plus théorique. C'est contaminé par les «médias» et ce n'est plus rattaché à aucun aspect de l'histoire américaine séparée des «médias». Je ne pense pas que les médias avaient ce genre de pouvoir sur l'histoire américaine avant la fin de la guerre du Vietnam, peut-être, ou même à notre époque. A présent, nous sommes un pays tellement dépendant des médias que nous ne parvenons même pas à analyser ce que cela signifie. Je voulais justement comprendre comment une force quelconque dans la société peut exister à côté de l'interprétation qu'en donnent les médias ou indépendamment de ceux-ci. Est-ce que l'interprétation des médias d'une force politique, quelle qu'elle soit, et dans ce cas les Guardians Angels, ne détruit pas complètement le sens de la vraie histoire, du vrai message? Ainsi, dans tous les cas, il y a vraiment un thème semblable mais c'est que le temps passe et mes intérêts changent.

Dans ton dernier film, AN AMERICAN EXPERIENCE: THE GUARDIAN ANGELS et dans le projet auquel tu travailles en ce moment avec Peter Watkins, des modèles non-violents et pacifistes se font jour par rapport à PAYDIRT où l'action directe des «opprimés» (les agriculteurs et vigneron) contre les «opresseurs» (la mafia de la drogue) est encore violente et armée. Faut-il attribuer cela à une analyse des événements des années 70 aux Etats-Unis (faillite de la guérilla urbaine, inutilité de la violence gratuite) ou à une évolution de tes idées personnelles?

Sans doute peut-on appeler cela une évolution des idées. Comme je l'ai dit avec PLAYDIRT, j'essayais surtout de fondre mes idées dans une tradition américaine, la tradition du Western qui est toujours violente. Sans même la mettre en question, ce n'était pas mon intention. Je voulais que cela fût un Western, ce qui revient à dire qu'on ne peut pas mettre en question cette tradition. Je crois donc pouvoir dire que oui, qu'il s'agit en effet d'une évolution mais en même temps quelque chose qui s'est présenté à moi ainsi. Cela a donc à avoir aussi avec le fait que les deux choses me sont effectivement arrivées. Je n'ai fait le choix en aucun des deux cas. Les Anges Gardiens sont vraiment arrivés à Portland et je me suis donc intéressée à eux comme sujet. Cela touchait à beaucoup de sujets qui m'intéressaient et il se trouve qu'ils étaient pacifistes. Je ne leur ai pas imposé cela moi-même, c'est ainsi qu'ils sont. En fait, je crois qu'ils représentent notre époque, en étant pacifistes. Donc je crois que oui, que nous avons évolué du concept de guérilla urbaine armée au point de vue progrès social aux Etats-Unis et la manière de le réaliser. Je parle des Etats-Unis et pas pour d'autres pays, mais la guérilla urbaine ne semble pas être efficace ici.

La situation avec Peter Watkins est aussi très semblable, à tel point que je me suis trouvée avoir pensé beaucoup à cela et voilà que Peter Watkins est venu et voulait faire le film ici et m'a approchée pour me demander si je voulais produire le segment de Portland. Voilà donc, encore une fois, c'est quelque chose qui s'est présentée en même temps que j'y pensais. Il faut attribuer un sens à ces coïncidences, même aux choses qui vous tombent dessus. Il arrive que si ce qui se passe est de nature plus pacifiste que ce qui se passait dans les années 60 et les années 70, il faut y voir un signe des temps. Et il se trouve que cela correspond aussi à mon choix personnel.

Pour en revenir aux Anges Gardiens, comment est né le projet? Même au point de vue pratique...

J'ai longuement séjourné à New York en 1982, 1981 et 1980 et je voyais souvent les Anges Gardiens dans le métro. A New York, le métro est un lieu infernal et épouvantable et la plupart des gens sont effrayés, ils serrent leur sac contre la poitrine et chacun fait attention à ce que font les autres. Lorsque les Anges Gardiens ont commencé à patrouiller les stations et à entrer dans les voitures, les gens ont commencé à être plus tranquilles, à rire et même à adresser la parole aux voisins. C'est invraisemblable de remarquer le changement des personnes et c'est tout à fait psychologique parce qu'il y a tout de même cinquante personnes dans une voiture et un seul Ange Gardien et il se pourrait que quelqu'un soit armé et l'Ange Gardien ne l'est pas; mais cela a un impact psychologique très fort. J'ai trouvé cela très intéressant et en ai même tiré profit. Je me sentais mieux moi-même quand les Anges Gardiens entraient dans une voiture. Je pensais aussi qu'ils étaient indissolublement liés à New York parce que leur origine ethnique est si forte dans cette ville et beaucoup de membres sont portoricains ou noirs et que

leur comportement est le comportement typique de la jeunesse qui arpente les rues. Et quand j'ai appris qu'ils venaient à Portland, j'ai pensé que cela n'allait pas marcher parce que les jeunes ici ne se comportent pas de la même façon et qu'une telle conduite ne serait pas comprise et qu'ils offenseraient tout le monde et s'aliéneraient les gens. Mais j'ai vite compris qu'il ne s'agissait pas de cela et qu'ils s'articulent de manière différente selon les endroits et qui est propre à chaque cas. Donc, au Texas, comme au Texas, en Californie comme en Californie et à Portland, ville très blanche, très classe moyenne et très sobre, ils ne sont pas du tout intimidants, mais se comportent juste comme des gens du coin, cordiaux comme les Portlandais. Aussitôt que j'ai su qu'ils venaient, j'ai conçu l'idée de faire un film sur eux, sur les démarches qui les ont amenés ici. Ce n'est qu'après que nous ayons commencé à travailler que nous nous sommes aperçus que les médias jouaient un très grand rôle dans le processus et que les moyens de communication de masse étaient en fait responsables des changements culturels dans ce cas parce qu'ils présentaient les Anges Gardiens de la manière qu'ils ont choisi de les introduire au public, par le truchement de la télévision et de la presse. En somme, ils leur permettaient d'être acceptés justement parce que les médias avaient fini par les aimer. Et l'histoire s'est faite intéressante. Cela devint une partie intime de l'histoire en soi, quelque chose qui devint immédiatement apparent mais que je n'avais pas saisi avant qu'on commence à tourner. Je ne pense pas que cela soit le cas à New York. Je pense que les gens ont beaucoup plus de contact entre eux dans la ville de New York et moins de contact avec les médias et, en fait, les Anges Gardiens sont à Portland depuis une année et les médias ne s'en occupent plus, justement parce qu'ils ne sont plus quelque chose d'original, de nouveau, de passionnant. Ce qui est encore plus intéressant, c'est que beaucoup de gens qui ne les voient pas, trouiller pensent qu'ils s'en sont allés, qu'ils ont disparu, qu'ils se sont dissous, ce qui révèle le rôle que les mass-médias jouent à Portland. Si cela ne fait pas manchette, cela n'existe pas. Parce que Portland n'est pas une ville où on vit dans les rues, tout s'y passe à huis clos.

Penses-tu que cette sorte de police volontaire, non-violente, multiraciale, non rémunérée, puisse, ou doive même se généraliser?

Je crois qu'ils en veulent ainsi. Ils veulent devenir une partie de la culture. Ils voudraient que leur exemple — Curtis Sliwa en parle plus particulièrement — soit tel qu'ils puissent un jour être remplacés, qu'ils puissent renoncer à leur accoutrement caractéristique parce que chacun aurait assumé les attributs des Anges Gardiens, aidant son prochain. Je ne crois pas que cela arrivera, ni même que cela puisse arriver. Les gens d'ici n'ont aucun penchant social. Car, comme je l'ai déjà déclaré, Portland est une ville où les rapports humains sont plutôt individualistes et politiquement tièdes. Et les Anges Gardiens représentent une force vraiment sociale. Cela implique que l'on descende dans les rues aider les autres et donc, lors même qu'ils veulent se généraliser, je ne pense pas qu'ils y parviendront. C'est bien cela que tu voulais savoir?

Penses-tu que cela pourrait marcher dans d'autres pays plus avancés, dans d'autres cultures, en Suède par exemple? Ont-ils essayé de s'établir ailleurs?

Ils ont essayé de s'établir en Angleterre et en France — à ce que je sais — peut-être ailleurs, et je sais qu'ils ont été extrêmement bien reçus par le public et par la presse en France (*Que ceux ou celles qui en ont entendu parler nous écrivent, NDLR*). Je ne sais pas comment ils ont été reçus, par exemple, par la police ou

par les autorités en France, encore qu'il me semble qu'ils aient été reçus par certaines autorités. Mais je crois qu'ils sont tout de même très américains, c'est pourquoi j'ai intitulé mon film « Une expérience américaine ». Je ne pense pas que cela puisse bien être compris dans un autre contexte. Je crois que beaucoup d'autres cultures trouveraient cela plutôt idiot. Ils estimeraient que c'est une sottise ou même que cela représente un danger ou le commencement d'un mouvement de type néo-nazi.

J'ai en effet remarqué que quelqu'un dit cela dans le film, mais je n'en reviens pas. Toute personne ayant une expérience directe ou indirecte du fascisme et du nazisme sait que tout d'abord ces gens étaient des fanatiques et, ensuite, qu'ils étaient d'habitude armés ou ils étaient violents même quand ils n'étaient pas armés car ils allaient incendier les sièges de partis ou mouvements de gauche ou syndicats progressistes, ou d'autres actions dans ce goût-là. Donc je ne vois pas comment on peut confondre fascistes et Anges Gardiens ?

C'est de la naïveté, Piero, pure naïveté. Les gens sont très ignorants et ils disent : « Voilà, regardez, ils portent des uniformes paramilitaires », donc ils doivent être agressifs et

ouvertes et évidentes que dans les lieux comme New York. Mais je suis sûre que le public aimerait beaucoup qu'ils remplacent la police à New York et ici où ils sont bien aimés par le public. Je ne sais pas jusqu'à quel point on deteste la police, ou on craint la police, ici, mais là où la police est haïe et crainte, je crois que les Anges Gardiens sont certainement préférables. Mais il n'est guère probable qu'ils puissent les remplacer tout à fait, sauf dans des cas de difficultés financières très graves. C'est là une des raisons pour lesquelles ils ont tellement de succès au niveau national. Parce qu'il y a des difficultés financières partout au niveau local. Dans toutes les administrations locales on ne peut pas s'offrir le luxe d'une force policière et toutes sortes de problèmes commencent à surgir et les effectifs de police diminuent. Ainsi les Anges Gardiens jouent un rôle très intéressant. Ils jouent vraiment le rôle que revêtait le gendarme au coin de la rue. Mais ce genre de flic amical n'existe plus. Les flics ne peuvent même plus répondre à tous les appels qui leur sont adressés, à cause de la récession économique. Ainsi, paradoxalement, voilà peut-être pourquoi les Anges Gardiens peuvent se développer, tout simplement parce que le côté positif de la police a été éliminé.

exemple? Comment les criminels traitent-ils les Anges Gardiens? Les respectent-ils davantage qu'ils ne respectent la police? On entend souvent parler de criminels qui attaquent la police, lui tirent dessus, etc...

Il n'y a eu aucun cas jusqu'à présent de criminels qui attaquent les Anges Gardiens d'une manière violente. Les Anges Gardiens, surtout dans des endroits tels que New York ou Chicago, sont physiquement assaillis parfois par le public ou même par la police. Cela est arrivé ailleurs mais pas encore ici. Ils n'ont pas encore été assaillis par le public ni par la police, mais ils sont de temps en temps attaqués et un Ange Gardien a été tué par derrière par la police de Newark (dans le New Jersey) il y a quelques années.

La position des anarchistes vis-à-vis de la police a été traditionnellement d'antagonisme ou, dans le meilleur des cas, de méfiance et de non collaboration. Ne faut-il pas faire une distinction entre les policiers désarmés de certains pays (s'il en reste!) qui «protègent» la communauté des éléments anti-sociaux ou pathologiques, qui prennent des risques et se mettent vraiment au service de la société, et les policiers armés, brutaux, violant la loi, qui sont là uniquement pour assurer la continuation du statu quo social?

Oui, absolument. Mais je me demande s'il en reste beaucoup. Par exemple les policiers anglais qui étaient désarmés mais je crois qu'ils sont armés maintenant parce que les crimes violents sont en augmentation en Grande Bretagne. Mais oui, il faut distinguer entre les divers types de flics et je crois que les Anges Gardiens sont comme des gendarmes anglais du bon vieux temps, désarmés. Enfin, le flic au coin de la rue, comme je l'ai déjà dit, le flic à cheval peut-être. Les Anges Gardiens un peu partout sont plutôt sceptiques à l'égard de la police. Ils sont censé, par exemple, s'ils interpellent quelqu'un « au nom du peuple américain », d'entrer immédiatement en contact avec la police, parce que c'est ainsi que l'arrestation est complétée. Là s'arrête leur collaboration avec la police, mais d'après ma propre expérience avec les Anges Gardiens, ici et à New York, et aussi à quelques autres endroits et après avoir étudié toute leur évolution, je me suis rendu compte qu'ils ont été très gênés par ce processus et ne veulent pas être considérés comme des collaborateurs de la police. Ils voudraient plutôt exister parallèlement à la police qu'être considérés comme une branche de la police. Et je crois que le public perçoit cela aussi. Il sait que certaines choses peuvent se passer devant eux qui ne seront pas délatées. A New York, par exemple, où les stupéfiants et toutes sortes de petits délits sont assez répandus dans les rues de manière visible, les Anges Gardiens ne s'en occupent pas parce qu'ils s'intéressent uniquement aux crimes violents ou à des crimes contre les individus, vol ou agressions et ils ne s'occupent pas du reste et je crois que le public le sait. Certains gens savent que les Anges Gardiens ne vont pas les arrêter pour certains délits mineurs. Par exemple, il y a dans les rues beaucoup de prostitution publique mais les Anges Gardiens ne s'en soucient pas. Ils ne considèrent pas que leur tâche est de veiller à l'application de chaque loi, ils pensent que leur mission est de protéger le public contre un comportement anti-social.

Quelles sont les sources idéologiques des Anges Gardiens, de Liwa en particulier?

La formation de leur fondateur est catholique. Il a été élevé en catholique, tout comme sa femme. Ils sont tous deux des partisans de Gandhi, bien que Curtis Liwa dise avoir quelque peu corrigé le pacifisme de Gandhi afin de l'appliquer à une société violente comme la nôtre. Dans cette société, les gens se défendent,



AN AMERICAN EXPERIENCE: THE GARDIAN ANGELS

armés et doivent avoir des buts cachés. Dans le film il y a en effet un jeune homme qui dit « Cela évoque la jeunesse de Hitler » ou quelque chose comme cela. Je le répète, c'est de l'ignorance. Ne trouves-tu pas que les américains ne font pas souvent de distinction entre une chose et une autre? Ils mélangent tout. C'est notre attitude foncièrement non-intellectuelle et non-politique.

Conçois-tu les patrouilles des Anges Gardiens comme une simple prévention du crime ou estimes-tu qu'ils pourraient, à la longue et dans certaines sociétés, se substituer à la police officielle et armée?

J'aimerais beaucoup qu'ils puissent remplacer la police. La police de Portland, particulièrement, semble être très bénigne et inoffensive, mais en réalité elle a à son actif de très nombreux incidents de conduite raciste et de comportement violent envers des individus qui, parfois, ne sont même pas des hors-la-loi. Je crois qu'il y a une sorte de mythe que nous ayons des patrouilles de police bienveillantes ici, à Portland, quand en fait plusieurs des attitudes que nous attribuons, que les anarchistes attribuent à la police, sont ici monnaie courante, elles ne sont peut-être pas aussi

Y a-t-il une étude sur les résultats atteints par les Anges Gardiens? C'est-à-dire: y a-t-il eu un déclin dans le nombre des délits dans certains quartiers ou villes là où les Anges Gardiens sont présents?

Je ne pense pas que quelqu'un ait entrepris une étude scientifique de cette nature. J'espère que quelqu'un le fera, surtout dans un endroit où leur présence est très visible, disons par exemple dans un arrondissement de New York. Je crois que cela serait très intéressant. Puisqu'ils sont surtout une force conçue pour prévenir le crime, on ne peut vraiment pas dire s'ils ont un effet quelconque parce que s'ils sont présents et si le délit n'est pas commis, du point de vue statistique aucune donnée n'apparaît. Et si on devait étudier comment le crime a diminué depuis que les Anges Gardiens sont arrivés dans une certaine zone, on devrait également examiner tout autre facteur de changement, comment l'économie a changé et comment la morale publique a changé et toutes les autres choses qui jouent un rôle dans le coefficient du crime. Personne n'a fait cela jusqu'à présent.

Y a-t-il eu des épisodes de violence contre les Anges Gardiens de la part de la pègre, par

Un Ange Gardien se défendrait plutôt que de rester immobile ou tendre l'autre joue. Ils se défendent...

Mais non-violence, n'est-ce pas ?

Où, ils bloquent ou ils se retirent. Ils sont entraînés à endurer toutes sortes d'insultes verbales et même physiques. Ils apprennent à agir en tant que groupe et alors... Ils appellent ça... faire tomber quelqu'un. Désarmer et faire tomber quelqu'un. Il faut peut-être cinq personnes pour le faire et cela pour se protéger et poursuivre leur tâche. Je ne pense pas que les Anges Gardiens soient des surhommes qui puissent agir en tête-à-tête contre quelqu'un d'armé. C'est trop dangereux.

Quelles sont les perspectives du mouvement ?

Je pense qu'il est présent dans cinquante villes américaines. Maintenant ils sont installés à Seattle et je crois qu'ils vont arriver à Salem et même dans une petite ville d'Oregon comme Longview. Mais ils vont là où ils sont invités. Ils ne sont pas impérialistes. Ils ne vont pas quelque part déclarer «Ce dont vous avez besoin c'est des Anges Gardiens». Ils attendent d'être invités par des groupes locaux. Bien sûr, on se dispute parfois quant à savoir qui possède l'autorité de les inviter. Ils ont reçu des tas de lettres de gens de Portland et une invitation du Conseil Communautaire de Burnside. Voilà pourquoi Curtis Sliwa est venu ici. Des gens diront, qu'est-ce que cela? qui sont-ils? Le Conseil Municipal ne les a pas invités, la police ne les a pas invités, je ne les ai pas invités. Donc il y a divergences d'opinions à ce propos. Mais ils ne se rendent nulle part avant qu'un groupe ait exprimé un certain intérêt et en patronne l'initiative.

Peux-tu maintenant nous parler du projet Peter Watkins (1)?

Il s'agit d'un film contre la guerre nucléaire tourné dans douze pays différents: le Japon, l'URSS, la France, la Suède, l'Allemagne occidentale, l'Ecosse, l'Australie, l'Inde, le Kenya, la Micronésie, le Mexique et les Etats-Unis où il va y avoir deux parties, l'une dans l'arrière pays de l'Etat de New York dans le cadre d'une communauté ouvrière et dans une famille noire. Dans chaque segment il y aura une famille qui représentera les protagonistes principaux. Et ici nous cherchons une famille dont le chef travaillerait dans un arsenal d'armement et qui soit angoissé à cause de son emploi. Nous cherchons une famille peut-être blanche et catholique. Je dis catholique parce qu'on considère qu'elle sera plus tiraillée qu'une autre famille à cause de la position des évêques qui ont instruit les catholiques à lutter contre les armes nucléaires. On prévoit de tourner de juin à septembre 1984. Mais le thème de Watkins est en fait une exploration dans le domaine des moyens de communication de masse comme ayant une énorme influence sur la manière dont nous percevons la course aux armements nucléaires et la manière dont nous sommes impuissants et nous nous sentons perdus devant ce problème. C'est une critique des médias, comme tu le sais bien. Il y a d'ailleurs pas mal d'autres zones d'ombre autour de la question nucléaire. Watkins estime que nous vivons maintenant dans une société fondamentalement nucléaire et que presque chaque aspect de la société est affecté par la question nucléaire. Si ce ne sont pas les armes nucléaires, c'est l'énergie nucléaire. Il est intéressant de savoir qu'il y a du plutonium qui manque de chaque centrale nucléaire: il a été évidemment vendu ou exporté vers d'autres pays qui programment maintenant la bombe. Ils ont bien dû recevoir leur plutonium de quelque part et nous en sommes la source, légale ou illégale. Watkins veut donc explorer tous les aspects du sujet, par exemple l'idée que l'URSS impose des conditions à ses satellites afin qu'ils acceptent de jouer le rôle de

bases militaires. Les Etats-Unis exercent aussi des pressions sur leurs alliés pour installer des bases sur leur sol comme l'histoire des missiles en Europe. Pourquoi nos alliés sont-ils incapables de dire non aux Etats-Unis? Cela fait partie du film. Le style de Watkins fonde la dramatisation avec le documentaire et fait jouer des personnes réelles dans des rôles assez semblables à ceux qu'elles occupent dans la vie réelle, mais dans des situations imaginaires, parce qu'en fait elles font partie du futur. Le film ira de l'époque actuelle jusqu'à une époque ultérieure de tension pour aboutir à une vraie menace nucléaire qui se terminera peut-être par un conflit. Mais il n'y aura pas une intrigue chronologique comme dans un film traditionnel. Il y a l'intention d'interrompre l'action assez souvent pour permettre aux gens de s'adresser directement à la caméra au sujet des rôles qu'ils jouent et à propos de leur propre vie par rapport à celle qu'ils interprètent et à ce qu'ils ont décidé de faire à cause du fait qu'ils sont dans ce film. Ceci afin qu'il ne soit pas le genre de film qui amène inévitablement à une certaine conclusion comme, par exemple, dans LE JOUR APRES. Je crois que la méthode de Peter Watkins est Brechtienne, dans le sens qu'elle interrompt l'action et vous invite à réfléchir en vous engageant d'une façon émotive dans une tension qui monte et qui est de nouveau brisée pour vous obliger encore à réfléchir. Il prévoit aussi de terminer le film par des scènes d'alternatives possibles d'un futur dans lequel une guerre nucléaire a été évitée. Et, ce qui est intéressant, il compte tourner cette séquence à Portland vers la fin du film. Ainsi Portland

joue un rôle visionnaire, ce qui est vraiment agréable.

Encore une question sur tes autres projets.

J'ai tout remis à plus tard. Je travaille encore à un scénario. Mais le projet Watkins m'occupe entièrement. Après avoir rencontré Peter Watkins, j'ai décidé que le film qu'il faisait était plus important. Donc j'ai renvoyé tous mes autres projets.

As-tu déjà un titre, une intrigue? S'agit-il de nouveau de l'idée de solidarité entre les gens...

Non, ce sera différent de tout ce que j'ai fait avant.

As-tu quelque chose à dire à nos lecteurs français?

Vive l'Anarchie! (2)

*Propos recueillis et traduits
par Pietro FERRUA*

(1) On peut aider le «Projet Watkins» de diverses manières: s'adresser à
— Atelier de Création Populaire, 15 rue des Lois 31000 Toulouse - tél. (61) 21 51 22
— Guy Cavanca, Atelier Sirventès, 38 rue du Colonel Caillassous 31340 Villemur-sur-Tarn tél. (61) 09 24 79

(2) L'interview a été menée en anglais, mais la dernière phrase a été prononcée en français. (Penny Allen était professeur de français à la Portland State University en 1970 quand j'ai fait sa connaissance).

Pour la location de ses films, on peut s'adresser directement à Penny Allen, 3627 SW Kelly, Portland, Oregon 97201 - USA.



PAYDIRT

LES FILMS DE PENNY ALLEN

PROPERTY, 1978, couleur, 92 minutes, 16 mm. West Bank Prod., INC.
Scénario et réalisation: Penny Allen; Directeur de la Photographie et caméraman: Eric Edwards; Décors: Henk Pander; Musique: Richard Tyler; Orch.: HOLY MODAL ROUNDERS et CLAMTONES
Acteurs principaux: Walt CURTIS, Lola DESMOND, Corky HUBBET, M.G. HOROWITZ.
Prix: Northwest Film Festival, 1978; US Film Festival, 1978; American Mavericks, New York, 1979; Rotterdam Film International, 1979; Florence, Italie, Premier Festival Annuel du Cinéma Indépendant Américain, 1979.

PAYDIRT, 1981, couleur, 16 mm. gonflé à 35, Paydirt Productions, Inc.
Scénario et réalisation: Penny Allen; Directeur de la Photographie: Eric

Edwards; Directeur de production: Penny Allen et son assistant Jack Yost; Musique: Jonathan Newton; Montage: Penny Allen et Eric Edwards; Assistante de réalisation et script-girl: Lory Perry; Assistant opérateur: James Blair; Ingénieur du son: Kevin Havener et Glenn Micalleff; Mixage: Rick Fisher.
Avec: Lola Desmond, Eric Silverstein, Daniel Odell, Melody Bates, Jacob Hayward, Walt Curtis, Richard Vidan, Buck Munger, Stephen Sharp, Anne Farmer, Eddie Miller, David Lett, Karen Irwin, Lewis Danforth, Pietro Ferrua, Diana Ferrua, Helen Bitar, David Hinkle, Stephen Pierson, Sandy Willow, Lorry Perry, Michæl Thompson.

AN AMERICAN EXPERIENCE: THE GARDIAN ANGELS, 1983, 52 minutes, vidéocassette, West Bank Releasing.
Prix: Northwest Film & Video Festival, 1983.

Intimidation

Cet été, les policiers se sont montrés très désagréables avec notre camarade Orazio Valastro, essayant, en usant de la force et de l'intimidation, de le faire travailler pour eux. Un travail tout simple, d'ailleurs: s'installer au frais de la police à Paris et refiler quelques informations sur les italiens et Action Directe. Une broutille quoi, pas la peine d'en faire un plat! Mais voilà qu'Orazio décide que ça ne va pas se passer aussi simplement que ces messieurs le veulent. Et de porter plainte en mettant l'affaire sur la place publique. Grand bien lui a pris car, depuis ce jour, tout s'est tassé: comme quoi les flics, ce sont de grands timides.

A lors que je séjournais chez les parents d'un ami en Ardèche, trois policiers, certains de me trouver ici, viennent dans le but de m'interroger dans l'illégalité puisqu'ils n'étaient point accompagnés d'une commission rogatoire. Ils commencent immédiatement par me faire du chantage, menaçant de m'amener illico-presto à la frontière italienne et là, de me remettre aux carabiniers pour le délit militaire que j'ai commis, si je n'accepte pas de me soumettre docilement à l'interrogatoire. Interrogatoire qui dégénéra rapidement vers la violence lorsque je demande de quel droit jégitime ils sont mandatés pour m'obliger à me soumettre par force à ce type d'inquisition. Les parents de mon ami, terrorisés par les policiers et devant les violences que j'ai subies chez eux, réclament qu'ils cessent leurs agissements. Cette intervention amène les trois hommes à m'embarquer dans leur voiture avec mes affaires personnelles et tous mes papiers qui ne me seront pas restitués. Ensuite, ils m'emmènent à quelques kilomètres de là, en pleine campagne, menace qu'ils m'avaient fait auparavant. Ils m'infligent de nouveaux coups en me montrant des photos, exigeant ainsi de connaître mes prétendus liens ou connaissances avec Action Directe et le COLP. Ils me menacent avec leur révolver de me tuer sur place si je n'accepte pas leur proposition, ou de nous tuer, ma compagne et moi, si par la suite nous refusons de collaborer. Leur proposition était la suivante: chercher à savoir qui avait tué leurs deux collègues, rue Trudaine, le 3 octobre 1983. Ils veulent m'envoyer à Paris en septembre prochain avec ma compagne; nous serions pris totalement en charge et ils m'utiliseraient pour que je m'infiltrer dans le milieu parisien qui pourrait me conduire aux individus qu'ils recherchent. Pendant ce temps, tout est enregistré sur un petit magnétophone. Ils s'imaginent pouvoir me contraindre par la force à accepter toute collaboration avec eux et, lorsque je n'en pourrais plus, après menaces et coups, je

finirais bien par me soumettre, enregistrant mes accords parlés. Ils m'obligent à leur demander un acompte pour le premier engagement. Bien que je ne me suis jamais plié et n'ai jamais voulu demander de l'argent ni accepter de rentrer dans leur chantage, sans doute satisfaits de leur pratique terroriste, ils décident de me laisser à la gare de St Vallier pour que je me rende à Lyon.

Juste après ma libération, mon premier souci fut de rejoindre Lyon pour pouvoir contacter ma compagne et m'assurer ainsi que rien ne lui était arrivé. Il fallait aussi décider comment affronter une situation pareille. Malgré mon incompréhension totale vis-à-vis des réelles motivations qui avaient pu faire croire aux trois policiers que j'accepterais une étroite collaboration, j'ai contacté sans attendre des copains sur Lyon. J'ai immédiatement déposé plainte. Et tout cela a mis en marche une enquête menée par la gendarmerie qui, le 20 juillet, a commencé à interroger les parents de mon ami et moi-même, sur ordre du substitut de Privas (Ardèche). Par la suite, j'ai fait parvenir un dossier complet aux journaux (Lyon Matin, le Progrès, Libération et l'AFP). La presse a jusqu'alors eu des réserves sur les informations que j'ai

fournies et attend que l'enquête soit ouverte officiellement. Nous avons cherché, par ces initiatives, à dénoncer publiquement à l'intérieur de la « magistrature démocratique » les faits précédents, avec en plus le coup de téléphone que ma compagne a reçu de l'un des trois policiers et qui nous poussait de nouveau à collaborer. Le but de tout cela, joindre indirectement le service dont dépendaient les trois policiers pour faire cesser ces pratiques. De plus, le 28 juillet, mes papiers m'ont été rendus: ils avaient été déposés dans un sac plastique devant ma porte. Nous pensons qu'il feront tout pour taire l'affaire.

En outre, ce qui m'intéresse, c'est de mettre au courant tout le mouvement anarchiste et libertaire de ces pratiques policières pour prévenir de tels agissements par la suite. Ce qui expliquerait cette hasardeuse mission spéciale dans le contexte des recherches concernant les liens entre Action Directe et le COLP, comme nous avons pu le lire dans le Monde du 24 juillet, est peut-être justifié par les raisons suivantes: nous savons parfaitement que tous les copains sont plus ou moins fichés et c'est pourquoi la police française connaît bien les raisons qui m'ont poussé à abandonner mon pays. En effet, après avoir subi 6 mois de prison militaire, pour éviter d'être incarcéré de nouveau, je m'expatriai en France lors de l'été 82. De plus, ayant participé au mouvement anarchiste italien, j'ai bien entendu cherché à connaître les copains français. Dernièrement, mes intérêts particuliers portaient sur les problèmes de solidarité et de contre-information sociale, autant pour la France que pour les luttes et la répression du mouvement en Italie. Le fait que j'entretienne des relations avec l'Entraide et le fait d'avoir créé une association loi 1901, « Publications Révolte et Liberté », serait une raison de plus qui aurait poussé la police à me suivre depuis six mois. Par conséquent, est-ce pour toute cette série de raisons que la police s'est intéressée à moi? Pourtant de telles motivations me semblent bien insuffisantes quant aux prétendus liens existant entre Action Directe, le COLP et moi. En fait, la volonté de l'état n'a d'autre but que de criminaliser toute pratique subversive en les englobant dans la logique du « terrorisme », voulant les mêler au simple affrontement militaire entre les formations combattantes et l'appareil répressif de l'état. Ou alors toute cette machinerie n'a d'autre but que l'intimidation envers ma volonté de continuer mes activités au sein du mouvement anarchiste et libertaire en France? Mais s'il ne s'agit que de cela, cette grossière envergure de la police reste un fait bien théâtral qui ne peut lui amener qu'une mauvaise publicité!

L'ENTR'AIDE

Le numéro 3 de l'Entr'aide, bulletin du Collectif Anarchiste de Contre-Information Sociale et de Solidarité est sorti en septembre. Au sommaire:

- un long dossier sur l'« affaire » Orazio Valastro
- une lettre de prison d'Enrico Fedele, menacé d'extradition par la justice française
- des informations sur les grévistes de la faim d'Action Directe.
- un article sur le Chili
- des informations diverses sur la solidarité.

Contact:
J C Canonne
BP 175
75963 Paris cédex 20

Orazio Valastro

La morale illégale

Chaque d'entre nous, à certains moments de son existence, traverse des périodes qui, dans le moment où il les vit lui paraissent d'abord marquées par la souffrance, mais aussi par un flux d'émotions intenses dont certaines provoquent quelque chose qu'on pourrait appeler le bonheur. Pendant ces périodes, ce qui lui paraissait jusque là aller de soi, lui semble soudain vide de sens, au profit d'un sens nouveau qui se cherche à travers les contradictions, les souffrances et les joies.

Alors, nous ne cherchons pas à éviter la douleur et l'angoisse. Il nous paraît au contraire nécessaire de les vivre intensément avec un singulier sentiment de jubilation, comme si elles étaient une épreuve nécessaire, comme si les certitudes sur lesquelles nous vivions jusque là vacillaient soudain et que, en tatonnant une nouvelle vérité cherchait sa voie.

Ce ne sont pas des périodes faciles ; à mesure que nous ressentons le besoin d'expansion, la nécessaire poussée de la vie, la conscience de nos propres limites et de celles que nous impose la réalité se fait plus intense et plus douloureuse. La pression de ce qui nous pousse vers l'avant, vers la découverte, rend d'autant plus douloureuse le poids de ce qui nous tire ou nous retient vers l'arrière.

Cependant, après coup, nous ne pouvons que reconnaître l'importance de telles périodes. Même si ce que nous avons vécu à ce moment a paru être un échec, il en sort toujours un réajustement, une ouverture, qui nous rendent plus fort et plus disponibles.

Nous ne nous intéresserons pas ici à la nature psychologique de tels événements. Ces crises offrent d'abord l'intérêt de remettre en question les références sur lesquelles nous nous appuyions jusque là sans les remettre en question. C'est en effet dans ces moments qu'apparaissent dans toute leur clarté les problèmes moraux. C'est en effet alors que nous nous demandons si la manière que nous avons d'agir sans nous poser de question suffit à donner un sens à notre vie. Au lieu de nous fier aux convenances ou à l'habitude, nous nous demandons si nous sommes honnêtes envers nous-mêmes et envers les autres, si notre vie, telle que nous la menons vaut la peine d'être vécue, ce qui est, par essence, le problème moral fondamental.

Cependant, aujourd'hui la morale n'a pas très bonne presse, en particulier, mais

pas seulement dans les milieux anarchistes. D'une part, en face d'une étude des sociétés ou des relations humaines qui vise à l'objectivité, elle est accusée de décoller d'une pure subjectivité et de ne pas faire le poids. Ses arguments manquent de « sérieux », puisqu'ils ne sont pas quantifiables. D'autre part, son utilisation hypocrite et normative par les différents pouvoirs lui donne un petit air ringard et incite à s'armer, devant elle, d'une légitime méfiance.

Cependant, depuis les origines du mouvement anarchiste, elle lui est étroitement liée. On sait que c'était une des préoccupations principales de Bakounine qui, face à l'économisme de Marx, plaiderait pour son importance et qui, à la fin de sa vie, projetait d'écrire un ouvrage sur ce sujet. Même préoccupation de la part de Kropotkine qui est allé un peu plus loin que le projet, puisqu'il a rédigé la partie historique de l'*Ethique*. Il s'agissait, pour l'un comme pour l'autre, de poser les bases ou d'indiquer les directions d'une nouvelle morale qui pourrait être plus proche des besoins réels des gens et leur permettre de mieux vivre, au lieu d'être quelque chose de limitatif et de normatif.

Cependant, au cours des ans, cette volonté de créer une nouvelle morale s'est singulièrement édulcorée. Il en est resté une exigence morale, mais qui portait sur les règles édictées par la société en place, notamment sur deux points fondamentaux, le travail et la sexualité. A propos du travail, les anarchistes de naguère mettaient un point d'honneur à faire mieux que leurs compagnons. Ils y voyaient un double avantage, nullement négligeable, puisqu'il s'agissait d'une part de pouvoir tenir la dragée haute à la hiérarchie, d'autre part de prouver leur capacité à gérer une société dans laquelle le travail et la production économique étaient considérés comme les éléments primordiaux. Parallèlement, ils refusaient généralement toute promotion sociale, montrant par là que la hiérarchie n'avait pas une fonction technique mais seulement d'encadrement social.

Par rapport à la sexualité, la plupart des militants et des propagandistes anarchistes de l'entre deux guerres ont seulement repris les règles édictées par la société dominante, de la façon la plus rigide qui soit. Un des thèmes dominants de la propagande anticléricale, alors à l'honneur portait sur l'immoralité des prêtres en ce domaine, ce qui cependant aurait pu être tout à leur honneur, puisque cela prouvait du moins qu'ils étaient aussi des hommes. Et pourtant, on peut aussi peut-être se demander si nos prédécesseurs n'avaient pas, d'une certaine façon, raison de ne pas tout lâcher ; c'est une forme d'honnêteté en-



Alain Thévenet

vers soi-même que de ne pas prôner ce dont on n'est pas capable, et il n'est peut-être pas possible de tout inventer d'un coup.

Cependant, ce n'était pas cela que disaient les premiers théoriciens anarchistes, et tout particulièrement Kropotkine. On retient surtout de lui l'idée de l'entraide qu'il avait mise en évidence pour s'opposer à la théorie darwinienne de la lutte pour l'existence. Cette idée est certes intéressante mais elle peut n'être entendue qu'en termes purement défensifs. Or il y a un autre aspect dans l'*Ethique* de Kropotkine, d'ailleurs inspiré d'un philosophe de l'époque, J. Marie Guyau, « l'aspiration à une intensité plus grande de la vie », qui, selon celui-ci peut-être la base d'une « morale sans obligation ni sanction ». Kropotkine fait de cette aspiration une conséquence de la sociabilité ; on pourrait aussi voir les choses dans l'ordre inverse, mais cela exige de passer à un registre autre que le registre social.

Je voudrais aussi dire un mot de Stirner, simplement pour faire remarquer que lorsqu'il écrit « j'ai basé ma cause sur rien », ce rien n'inclut évidemment pas la recherche du pouvoir ou du profit financier.

D'autres ont indiqué une direction qui me paraît rejoindre celle des préoccupations anarchistes quant à la morale. Je pense à Reich et à sa découverte de l'orgone. Rappelons qu'il s'agit d'une énergie qui circule dans toute l'atmosphère et, par conséquent, dans chaque cellule de notre corps. On peut parler d'une ample respiration qui baigne tout l'univers et nous baigne aussi, puisque nous faisons partie de cet univers. Lorsque nous en prenons conscience, nous pouvons éprouver quelque chose d'exaltant, mais aussi d'une peur effrayante. On nous a appris, et nous l'avons bien intégré, à nous faire tout petits et à éviter les vagues et l'inconnu vers lesquelles elles pourraient nous entraîner. Alors, devant cette vaste respiration, il nous arrive d'avoir peur et de nous ratatiner.

Ce qui se passe au niveau de notre corps peut aussi se passer au niveau du corps social. C'est ce que Reich appelle la peste émotionnelle, née de la peur et de la haine, et qui provoque, entre autres, le racisme, le repli frileux sur un passé figé, passé qui n'a d'ailleurs jamais existé.

Selon Reich, lorsque cette énergie ne peut plus circuler librement, elle se transforme en énergie de mort, qui n'est

pas comme dans la conception freudienne une pulsion originelle, mais une énergie. Au niveau individuel, cela peut se traduire par des malaises physiques et la peur de communiquer librement avec l'autre. Au niveau social, on rencontre les crises, le fascisme, tout ce qu'on regroupe sous le terme de « peste émotionnelle », cette peste qui n'est pas seulement l'ennemi extérieur, mais qu'on retrouve aussi toujours, à un degré ou à un autre, à l'intérieur de chacun d'entre nous.

« L'ennemi, ce sont vos propos. L'ennemi se cache au milieu de nous tous. L'ennemi, c'est votre répugnance à combattre pour la Vie, pour le bonheur des tout petits, comme vous combattez pour vos hauts idéaux. Vos idéaux ne sont rien si vous les placez hors de la Vie. L'ennemi c'est votre secrète sympathie pour l'assassin de la Vie, sympathie dont l'origine est votre peur de tout profond chagrin et de toute joie exhubérante. L'ennemi c'est votre pesanteur d'esprit par laquelle vous entendez vous protéger contre la plénitude de la Vie.

Vous préférez la peste à la Vie jaillissante, pour échapper, si possible, au frisson de la Vie, vous vivez dans une indifférence maussade plutôt que de vous livrer à la plénitude de l'expérience. Le mal vous attire parce que vous fuyez le frémissement qui accompagne le bien. Vous tenez à vos petits plaisirs, à vos petites débauches, au petit rapport lu dans une réunion, à la petite morale tirée des grandes doctrines, à tout ce qui, en toutes choses, est petit, rétréci, borné, lourd, inerte. » (W. Reich, « Le Meurtre du Christ »).

L'importance accordée par Reich à la notion d'énergie rejoint d'ailleurs, curieusement l'importance que lui accorde Kropotkine lorsque, par exemple, il écrit dans l'*Ethique*: « Une des plus grandes conquêtes de la science moderne est la constatation de l'indestructibilité de l'énergie ; cette découverte (...) pénètre toutes les recherches de notre époque. Sa signification philosophique n'est pas moins grande. Elle habitue l'homme à concevoir la vie de l'univers comme une chaîne infinie et ininterrompue de trans-

formations de l'énergie (...) Et, au milieu de toutes ces transformations, la naissance de notre planète, son évolution graduelle, sa décomposition finale dans l'avenir et son retour au grand cosmos, son absorption par l'univers, ne sont que des phénomènes infiniments petits, un simple incidant dans la vie des mondes d'étoiles. »

Cette notion d'une force qui nous est intérieure, mais qui est la même que celle qui anime l'ensemble du cosmos est quelque chose que l'on retrouve chez Reich, mais aussi chez Murray Bookchin, qui exprime avec force l'idée d'un lien nécessaire entre la nature, le cosmos et notre comportement individuel et social (cf. notamment « Sociobiologie ou Ecologie Sociale », Atelier de Création Libéraire, Lyon 1983).

Nous sommes individuellement responsables et solidaires d'un équilibre universel. Un équilibre qui n'est pas statique mais qui va vers un développement de plus en plus grand de la vie. Il s'agit d'une exigence cosmologique, mais aussi profondément ancrée à l'intérieur de chacun d'entre nous.

Ainsi peut-être se fonder une nouvelle morale.

Il me paraît alors évident que la morale, dans cette perspective, loin d'être une émanation du pouvoir et de viser à sa consolidation, ne peut que s'opposer à lui. Ce pouvoir en effet, ne peut, par essence, que chercher à maintenir et à contraindre ; il ne peut donc que s'opposer au mouvement d'expansion vitale, dont la morale est une des expressions.

Par nature, la loi est méfiante. Elle suppose d'emblée que tout ce qui vient de la vie peut être dangereux et qu'il faut frileusement s'en défendre. Elle ne sait qu'interdire. Elle se pose aussi en absolu et, pour éviter l'imprévu, refuse la diversité. Un de ses avatars scientifiques est l'utilisation qui en est faite dans la psychanalyse. Dans ce cadre, elle veut à la

fois tout dire, et rien. Elle signifie, en tous cas, qu'il y a des normes universelles de comportement, qui n'ont pas même à être mises en question, qui existent de toute éternité et dont on ne peut s'écarter que par l'effet de singularités perversités ou faiblesses malades. Je veux bien admettre que certains comportements, par exemple l'inceste, soient dans une situation culturelle donnée et pour des raisons qui peuvent être discutées, fortement à déconseiller. Il me paraît, par contre, peu admissible qu'ils soient présentés comme des tabous, dont il n'y a, par conséquent, pas même lieu d'évoquer l'éventualité, même théorique.

Une démarche morale ne peut, à mon sens, que s'opposer à tout tabou ; elle ne peut que s'opposer à la loi dans sa nature et non seulement dans son contenu.

Il ne s'agit pas, cependant, de s'opposer à la loi et au pouvoir parce qu'ils sont la loi et le pouvoir, mais beaucoup plus simplement et naturellement parce que notre vie, notre énergie exigent que nous n'en tenions pas compte et que, raisonnablement et émotionnellement, il nous paraît utile et nécessaire d'aller au delà. La loi s'oppose et resreint, la morale, la morale, elle, va toujours plus avant, exige que soient explorées des voies inconnues. La loi nous dit de nous méfier d'autrui et de nous-mêmes, parce que nous pouvons mettre en péril un équilibre fragile fait de renoncements et de rancœurs, parce qu'autrui pourrait mettre en péril la cuirasse que nous nous sommes construites. La morale exige d'être ouvert à autrui, justement parce qu'on ne sait pas ce qui pourrait arriver, mais que cela ne peut que nous enrichir, à travers le plaisir et la souffrance, nous rendre plus intelligents, plus forts. La loi nous dit de nous méfier du plaisir et de la souffrance, et qu'il vaut mieux le vide au contraste des émotions. La morale nous dit que le plaisir et la souffrance sont toujours des expériences enrichissantes. La loi veut nous enseigner les mérites de l'uniformité, les vertus du sens commun et des évidences. La morale dit la richesse des différences, la vertu des idées scandaleuses, non parce qu'elles sont scandaleuses, mais parce qu'elles sont le fruit d'une recherche et d'une exigence personnelle. Il se pourrait alors que les déviances, sociales, sexuelles ou autres, soient les comportements qui mettent le mieux en évidence les possibilités de la morale. J'en citerai deux exemples, que je ne voudrai pas cependant citer en exemple car, à chaque détour de la vie de chacun d'entre nous ces possibilités peuvent aussi se rencontrer. La pédophilie est un comportement hors la loi, mais c'est aussi le fruit d'une nécessité intérieure. Dans ce comportement, les repères habituels des comportements amoureux risquent forcément d'être mis en échec, et une conduite amoureuse de ce type exige, si elle est honnête, que soient inventés constamment de nouvelles conduites qui tiennent compte de soi et de l'autre. De même, l'insoumission, avant d'être le fruit d'une réflexion politique est l'effet d'une



nécessité intérieure qui fait qu'à un moment donné, il n'est plus possible de suivre le chemin de l'habitude et de l'obéissance et qu'il devient nécessaire de prendre le risque de se mettre hors la loi, avec toutes les conséquences que cela implique, et notamment la nécessité quotidienne d'inventer sa vie. Peut-être ces deux comportements sont-ils à long terme voués à l'échec. Peut-être ne sont-ils pas non plus exempts d'autres composants. Peu importe. J'ai voulu simplement montrer que c'est lorsque la loi est refusée, ou absente, que la morale et ses difficultés surgissent dans toute leur pureté.

« L'élément moral dans l'homme n'a donc besoin ni d'une contrainte, ni d'une obligation coercitive, ni d'une sanction d'en haut; il se développe en nous en vertu du besoin même de vivre d'une vie pleine, intense et féconde. L'homme ne se contente pas de la vie de tous les jours; il cherche à en étendre les limites, à intensifier sa marche, à la remplir d'impressions et de sensations variées. Et du moment qu'il sent en lui la faculté de le faire, il n'attendra pas une contrainte, un ordre venant du dehors.

Nous sentons que nous avons plus de force qu'il n'en faut pour notre existence personnelle... Nous avons conscience d'avoir plus de pensées dans notre esprit, et plus de compassion et même d'amour, de joies et de larmes qu'il n'en faut pour notre conservation; et nous les donnons aux autres, sans nous préoccuper des conséquences. C'est notre nature qui l'exige, de même que la plante doit fleurir, bien que sa floraison soit suivie de la mort. » (Kropotkine, « L'Éthique »)

Si le pouvoir et la loi nous étaient extérieures seulement, ça se sauraient, et les choses seraient relativement simples. Malheureusement, chacun d'entre nous, s'il est un peu honnête, doit bien reconnaître que cette cuirasse et ce carcan se sont incrustés dans son corps et dans chacune de ses fibres, et ceci dès sa première enfance. De ce fait, lorsque nous tentons de les éliminer, la réalité, et notre réalité se chargent de nous rappeler leur existence. Face aux difficultés, à la peur, le pouvoir se réintroduit. Et on retrouve les phénomènes de pouvoir là où, par exemple, on pourrait s'attendre à les trouver le moins, dans les milieux anarchistes. On les retrouve également, y compris dans leurs composantes économiques, dans les relations amoureuses au départ les plus honnêtes.

Si cette loi est profondément ancrée en nous, avec son cortège de peurs et de mesquineries, nous ne parviendrons évidemment pas à les éliminer de force. A le tenter, nous risquons de les rendre encore plus puissants et inexpugnables. Si nous ne vivons pas mieux, c'est parce que les structures en place s'y opposent, mais aussi parce que, dans le moment nous tenons d'une certaine manière à ces structures. La première lutte contre le Pouvoir consiste sans doute à le reconnaître et à le démasquer en soi.

« Si la vérité pouvait parvenir au cœur de la misère humaine, elle mettrait obstacle aux joies que l'homme s'est aménagées dans son ersatz de vie: les petites intrigues amoureuses, les deux petites semaines de congé, les petits plaisirs dispensés par la TSF, les petites dépenses inutiles. Elle gênerait gravement les accommodements nécessaires aux difficultés de la vie étant données les structures et conditions de travail actuelles... Les structures caractérielles déformées de l'homme moderne ont une signification rationnelle et remplissent une fonction qui ne saurait être écartée d'une chiquenaude, comme les colporteurs de la liberté de toutes les nations recommandent de le faire.

Il s'ensuit que la vérité, bien qu'elle soit la seule arme capable de mettre en échec la peste, ne saurait être imposée, injectée ou enseignée à quelqu'un qui ne l'a pas portée et développée dès le début dans son organisme.

Vérité veut dire contact total avec son propre moi et avec le monde ambiant. Vérité veut dire connaissance de son propre mode de vie comme étant différent de celui des autres. » (Reich, op. cité)

Il s'agit donc d'abord de reconnaître en nous les contradictions, ce qui nous entraîne dans le courant de la vie, aussi bien que ce qui nous retient en arrière. Ces élans et ces réticences, inscrits dans notre histoire individuelle et dans notre histoire sociale, les solutions et les réponses différentes que chacun d'entre nous a pu apporter à cet héritage universel, sont à l'origine de différences de comportements, et souvent d'hypothèses théoriques différentes. Ces différences, loin d'être un obstacle à la communication et au bonheur, en sont au contraire le gage. Elles sont la preuve de nos richesses et de nos possibilités d'évolution et de liberté. Elles sont la preuve que rien n'est inéluctable et que le monde peut changer.

« La vraie « autonomie » doit produire l'originalité individuelle et non l'universelle uniformité... Plus il y aura de doctrines diverses à se disputer d'abord le choix de l'humanité, mieux cela vaudra pour l'accord final et futur. » (Kropotkine, op. cité)

« Il n'existe qu'une seule règle générale vous permettant de découvrir la vérité particulière s'appliquant à votre cas. Elle consiste à apprendre à écouter ce qui se passe au fond de votre être pour trouver ainsi votre voie qui n'appartient qu'à vous et à personne d'autre. Cela n'aboutit pas au chaos mais vous fait déboucher au domaine même où la vérité universelle prend sa source. » (Reich, op. cité)

Cette dernière citation, transposée sur le plan social, ne peut manquer d'évoquer une autre, celle qui termine l'ouvrage d'Archinoff: « Prolétaires de tous les pays, descendez dans vos profondeurs et cherchez-y la vérité; vous ne la trouverez nulle part ailleurs ».

Alain Thévenet



33 F

Amedeo BERTOLO Pouvoir, autorité, domination : une proposition de définition.
Rosella DI LEO Les sources du Nil ou à la recherche des origines de la domination masculine.
Eduardo COLOMBO Le pouvoir et sa reproduction. Une articulation du symbolique.
Thomas IBANEZ Pour un pouvoir politique libertaire. Considérations épistémologiques et stratégiques autour d'un concept.
René LOUREAU L'institution en négation simple ou double (le rôle des intellectuels qui analysent le pouvoir).

L'Honorable Société Calabraise entre la hiérarchie et l'honneur



Nello ZAGNOLI

L'Honorable Société Calabraise, c'est le nom, un des noms de cette « association de malfaiteurs », comme dit le langage juridique, qu'on appelle communément Mafia, à partir de son homologue sicilienne. Corrado Alvaro, l'écrivain calabrais, fils d'un petit notable de village, raconte que lorsqu'il revint du collège, sa mère lui dit que son père était en réunion avec l'Association. Tout plein d'idées nouvelles, nous dit-il, je pensais qu'on avait enfin créé dans notre village quelque association d'intérêt public. « Ma mère eut tôt fait de me détromper », ajouta-t-il, « il s'agit de l'Association de malfaiteurs ». Cinquante ans plus tard, lorsque je me rendis pour la première fois dans un village calabrais, on me désigna un personnage dont on me dit qu'il était très important, qu'il était très bien élevé, et que si l'on avait quelque problème, il fallait aller le voir ; il arrangeait les problèmes de tout le monde. « S'agit-il d'une sorte de Prudhomme ?, demandais-je naïvement, préoccupé comme je l'étais des problèmes du monde du travail. Là aussi, je fus bientôt détrompé : il s'agissait d'un Homme de Respect, comme on dit, d'un membre de l'Honorable. Si je cite ces deux faits, c'est pour souligner le caractère quelque peu paradoxal que peut sembler avoir ce phénomène, selon les optiques dans lesquelles on les considère : points de vue judiciaire, populaire, politique, discours des mass médias. C'est aussi le paradoxe d'un phénomène qui évolue et qui pourtant conserve des caractères permanents, comme en témoignent les deux exemples que je viens de citer. Pour comprendre le phénomène, il faut le considérer d'un point de vue culturel, d'un point de vue historique, enfin d'un point de vue économique. On verra alors qu'il n'y a pas de paradoxes autres que ceux de l'idéologie des divers observateurs.

I. L'honneur comme système

L'honneur est un attribut masculin. Il concerne des mâles adultes ayant leur raison. En dépit du langage, il n'y a pas à proprement parler d'honneur féminin. Nous y reviendrons. Il est d'une part la capacité pour un homme d'être de parole : c'est la dimension de la promesse, de

la parole d'honneur, comme on dit ; d'autre part c'est la capacité pour un homme de réagir à l'affront, à l'insulte, de ne pas se laisser faire.

Dans une société sans écriture (et la Calabre est demeurée longtemps analphabète), c'est la parole qui permet de réaliser les contrats. La parole d'un homme est donc ce qui l'engage, ce qui le lie. Un proverbe précise que le bœuf est attaché par les cornes, la femme par les cheveux, l'homme par la parole. La parole garantit donc les échanges : échanges de cadeaux, ce qui constitue un élément essentiel de la dimension économique dans une société traditionnelle, échanges de services, échanges de femmes. La parole se prouve par les actes, et ceux-ci confèrent à la parole leur validité.

Mais la parole, de positive, peut devenir négative : c'est l'insulte. On peut encore faire des actes offensants concernant un individu : le frapper, séduire une des femmes dont il a la garde ; on peut encore manquer de parole à son égard. Un homme se doit alors de réagir : c'est la vengeance. Celle-ci n'est pas une réponse qui se calcule proportionnellement à l'offense : la norme veut que l'on tue l'offenseur. En effet, l'offense met en question la capacité de l'homme de réagir, et donc son essence même, pourrait-on dire. L'offense tue socialement. « Si tu ne réagis pas, me disait un Calabrais, alors tout le monde pourra te marcher dessus ». L'offense étant totale, on ne peut nier cette négation qu'en supprimant son auteur.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'on se tue tous les jours en Calabre, même si la statistique des homicides est une des plus élevées d'Italie. Il y a un certain nombre de régulations sociales qui interviennent. Mais la vengeance elle-même est un régulateur social, puisqu'elle incite au respect de l'autre et au maintien des promesses. Echange positif et échange négatif sont les deux faces d'un même système.

L'homme qui a subi un affront, tant qu'il ne s'est pas vengé, se trouve déshonoré. Il se trouve dans une position de retrait, il ne peut plus regarder les autres en face : il a honte. Cette honte, c'est le moteur de

la vengeance : comme ce n'est pas un état soutenable, il faut en sortir pour retrouver sa place dans la société. En se vengeant, l'homme montre que ce qui lui a été fait, il ne fallait pas le lui faire. La vengeance est donc une sorte de preuve a posteriori. Et paradoxalement, elle rend particulièrement honorable. Car, tant qu'il n'a pas montré sa capacité à réagir, la preuve n'a pas été véritablement apportée qu'il est un homme véritable, qu'il n'est pas « qu'un homme par le nom ». L'acte vient confirmer le nom. L'offense peut être considérée comme une épreuve, dont on sort par l'administration d'un preuve.

La femme n'a pas d'honneur qui lui soit propre. Elle est plutôt une manifestation tangible de l'honneur de l'homme. Etre capable d'assurer le respect de ses femmes constitue une autre manifestation de l'honneur d'un homme. Le respect que l'on porte à une femme, c'est d'une part lorsqu'elle appartient à un autre homme, de n'avoir aucun comportement sexuel à son égard, et lorsqu'il s'agit de sa propre femme, d'avoir des rapports sexuels et lui faire des enfants. Or la femme, avant d'être mariée, appartient aux hommes de sa famille : père, frères, voir cousins ou même beaux-frères. Sa virginité est ce qui lui donne sa valeur : c'est cette valeur qui en fait l'objet privilégié d'une échange entre deux hommes ; puisqu'on a été capable de préserver sa sœur, on montre que l'on est homme d'honneur, et l'on peut dès lors traiter avec un autre homme qui, en prenant votre sœur, reconnaît votre honneur, et du même coup accepte de devenir votre allié. Les rapports entre beaux-frères sont en effet des rapports privilégiés.

La valeur qui caractérise la femme, ce n'est pas l'honneur, mais la honte. Non pas la honte masculine de l'affront subi, mais une honte préventive, qui lui évite d'être souillée : en effet, son comportement canonique, lorsqu'elle a affaire à des hommes, est le retrait. D'où la maison est la place qui lui est assignée. Tandis que le monde extérieur est le monde des hommes, et en particulier les champs, le café, la place du village, le monde des femmes est le monde de l'ombre et de la maison. Lorsqu'elle sort, un certain nombre

de règles dictent son comportement : éviter les lieux masculins, comme la place, sortir à certains heures, être de préférence en groupe ou accompagnée par un homme, avoir toujours une destination précise. Et naturellement, ne pas parler aux hommes, ne pas les regarder. Si elle vient à perdre sa honte, elle devient alors une dévergondée, c'est-à-dire littéralement quelqu'un qui n'a plus de honte. Et il n'y a pas pour elle de processus de vengeance qui lui permette de revenir à la situation antérieure.

L'honneur est la manifestation de la force qui réside dans le sang. Mais seul le sang masculin contient cette force. C'est ce même sang qui constitue le groupe familial. Par exemple, des cousins fils de deux frères, sont considérés comme étant du même sang, à la différence des autres cousins. Il s'ensuit que l'honneur n'est pas un attribut individuel, c'est un bien collectif. C'est aussi un bien héréditaire. Il unit donc le patrilignage aussi bien dans la diachronie que dans la synchronie. Comme c'est un bien collectif, tous les membres masculins d'un même groupe familial sont tenus solidairement à la vengeance. Cela est évident si l'offense a consisté dans un meurtre. Même dans les autres cas, tout membre de la famille est susceptible de mettre en œuvre l'action vindicatoire. Réciproquement, tous les membres mâles du groupe de l'offenseur sont considérés comme des débiteurs solidaires de sorte que la dette de sang pourra être payée indifféremment par l'un d'eux.

Si l'honneur est un système égalitaire en tant qu'il met en relation des hommes qui se valent tous à priori, jusqu'à preuve du contraire, la famille est un système hiérarchique de subordination générale, par sexe et par âge. Les femmes doivent obéir aux hommes, et les cadets aux aînés. Seule la mère occupe une position particulière, surtout lorsque ses enfants mâles sont adultes. L'honneur est en définitive ce qui permet au groupe familial de rentrer en relation avec les autres groupes familiaux, à travers des échanges négatifs ou positifs. Le système interne au contraire n'est pas un système de don contre don à proprement parler. Il y a d'abord don des parents, puis prélèvement et redistribution aux enfants, lorsqu'ils sont en âge de travailler, enfin don final aux enfants, à travers la dot et l'héritage. Pris entre le don initial (de vie, de nourriture) et le don final, lors de la séparation, l'enfant est à l'égard de ses parents fondamentalement débiteur. Cette dette fonde le respect, l'obéissance, et l'acceptation des sanctions, même pour les fils adultes. Nous avons vu que le sang c'est l'honneur, et qu'il représente ce qui est transmis par le père : c'est la puissance génitale de ce dernier. Si quelque tache à l'honneur vient souiller ce sang, celui qui en est la cause devient une contra-

diction vivante au sein du groupe, il est une honte vivante pour la famille : la fille qui n'est plus vierge, la femme adultère, la fille qui a manqué de courage doivent être éliminées : c'est l'épuration. Elle prend la forme de la mort ou de l'exil.

En résumé, on peut dire qu'à la vengeance égalitaire, externe, qui sanctionne l'offense, correspond l'épuration hiérarchique, interne, qui sanctionne la faute.

Reste une dernière catégorie de personnes qui échappent au système de l'honneur et de la honte. Ce sont les hommes qui ont perdu l'honneur et qui n'ont pas réagi, ce sont les idiots, dont les paroles et les actes n'ont pas de valeur, ce sont les fanfarones dont la parole n'est pas en accord avec leurs actes, ce sont les femmes dévergondées qui tombent dès lors dans le domaine public. Toutes ces personnes, devenues indignes de respect, peuvent être moquées et utilisées impunément, car elles osent montrer leur face, « alors qu'elles n'ont plus de face pour rougir ».

2. Honneur et classes sociales

Jusqu'à maintenant, nous avons parlé des valeurs calabraises comme si la société était composée de familles de paysans autosuffisants économiquement, et égales entre elles. En effet ce système de l'honneur s'accorde fort bien avec le mode de production familial. Mais en fait la société calabraise est une société divisée en classes, et même, au dix-neuvième siècle, en deux classes : le propriétaire, et ceux qui n'ont rien. Mais avant l'avènement de la bourgeoisie foncière, c'est la noblesse baronale qui domine. Celle-ci, en tant que noblesse guerrière, possède elle-même les valeurs de l'honneur que nous venons de décrire. Mais en tant que système d'articulation du pouvoir étatique, elle s'inscrit dans une hiérarchie. Cette hiérarchie est double : d'une part une hiérarchie interne relevant du système de la noblesse, et d'autre part une hiérarchie externe, qui met l'ensemble des nobles au dessus des travailleurs de la terre, et qui relève de la domination.

En tant que dominés, les paysans produisent pour les barons, qui ne cessent d'accroître les terres qu'ils contrôlent au détriment des terres communales. Au plan de l'honneur, le paysan se trouve dans une situation de deshonneur latent. En effet, le baron peut abuser de ses droits à son égard, sans que le paysan puisse réagir. Il peut le faire bastonner par ses gardes. Il ne manque pas d'abuser de ses femmes. Le paysan se trouve soumis aux lois comme au bon vouloir baronal d'un point de vue économique comme d'un point de vue des valeurs. La réponse à cette situation est, pour les plus décidés des travailleurs de la terre, la montagne. Prendre la montagne,

devenir brigand, constitue une révolte individuelle contre les abus, c'est une manière aussi de pratiquer la vengeance, et c'est encore un lieu d'asile pour échapper à la justice lorsqu'on a mis en œuvre la vengeance. Être brigand est une manifestation de lutte des classes exploitées aussi bien pour maintenir ses valeurs, que pour récupérer la rente foncière extorquée.

Comme le système est faiblement centralisé, les barons ont beaucoup de marge de manœuvre au plan local : c'est la contrepartie de leur subordination politique. Ils ne manquent pas de rivaliser entre eux, et prétendent contrôler leur territoire en dehors de toute intervention royale. C'est pourquoi ils ont des hommes d'armes, qui leur sont d'autant plus dévoués, que leur recrutement se fait parmi les brigands de façon pratiquement exclusive. Ainsi, le paysan en rupture de ban a comme recours de se mettre au service d'un baron voisin. S'il reste dans la montagne, il peut trouver protection auprès d'un baron, qui l'accueille pendant l'hiver, en échange de la majeure partie du butin accumulé pendant l'été. Ainsi, par brigands interposés, les barons se font une guerre larvée.

Après l'avènement de la bourgeoisie foncière, à la fin du XVIII^e siècle, révolte populaire et brigandage ne font plus qu'un. Au nom de la Sainte Foi, le Cardinal Ruffo mobilise villageois et brigands contre les jacobins ennemis de Dieu, ce qui met fin à la République Barthonopéenne. Une guérilla de longue haleine s'installe contre l'occupation napoléonienne, puis contre les troupes piémontaises, lors de l'Unité italienne.

La victoire militaire restant aux troupes du nouveau royaume, la paysannerie va trouver immédiatement une nouvelle issue, qui lui est offerte par les conditions économiques internationales : en 1875 commence l'émigration vers les Etats-Unis.

3. Des conditions économiques particulières.

En Calabre méridionale se développe au cours du XIX^e siècle un processus de changement économique et social qui va lui donner une physiologie particulière. La population se met à descendre vers les plaines, des agglomérations se constituent le long des côtes, assainissements et culture intensive font disparaître la malaria. La transhumance fait place à la stabulation, libérant les terres côtières. La production de vigne, d'agrumes, d'huile, de cultures maraîchères, étend le paysage du jardin méditerranéen. La culture d'auto-subsistance, qui se maintient au nord de la Calabre, avec des résultats appréciables, et le latifundia, au centre et au nord, disparaissent dans le sud. Cette culture, faite sur des lopins de terre restreints, où domine le colonat, sorte de métayage, est entièrement tournée vers l'exporta-

tion. Cela tend à monétariser l'économie du sud, tout en la rendant tributaire des fluctuations du marché international. Il se produit une relative mobilité sociale, au sens où ces fluctuations entraînent des possibilités d'enrichissement comme d'appauvrissement. C'est pourquoi les paysans attendront la crise de 1900 pour commencer à émigrer, mais même alors, le pourcentage des retours sera plus élevé que dans les deux autres provinces. Quant au brigandage, au moment de l'Unité italienne, il sera inexistant dans le sud, contrairement aux deux autres provinces : la paysannerie a en effet trouvé une perspective de changement social lié aux transformations culturelles.

4. L'Honorable société, conservatoire des valeurs

Ce changement économique semble suffisant pour encourager le paysan à rester, plutôt que de tenter l'aventure de l'émigration, comme il l'avait fait 15 années plus tôt renoncer au brigandage. Mais ce changement économique demeure trop faible et trop aléatoire. Une partie de la paysannerie va trouver là le motif de relever la tête. Au départ, les premières sociétés, qui semblent devoir leur naissance au modèle proposé par la Mafia Sicilienne et la Camorra napolitaine, contrôlent les jeux de hasard dans les bourgs côtiers, qui connaissent un développement certain du fait de l'activité commerciale des produits ruraux. Progressivement, l'association va se répandre de village en village. C'est d'abord une association de prestige, qui assure la défense des valeurs traditionnelles, et tout d'abord l'honneur. En effet, dans une société où les paysans sont à la fois exploités et humiliés par les maîtres, un groupe de ces paysans se détache des autres en affirmant le caractère intangible de son honneur. Ils doivent individuellement faire preuve des valeurs masculines traditionnelles. C'est à cette condition qu'ils peuvent devenir membres de cette association d'hommes d'honneur. S'ils viennent à faillir, leur déshonneur « est à leur charge, et non à la charge de la société » : ils sont expulsés de la Société. Bien que celle-ci ait partiellement adopté un modèle familial (importance de l'âge ou de l'ancienneté pour les charges, utilisation des termes de référence de frères ou de cousins, nom de Famille Montalbano donné parfois à la Société), celle-ci n'assume pas solidairement le déshonneur ou la vengeance de ses membres. Par contre, elle décide, à l'instar d'une famille, si l'un de ses membres doit accomplir une vengeance. En se regroupant entre hommes d'honneur, les membres de l'Honorable Société bénéficient d'une image de marque qui les rend à l'avance redoutables et respectables, au delà même de leur idiosyncrasie individuelle. En outre, si la société n'assure pas la vengeance à la place de ses membres,

elle leur assure aide et protection dans les situations difficiles, aussi bien pour défendre l'honneur que pour le rétablir.

En résumé, on peut dire que dans une société où l'inégalité entre les couches sociales tend à exclure de l'honneur les travailleurs de la terre, cette différenciation en classes tend à produire une différenciation au sein même de la couche dominée, où se détache une élite organisée pour maintenir malgré tout ces valeurs. Ce faisant, ces hommes vont être particulièrement respectés, non seulement par les paysans, mais aussi par les couches possédantes. En effet, à l'égard des uns comme des autres, cette forme d'organisation permet d'effectuer des repréailles (couper les arbres, voler le bétail, etc.) qui sont à la fois anonymes et parfaitement identifiables, si quelque désaccord survient entre la société et quelque personne privée. Dès lors, les membres de l'Honorable deviennent des médiateurs entre paysans et propriétaires, comme entre les paysans eux-mêmes. Rendant des services, il bénéficie, au sein du système de don-contre don, de cadeaux provenant des deux côtés. Ils prennent la place de ce paysan aisé et sage qui dans les villages avait pour fonction, spontanément reconnue par les villageois, d'arbitrer les conflits qui pouvaient survenir entre les paysans.

Ils tendent à devenir des notables, des hommes de respect, selon l'expression consacrée.

On retrouve chez eux une autre dimension traditionnelle, au plan plus nettement économique. A l'instar des barons, qui tiraient leurs revenus des privilèges qu'ils avaient, et des galantuomini, c'est-à-dire des bourgeois terriens du XIX^e et du début du XX^e siècles, qui s'enrichissaient sans investir, mais en accroissant l'étendue des terres possédées, et qui jouaient du respect qu'on leur devait pour reprendre aux paysans, sous forme de cadeaux ou d'échanges dissymétriques, ce qu'ils donnaient aux paysans pour leur travail, à l'instar encore de l'Eglise qui prélevait sous différentes formes une partie de la production paysanne, les hommes de respect s'insèrent dans le système d'échanges économiques pour prélever un impôt, dénommé *tangente*. Tel l'honneur, cette force qui permet de maintenir des rapports égalitaires, devient *camorra*, chose faite par la force (selon l'étymologie imaginée par l'Honorable Société). Comme l'homme de respect rend aussi des services, nous trouvons ici une illustration du passage du système d'échanges horizontaux à la redistribution verticale, généralement dissymétrique, au bénéfice de ceux qui occupent la position la plus forte.

De même que les hommes de respect ont un honneur individuel que l'organisation leur permet de

capitaliser et d'accroître, ils ont aussi des activités économiques habituelles aux paysans, mais que l'organisation permet de mettre à l'abri de certains aléas économiques, et de renforcer en restreignant à leur profit les règles de la concurrence du marché.

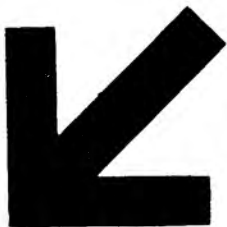
5. Honorable Société, solution adaptative et innovatrice

La sociabilité associative est un phénomène rare en Calabre. L'Etat y est perçu comme l'ennemi, avec ses représentants, policiers, juges, percepteurs. Puis, successivement, avec le changement social, l'Etat apparaît comme un appareil de clientèles : l'établissement de rapports personnels peut permettre son utilisation pour établir des échanges de faveurs personnalisées. Mais avant que ce changement se soit produit, on peut considérer la Calabre comme un système social constitué de groupes familiaux qui étendent leurs relations sociales grâce à la parenté de sang, par alliance, et symbolique (compérage). Même le village n'a pas de véritable unité, bien qu'il constitue un « nous » face aux étrangers, c'est-à-dire à ceux des autres villages. En constituant une association volontaire, où les individus rentrent en tant que tels, et non en tant que représentants de leur famille, l'Honorable effectue un dépassement de la structure traditionnelle. En utilisant des formes archaïques, telles que l'initiation, la forme corporative, la hiérarchie rigide parallèle à celle de la famille, elle introduit des formes modernes, étatiques, telles que le tribunal qui est amené à juger des fautes commises par les membres, ou un système de hiérarchisation des différents groupes qui correspond aux divisions administratives. En plus, ses codes oraux sont énoncés dans la langue du pouvoir, l'italien, et non pas en dialecte : l'italien apparaît à la fois comme langue secrète, initiatique, et ouvrant sur les sphères dominantes de la société. Le comptable, qui doit tenir les comptes et les sous-comptes de la Société, a comme attributs le papier et la plume : c'est le passage de l'oral à l'écrit.

Mais, lorsque s'installe le suffrage universel, et lorsque simultanément se produit le grand boom économique des années soixante, ces paysans qui s'enrichissaient en accumulant quelques terres, et qui capitalisaient du prestige en tant que notables locaux, vont trouver là l'occasion d'un grand bond quantitatif. En effet, avant le dernier conflit mondial, les hommes de respect demeuraient essentiellement des paysans. Mais, à partir du moment où le suffrage universel va leur faire jouer le rôle de collecteur de voix, du fait de la clientèle qu'ils se sont constitués, ils vont se trouver jouer un rôle bien plus actif et important dans le système de faveurs qui caractérise les clientèles, du fait que les hommes politiques en devenant leurs

obligés, se trouvent compromis, et donc, en dépit de leur position socialement dominante, contraints de subir des pressions venant des hommes de respect. En même temps, la spéculation immobilière, l'arrivée de sociétés du nord pour implanter des petites industries ou pour construire l'autoroute, le détournement des diverses contrebandes (drogue, cigarettes) de la Sicile vers la Calabre, tout cela offre des débouchés inespérés. Tout entrepreneur doit payer une taxe, la Société assure le gardiennage, et contrôle l'embauche. Mais au fur et à mesure que ces hommes s'enrichissent, ils deviennent des petits entrepreneurs, et se trouvent donc en position de proposer des contrats de sous-traitance, en supprimant la concurrence du marché, par la menace, et donc imposer leurs prix. Ce système se développant, la dimension investissement devient de plus en plus importante. Mais il faut de l'argent frais, qui ne peut être que source de grands profits, puisque les règles du marché capitaliste se trouvent corrigées à leur avantage moyennant la pression armée qu'ils peuvent exercer sur les autres parties contractantes. Alors, paradoxalement, eux qui sont traditionnellement comme des poissons dans l'eau dans le tissu social, ils vont recourir à une technique ancienne qui caractérisait les brigands : l'enlèvement. Les sommes qui rentrent grâce aux rançons sont rapidement recyclées dans les banques d'abord, dans les investissements ensuite. Ainsi les hommes de respect ont contribué à leur façon à remplir une place qui depuis le fin du XVIII^e siècle faisait défaut dans la société calabraise : ils sont devenus une classe moyenne, une classe moyenne d'entrepreneurs, opérant une synthèse dans leur comportement entre les valeurs traditionnelles qui concernent encore, quoi qu'on en dise, leur vivacité, en dépit des aménagements, et les valeurs petites bourgeoises. Ils ont réussi leur adaptation dans une société agraire en voie de développement, en opérant une fusion entre les valeurs et stratégies traditionnelles, et les nouvelles possibilités, au plan économique et social, qu'offre leur processus de restructuration productrice.

Nello ZAGNOLI



Nous avons déjà publié dans le numéro 56 d'IRL (été 84) :

- « Questions sur le pouvoir et la révolution », de Claude Orsoni,
- « Le totalitarisme réellement existant » de Nicolas Triffon.



Laissons l'URSS pour commenter brièvement quarante ans de marxisme léninisme (1944-1984) en Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Et voyons ensuite la situation dans le plus libre de ces Etats : la Yougoslavie.

Si on prend comme référence 1944, ou bien 1964, le niveau de vie alimentaire des travailleurs a augmenté, sauf ces dernières années en Pologne et en Roumanie. Par contre, si on compare avec 1936-38, la réponse est moins sûre, et non en ce qui concerne la Bulgarie. Mais si on prend le niveau de vie global des classes dirigeantes, il est bon. Par exemple, cet été, on a pu voir de nombreux touristes polonais en famille (complète, sans garant coincé dans le pays) prendre leurs vacances en Grèce avec leur caravane et leur planche à voile. Au même niveau bien sûr, on avait les Yougoslaves. Ensuite suivaient les Hongrois et les Allemands de l'Est ; loin derrière les tchèques et les Bulgares ; puis quelques

rare Roumains et... aucun Albanais.

Détail intéressant, certains bourgeois polonais ont des Peugeot Diesel (505), parce que l'essence et le super sont limités à 14 litres par mois, alors que le gasoil ne l'est pas. Autre détail, le Vietnam, étant incapable de payer ses dettes à la Bulgarie, a envoyé quelques milliers de travailleurs non spécialisés qui travaillent dans le bâtiment principalement (avec l'URSS le système existe déjà et on trouve des Vietnamiens en... Sibérie). Comme le niveau de vie bulgare est bien supérieur à celui du Vietnam (par exemple une dentiste de Saïgon doit élever des poules pour arriver à nourrir sa famille) et que la lutte contre la guérilla du Kampuchea est loin, ces Vietnamiens en font le moins possible (saine réaction). Mais le résultat est que les Bulgares sont (encore) plus racistes anti-jaunes. Sentiment réciproque puisqu'il semble que le gouvernement vietnamien oblige les enfants de ses ressortissants nés en Bulgarie à aller au pays dès l'âge de sept mois.

Bilan fort dialectique mais peu éthique.

RAPPORT SUR LE « PROCES DES SIX DE BELGRADE »

RAPPEL CHRONOLOGIQUE

2 0 avril : dans un appartement de Belgrade, 28 personnes sont interpellées lors d'un contrôle de police ; elles sont relâchées rapidement mais certaines sont ensuite soumises à des interrogatoires répétés.

30 avril : l'une de ces personnes interpellées et interrogées, Radomir Radovic, technicien de l'entreprise Hidrotehnika est arrêté à nouveau à deux reprises. Il est libéré pour la dernière fois le 23 avril. Sa tante avec qui il partage son appartement, ne le voyant pas rentrer, le recherche dans les prisons et les hôpitaux de Belgrade. Finalement, il est trouvé mort dans une villa près du village d'Obrevovac. Le parquet conclut au suicide, les amis de Radovic et son avocat Knezevic parlent eux de « mort violente ». Une lettre ouverte comportant 19 premiers signataires est alors adressée à Stane Dolanc, ministre de l'Intérieur, dès le 16 mai, dans laquelle les auteurs posent les questions suivantes :

« Est-il vrai que les représentants du service de Sécurité d'Etat arrêtent et gardent enfermées des personnes politiquement « suspectes » sans avoir de décision du tribunal d'instance les y autorisant ?

Est-il vrai que les perquisitions dans les appartements des personnes arrêtées s'effectuent sans les documents nécessaires du tribunal d'instance ?

Est-il vrai que des arrestations ont quelque fois lieu pour des interrogatoires dits « d'information » privant ainsi certaines de liberté sans aucun mandat ni décision d'un tribunal quelconque ?

Est-il vrai que les employés du service de la Sécurité d'Etat utilisent des méthodes de pres-

sion psychologique ou la violence physique comme moyens d'arracher les aveux des personnes emprisonnées ? »

Les auteurs ajoutent ensuite :

« Nous pensons qu'en tant que ministre de l'Intérieur vous êtes politiquement responsable des activités du service de Sécurité d'Etat et que par conséquent vous avez le choix suivant :

— ou bien conduire l'enquête sur la mort de Radovic jusqu'au bout et poursuivre éventuellement les coupables en justice ;

— ou bien prendre sur vous l'entière responsabilité politique des délits commis par vos subalternes.

Si vous faisiez ce second choix, il ne vous resterait plus qu'à donner votre démission non seulement en tant que ministre de l'Intérieur mais aussi en tant que membre du Conseil suprême de la République fédérale socialiste de Yougoslavie, car vous comprendrez sûrement qu'un homme qui aurait sur la conscience la vie d'une jeune personne ne pourrait continuer en aucun cas à être membre de l'organe suprême du pays. »

15 mai : Vojislav Seselj, maître assistant de sciences politiques, est incarcéré à Sarajevo, refuse de se défendre contre des accusations qu'il ne reconnaît pas fondées et commence une grève de la faim.

23 mai : Pavlusko Imsirovic (l'un des 28), Vladimir Mijanovic et Milan Nikolic sont arrêtés à Belgrade. Actifs dans les protestations contre les affaires Radovic et Seselj, ils ont déjà été condamnés : Mijanovic après mai 1968 dont il fut un des principaux animateurs étudiants, Imsirovic et Nikolic pour avoir, par exemple, protesté contre la loi martiale en Pologne en décembre 1981. Ils poursuivent une grève de la faim pendant leur détention qu'ils considèrent comme illégale.

9 juillet: Seselj accusé « d'avoir agi à partir de positions anarcho-libérales et nationales afin de réunir des gens qui partagent ces idées et d'œuvrer pour l'abolition du pouvoir de la classe ouvrière durant la période de 1982 à mai 1984 » est condamné à 8 ans de prison. Lui sont principalement reprochés:

- l'écriture d'un texte en septembre 1983, non publié, dans lequel il met en cause la responsabilité de la Ligue des communistes yougoslaves dans la crise actuelle de la société et où il conteste l'existence d'une nationalité musulmane;

- les propos, rapportés par des témoins, qu'il aurait tenu dans un train et à l'Université.

LA SITUATION ACTUELLE

Six personnes vont très prochainement passer en jugement à Belgrade:

- Gordán Jovanovic (né en 1961, étudiant en philosophie),
- Miodrag Milic (né en 1929, sans emploi),
- Dragomir Olujic (né en 1949, diplômé de sciences politiques, employé à Radio Belgrade),

avaient été appréhendés lors de l'opération de police du 20 avril et ont été inculpés ensuite;

- Pavlusko Imsirovic (né en 1948, traducteur),
- Vladimir Mijanovic (né en 1946, ayant refusé de passer son diplôme final de philosophie parce que ses professeurs avaient perdu leur poste, sans emploi fixe),
- Milan Nikolic (né en 1947, diplômé de sociologie, employé de l'Institut d'économie rurale),

ont été arrêtés le 23 mai et ont poursuivi une grève de la faim durant leur détention provisoire.

LETRE OUVERTE DE MIJANOVIC

A M. Vesselin Djuranovic, Président de la République Fédérative de Yougoslavie

Belgrade le 6 août 1984

Monsieur le Président,

Pendant 68 jours (dont 42 en réclusion préventive), j'ai attendu avec patience votre réaction, i. e le discours publié dans les quotidiens du 31 juillet. Durant mon séjour en prison où de mon plein gré je ne renais que de l'eau, je pensais que vous alliez accepter mon invitation figurant dans les documents du tribunal et formulée le jour de mon arrestation, exprimant mon désir de m'entretenir avec vous. Je l'espérais malgré les traitements que m'infligeaient les représentants de vos institutions

qui non seulement m'avaient roué de coups le 25 mai à la prison centrale mais oubliaient un peu trop souvent de vider l'air des tuyaux de l'appareil de perfusion utilisé pour m'alimenter de force. Malgré cela je suis resté en vie et maintenant en liberté provisoire, heureux d'avoir des amis ici et à l'étranger.

M'entretenir avec les représentants de vos institutions me semble dépourvu de sens car ils n'ont pas la moindre idée sur les raisons de mon arrestation et n'ont pas le droit de décider de mon sort. Mais à présent puisque vous avez réagi, les choses sont différentes, ce qui me réjouit beaucoup. Vous êtes mon vrai juge. Il ne me semble donc pas prétentieux de m'adresser à vous en tant que simple citoyen par cette lettre ouverte car chacun a le droit de s'adresser à son juge.

Naturellement, je sais que l'ordre constitutionnel et juridique de notre pays reconnaît dans un cas pareil la compétence d'un tribunal indépendant du pouvoir exécutif. Mais lorsque de toute évidence il n'en est pas ainsi, pourquoi faire l'innocent, pourquoi le ferais-je lorsque sous les yeux de l'opinion publique yougoslave vous vous emparez du pouvoir juridique? D'ailleurs vous ne vous en cachez même plus, pas plus que votre collègue Branko Mikulic qui, trois jours avant que le verdict soit prononcé, accusa publiquement Vojislav Seselj; pas plus que certains autres comme Dragoslav Markovic et Stane Dolanc. Vous avez décidé de ne plus vous cacher derrière les apparences c'est pourquoi je vous observe attentivement. Après tout pourquoi la responsabilité des «mesures impopulaires» (selon votre euphémisme pour désigner les arrestations) retomberait-elle sur des tribunaux souvent innocents?

Dans votre discours et non pas au tribunal, vous avez condamné «le groupe d'intellectuels (dans lequel vous m'avez placé) qui est jugé à cause de son action politique dirigée contre l'ordre établi». Si vous avez déjà rendu public votre jugement que reste-t-il à faire au tribunal? Le «groupe» n'a même pas reçu d'acte d'accusation (en recevra-t-il un jour?). Il n'y a pas encore eu de procès, peut-être n'y en aura-t-il pas. L'accusation n'est pas venue du tribunal régional, ni fédéral car vous nous avez déjà proclamés coupables. Les juges peuvent-ils vous désavouer? J'ai du mal à le croire. Les grâces que vous accordez en retard, la farce de la réhabilitation des gens sacrifiés (les prisonniers du camp de Dachau par exemple), l'allègement des condamnations draconiennes et l'allergie dont vous souffrez

à la vue de toute pétition ou de l'expression «droits de l'homme», tout ceci ne m'intéresse pas du tout, j'en suis dégoûté.

Il semble que vos agissements idéologiques se traduisent dans les emprisonnements, les interdictions de livres et de journaux, la ligne de démarcation que vous tracez entre le possible et l'interdit, les listes noires d'artistes, les agents en civil cherchant à faire parler les voyageurs dans les trains, les efforts déployés pour détecter les pensées de chacun, les «entretiens» avec vos sbires, la police armée dans les usines, les révocations et les licenciements, les intrigues et les brimades. Pourquoi faire? Pour installer la peur pour éviter toute question gênante sur le passé et le présent, pour renvoyer à plus tard l'élucidation de votre responsabilité historique, personnelle et collective dans le chaos économique, politique et moral vers lequel vous conduisez le pays.

Vous demandez à la Ligue des communistes d'abandonner la «tactique défensive» (en nous mettant, moi et d'autres, en prison) pour sortir vainqueur de la polémique «idéologique et politique» qui doit être menée, nous y voilà, par d'autres moyens que la discussion. Ce n'est quand même pas ma faute si vous manquez d'arguments.

Je vous le dis: je n'accepte pas d'être coupable à cause de la faiblesse de vos positions «idéologiques et politiques». Je n'accepte pas que vous me fassiez endosser toutes vos «guerres spéciales» créées de toutes pièces. Je n'accepte pas d'être tenu pour responsable de toutes vos erreurs. Je n'accepte pas d'être ce cas exemplaire qui servira à faire peur à d'autres. Et bien entendu compte tenu de tout cela, je n'accepte pas d'être utilisé pour «l'intérêt suprême» de n'importe quoi.

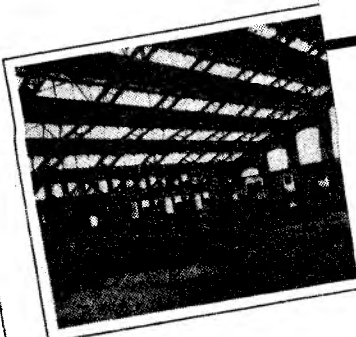
Et l'issue? Je pourrais m'entendre avec vous à condition que nous empruntions la seule voie civilisée à savoir l'amnistie générale et immédiate.

Vladimir Mijanovic
29a rue Gandjjeva, Belgrade

Opinions et solidarité: Comité Radovic
c/o Matta, 34 rue Feutrier 75018 Paris
CCP Matta 245 - 76 - 89 G Paris

Article extrait du dossier établi par la revue
«Autogestions» - MSH - 54 Bd Raspail,
75006 Paris.

INTERROGATIONS
SUR
L'AUTOGESTIO



L'IMAGINAIRE
SUBVERSIF
INTERROGATIF



SOCIOBIOLOGIE
ECOLOGIE
SOCIALE

Murray Bookchin

ATELIER

I.P.L./Atelier de Création Libératoire

FEMMES



POUVOIR
POLITIQUE
BUREAUCRATIE

Nicole LAUBIN FRENETTE Yolande COHEN Kathy FERGUSON

Grève de la Faim

ou de la fin face aux régimes dictatoriaux

Dans leur lutte contre l'arbitraire, les conditions de détention inhumaines et les menaces de tout genre, beaucoup de prisonniers politiques utilisent la grève de la faim comme un cri d'alarme et de désespoir. Les dernières grèves qui ont pu percer — avec beaucoup de difficultés — les nuages du silence des médias sont celles des détenus marocains de Marrakech et de Safi, et celles des Basques extradés.

Si les grévistes de la faim non incarcérés peuvent d'une façon ou d'une autre, et selon les moyens dont ils disposent, informer l'opinion sur leur mouvement, les prisonniers subissent le complot du silence tramé par les pouvoirs

politiques et médiatiques, à moins qu'ils ne fassent partie d'une grande organisation ou ne disposent de moyens grandioses de propagande. Lorsque l'information arrive, il est souvent trop tard pour créer une action de solidarité. C'est ce qui s'est passé en Ulster en 1981, en Turquie l'année passée et finalement au Maroc où trois grévistes (Abdelhalim Meskini, Monlay Doraïdi et Mustapha Belhewari) viennent de succomber à une grève de la faim entamée le 4 juillet 1984. D'un autre côté, en mars dernier, et suite à la mort de onze de leurs camarades, les militants séparatistes kurdes de la sinistre prison de Diyarbakir se sont trou-

vés dans l'obligation de mettre fin à une grève de la faim commencée depuis la mi-janvier. Enfin, la sanguinaire Thatcher a piétiné les cadavres des onze républicains irlandais qui avaient entamé une grève le 1er mars 1981.

Devant des résultats dramatiques et face aux Etats dictatoriaux et sans scrupule, quel sens peut revêtir l'action de s'abstenir de s'alimenter? Pour répondre à cette question, il faut peut-être se pencher de plus près sur quelques cas afin de connaître les raisons de la grève et ses conditions de déroulement.

A. LE MILIEU NON CARCERAL

Pour ceux qui ne sont pas sous les verroux, trois cas de figure peuvent être cités : la lutte des sans-papiers, la grève pour des raisons professionnelles, la grève pour la liberté de circulation.

1 - *La lutte des sans-papiers pour la régularisation*

Les immigrés connaissent une inégalité juridique et de fait par rapport aux Français non seulement au niveau des droits politiques, mais aussi au niveau du logement et du travail. Cette situation est encore plus catastrophique pour ceux et celles qui ont une situation juridique « irrégulière ». Dans ce cas, on trouve et on trouve encore des milliers de personnes qui ont fui la misère économique ou la répression dans leur pays pour s'installer en France ou ailleurs malgré les barrières juridiques. Bien que ces immigrés résident parfois depuis longtemps dans les pays dits — à tort — d'accueil (quelle hospitalité!) et travaillent au noir avec acharnement dans des conditions d'exploitation inhumaines, ils sont non seulement des citoyens de seconde zone, mais les cibles privilégiées des flics et du pouvoir politique.

Avant les fameuses déclarations de Mitterrand et de Defferre : « Il faut renvoyer les immigrés chez eux » et « La gauche expulse deux fois plus que la droite », et avant les décisions du Conseil des ministres du 31 août 1983 qui ont donné le coup d'envoi à la répression tous azimuts des immigrés, le gouvernement de gauche, dans le but de repérer les sans-papiers, avait lancé en septembre 1981 une campagne de « régularisation exceptionnelle ». Non conscients ou naïvement confiants, des milliers d'immigrés ont déposé des dossiers, mais comme les conditions requises pour obtenir la régularisation sont très difficiles à remplir, ces dossiers sont incomplets. Il faut justifier résider en France depuis une date antérieure au 1er janvier 1981 et justifier d'un contrat de travail dans un délai très court. Or, nombreux sont ceux qui ont perdu leur emploi parce que le patron refusait de les déclarer. Outre le fait que ce sont les patrons qui permettent ou non la régularisation, le récépissé remis au moment du dépôt du dossier ne donne pas le droit au travail. Le refus de régularisation signifiait pour ceux qui se sont présentés une expulsion

du territoire français. L'enjeu est de taille et les laissés-pour-compte ont décidé de déclencher plusieurs grèves de la faim.

Le 2 février 1982 à Avignon, puis le 7 du même mois à Nîmes, des Maghrébins ont entamé une grève de la faim car sur les 1 800 dossiers de régularisations déposés à la préfecture du Gard, 600 seulement ont été acceptés. Le 27 mars 1982 à Paris, 40 marchands ambulants maghrébins ont entrepris la même action. Le 19 octobre 1982, 20 travailleurs immigrés d'Afrique noire entamaient une grève de la faim qui durait plus de trente jours pour les mêmes raisons. Les organisations d'immigrés et de solidarité demandaient la régularisation de tous ceux qui ont présenté un dossier et l'abolition du statut de travailleur saisonnier, mais la CGT et la CFDT sont les premières à s'y opposer.

Malgré les manifestations répétées et les grèves de soutien, les autorités n'ont promis qu'un examen séparé de chaque cas. La satisfaction de quelques demandes (77 sur 114 à Nîmes, par exemple) a fait que le mouvement a cessé.



2 - La grève de la faim pour des raisons professionnelles

Il y a d'abord le cas des trois employés tunisiens (Othman Othman, Bayouli Abdelhamid et Habib Farès) qui ont cessé le 3 mai 1984 de s'alimenter durant un mois environ afin d'exiger de leurs patrons tunisiens (ça existe) le règlement de leur salaire non versé depuis sept mois. Devant l'indifférence des syndicats, du consulat tunisien et de l'inspection du travail qui prétendaient ne pas pouvoir obliger le patron à être en règle avec eux, ils ont décidé de déclencher ce mouvement. D'après les rares informations connues sur ce sujet, ils ont pu obtenir partiellement gain de cause.

Un dénouement comparable s'était produit dans l'affaire de Dominique Lestrat qui a entrepris pendant quarante-trois jours, jusqu'au 3 juillet 1984, une grève de la faim pour protester contre son licenciement arbitraire de l'hôpital de Prémonté. Il n'a pas réintégré son poste, mais il a obtenu la garantie de toucher son salaire intégralement jusqu'à ce que le tribunal administratif prenne une décision sur son licenciement. Malgré les dénonciations du comportement du directeur, dénonciations parues dans plusieurs journaux (*Le Monde libertaire*, *Le Monde*, *Liberation*, *Le Matin*), la situation à l'hôpital n'a pas changé.

3 - Jeûner pour la liberté de circulation

C'est surtout le cas des dissidents de l'URSS et de l'Europe de l'Est. On peut prendre comme exemple Youri Balovlankov qui a entamé en 1982 deux grèves de la faim pour obtenir un visa d'émigration aux Etats-Unis et rejoindre sa femme. Malgré quarante-trois jours de jeûne la première fois, et trente-six jours la seconde fois, il n'a pu obtenir son passage à l'Ouest à cause de son métier (ingénieur), considéré en URSS comme un « secret d'Etat ».

Ces quelques exemples sur la grève de la faim entreprise dans le milieu non carcéral portent surtout sur les droits professionnels ou sur la libre circulation des individus. Ce type de grève finit souvent par un compromis entre les grévistes et les pouvoirs publics et est relativement moins

dramatique que les grèves des prisonniers politiques.

B. LE COMBAT DES PRISONNIERS POLITIQUES

1 - Les détenus marocains

Il y a eu une volonté délibérée du roi Hassan II et des partis de l'opposition de soumettre la presse marocaine à un black-out total sur la grève de la faim et d'étouffer l'information sur la mort des trois lycéens grévistes en mettant en avant le référendum sur l'union des Etats marocain et libyen et les préparatifs des élections législatives. Un silence complet a entouré cette grève. Les journaux de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le *Bayane* du PPS (communiste) n'ont pas soufflé mot sur ce calvaire. Ce dernier journal est allé jusqu'à reprocher à son homologue *Révolution* de défendre des détenus gauchistes. Seul le périodique marxiste *Anoual* en date du 19 juillet a donné une information sur la grève.

Hassan II n'en est pas à son premier crime : déjà en 1977 une étudiante Saïda Menebhi est morte à l'issue d'une grève de la faim.

Les 30 grévistes arrêtés pendant la révolte contre la hausse des prix de janvier 1981 et condamnés de un à quinze ans de prison ont cessé de s'alimenter le 4 juillet pour demander la satisfaction de revendications modestes et non exorbitantes, du genre obtenir la visite des parents dans des conditions correctes, bénéficier des soins médicaux, du droit de poursuivre des études et d'avoir accès aux journaux. En amnistiant quelques prisonniers, surtout de droit commun — sauf 34 militants de « Ilal Amam » et quelques émeutiers —, « Sa Majesté » espérait noyer cette affaire, redorer son image de marque et cacher les sévices que les révoltés de janvier continuent de subir après leur condamnation.

Les familles des grévistes ont donné quelques exemples de tortures infligées à leurs enfants : empalement avec une bouteille, électricité sur les testicules, brûlure par des plaques de fer chauffées à blanc, suspension en l'air et coups sur la plante des pieds... En plus, ces jeunes furent incarcérés dans les mêmes cellules que certains détenus de

droit commun qui menaçaient de les violer.

Contrairement à la première vague des militants des organisations d'extrême gauche « Ilal Amam » et « 23-Mars », recrutés parmi la petite-bourgeoisie et les classes moyennes, la nouvelle génération des marxistes est issue de la paysannerie ou du sous-prolétariat des bidonvilles. Ils sont la cible privilégiée du gouvernement chérifien parce qu'ils refusent le consensus national sur la question du Sahara et soutiennent les Sahraouis.

La répression s'est abattue aussi sur les intégristes du mouvement « Al Jihad ». 13 d'entre eux sur 71 ont été condamnés à mort le 31 juillet 1984 pour délit d'opinion. Mais les islamiques n'ont pas une grande tradition de résistance dans le milieu carcéral et ils préfèrent faire le ramadan plutôt que la grève de la faim.

Malgré les intimidations et les tentatives d'alimentation forcée de certains grévistes par perfusions et contre leur gré, 28 détenus ont fait la grève pendant plus de deux mois jusqu'au 7 septembre. Selon eux, les autorités ont pris des engagements concernant l'amélioration des conditions de détention, mais aucune confirmation n'a pu être obtenue de source officielle. Si ce durcissement continue, les détenus menacent de reprendre leur action le 24 septembre.

Un mouvement de solidarité allant des manifs jusqu'aux grèves de la faim en France, en passant par des démarches de médecins et d'intellectuels français et arabes auprès de l'ambassade du Maroc, s'est déclenché ; mais l'Etat marocain est resté indifférent à ces appels. On se rappelle avec quelle insouciance il a accueilli en 1982 le rapport spécial d'Amnesty international sur le Maroc, malgré les preuves tangibles quant aux disparitions, tortures et détentions préventives prolongées que subissaient et subissent encore les prisonniers (1). Trois grévistes morts à l'issue de ce mouvement, c'est trop pour le peu de promesses que les autres ont pu obtenir. Que faire sinon crier notre indignation à l'égard de ces régimes meurtriers?

2 - Les réfugiés basques

A la prison de Fresnes, 8 Bas-

ques sont en grève de la faim depuis le 9 août pour s'opposer à leur extradition vers l'Espagne. Leur état est jugé grave et Francisco Lujambio Galdeanu a dû être placé le 14 septembre sous perfusions. A la grève de la faim, ils ont ajouté une grève de la soif, selon *Le Monde* du 6 août 1984. Les réfugiés n'en sont pas à leur premier jeûne en France. En novembre 1981, 5 Basques se sont lancés dans une action semblable pour s'opposer à leur assignation à résidence dans l'île d'Yeu.

La « justice » française a donné un avis favorable à leur extradition bien que l'Etat espagnol obéissait dans cette demande à un mobile politique, chose qui est contraire à la loi du 10 mars 1927 qui stipulait le refus d'extradition pour des raisons de ce genre (2).

En outre, le Conseil des ministres du 10 novembre 1982 a clairement affirmé qu'il y a rejet des demandes d'extradition émanant de régimes non démocratiques ou d'Etats dont les institutions judiciaires offraient des garanties insuffisantes. Est-ce que le gouvernement espagnol post-franquiste est démocratique? On en doute fort lorsqu'on se rappelle la grève de la faim des 1 800 prisonniers sur 2 100 de la prison de Barcelone pour réclamer l'approbation de la réforme du Code pénal en septembre 1982. L'Espagne « socialiste » est un système qui pratique la torture et son arsenal juridique comporte des lois d'exception. Il y a eu d'abord le plan promulgué en 1983 et la loi antiterroriste — permettant une garde à vue de dix jours et un isolement complet — qui fait que le pays qui extrade prend la responsabilité de mettre en danger la vie des personnes extradables.

Sachant que la police et la Guardia civil — piliers du franquisme — n'ont pas été purgées avec l'accession des « socialistes » au pouvoir, on peut se poser des questions sur la démocratie espagnole.

Ce qui peut sauver les grévistes de la faim, ce n'est pas les quelques manifestations sporadiques et les minutes de silence « de mort » que les sympathisants ont faites ici et là, mais plutôt la violence de l'ETA contre les intérêts français. **CE N'EST PAS L'ELOGE DE LA VIOLENCE QUE NOUS VOULONS FAIRE ICI, MAIS PLU-**

TÔT LA CONSTATATION DOULOUREUSE QUE FACE AU TERRORISME D'Etat, l'ETA militaire pourrait être la meilleure force de dissuasion. Pour toutes les questions se rapportant à la sécurité de l'Etat, il ne faut pas se faire la moindre illusion sur la « démocratie » du système capitaliste. L'Etat n'accepte de négocier que lorsqu'il a en face de lui un adversaire fort.

Quelle décision va être prise? Selon Lionel Jospin, la solution résiderait dans l'expulsion vers un pays tiers. Au moment où nous achevons cet article (23 septembre 1984), le gouvernement vient d'annoncer l'expulsion de 4 Basques au Togo et l'extradition des 3 autres. Cette décision confirme notre hypothèse de l'échec relatif du mouvement de la grève de la faim.

Quels sont les critères qui ont permis d'extrader les uns et d'expulser les autres? Peut-on expliquer cette discrimination autrement que par les tortures que vont connaître les personnes extradées pour leur arracher des renseignements sur l'ETA vu les informations qu'elles détiennent? Cette décision montre le peu de considération que le gouvernement socialiste témoigne vis-à-vis du droit d'asile concernant des opposants politiques. Cette remise en cause du droit d'asile signifie le retour en force à « l'espace judiciaire européen » et à une collaboration et une complicité accrues des appareils d'Etat. Seule une riposte violente ou une résistance générale du peuple basque peuvent persuader le conseil d'état français de revenir sur sa décision d'extradition. Dans cette affaire, nous réalisons jusqu'à quel point les institutions juridiques sont dépendantes du pouvoir politique. Le président de la chambre d'accusation de Pau a expliqué devant tous que la responsabilité des magistrats n'est pas engagée et qu'il appartient au gouvernement de décider. Il est certain que sans une mobilisation minimale et sans le mouvement de la grève de la faim, la situation serait encore plus catastrophique pour l'ensemble des réfugiés politiques.

3 - Les nationalistes irlandais

La grève de la faim des républicains de l'IRA et de l'INLA entamée le 1er mars 1981 nous laisse

la même rage au cœur contre ceux qui nous gouvernent. Onze grévistes irlandais ont péri dans une indifférence presque générale.

Le statut de prisonniers politiques qu'ils revendiquaient a été refusé catégoriquement par Thatcher. Ce qui signifie que parmi les demandes de refus de porter le costume carcéral, de faire un travail pénitencier, du droit à la libre association des détenus et de la remise totale des peines, seule la première a été acceptée. Il faut dire que c'est depuis mars 1976 que les nationalistes irlandais vivaient nus pour ne pas porter le costume carcéral. L'Etat conservateur n'a pas eu de mérite en acceptant cette revendication. C'est surtout la peur de cette nudité et de sa généralisation à l'ensemble des prisonniers qui ont dicté cette concession. C'est un appareil impérialiste et dictatorial comme ses voisins l'Espagne et la France. Les 800 ans d'occupation britannique de l'Irlande et la résistance des Irlandais ont fait que les travaillistes comme les conservateurs ne pouvaient qu'être satisfaits de ce crime qu'ils ont commis encore une fois, malgré les manifestations imposantes de Dublin et le soutien extérieur à la grève. Londres a gagné contre la grève de la faim dans le mépris le plus total des droits de l'homme. Les survivants ont été obligés d'abandonner leur mouvement sans reconnaissance du statut de prisonniers politiques. Après cette grève, rien de fondamental n'a changé dans les conditions de détention, sauf ce respect qu'on a tous pour ceux qui ont mis leur vie en jeu pour qu'un monde plus juste naisse un jour.

4 - Les oubliés de l'amnistie en France

Après la victoire de la gauche aux élections de 1981, plusieurs mouvements de grève de la faim ont été signalés. Parmi ceux-ci, sans compter l'action de l'anarchiste René Bour (MATRA, cf. *IRL* n° 46), on peut retenir le cas d'Action directe et celui des nationalistes corses. Mohand Hamami a dû mettre sa vie en danger pendant plus de quarante jours pour que l'Etat respecte la promesse d'amnistie des détenus politiques et qu'il ne fasse pas d'exception.

De la même façon, Alain Orsoni et Yannick Leonelli, militants na-

tionalistes corses accusés d'un attentat le 14 mai 1980 contre un car de gendarmes mobiles, ont dû recourir à la grève de la faim pendant des jours pour ne pas être oubliés. Il arrive à l'appareil judiciaire d'avoir des trous de mémoire et de laisser certains militants actifs dans leur trou. L'euphorie de mai 1981 a fait que ces deux mouvements ont finalement abouti. Mais la trêve n'a pas duré longtemps. La dernière grève en cours actuellement est celle de quatre détenus d'ACTION DIRECTE ET D' Helyette Bess entamée le 14 septembre pour protester contre les quartiers d'isolement de Fleury-Mérogis et pour la reconnaissance du statut politique.

5 - *L'ultra-gauche italienne*

Certains détenus des Brigades rouges et de Prima Linea ont dû utiliser la grève de la faim pour protester contre les tortures qu'ils subissaient et dénoncer les carences de l'administration pénale. Ainsi, Gianni Valentino, Roberto Pironi et Ciro Paparo ont entamé le 23 septembre 1981 une grève qui a duré plus de soixante-dix jours pour mettre fin à leur incarcération préventive et être jugés ou remis en liberté. Cette grève est entrée dans sa phase ultime (le coma) et ceux qui ne sont pas morts subissent jusqu'à aujourd'hui ses séquelles.

6 - *Le cas des Kabyles en Algérie*

Le 12 octobre 1981, 22 étudiants de l'université d'Alger arrêtés pour appartenance au Comité de défense des droits culturels en Algérie et connus pour leur soutien à la cause berbère et à la reconnaissance et l'enseignement de leur langue maternelle ont décidé de faire une grève de la faim dans le but d'obtenir leur libération. Chose qui n'a pas eu lieu. Les autorités algériennes ont orchestré un procès et l'affaire a été rapidement étouffée. Ce genre de mouvement nécessite d'une part une détermination farouche d'aller jusqu'au bout et d'autre part des revendications précises et réalisables. Dans le cas de la riposte berbère de 1981, la demande de libération était exclue par l'Etat algérien.

7 - *Les grévistes des prisons turques*

Depuis que la junte militaire est au pouvoir, les actions de grève

de la faim ne cessent de se répéter. En 1981, des centaines de détenus politiques ont fait le jeûne. Le mouvement a été maté par la bastonnade que subissaient les grévistes jusqu'à ce qu'ils acceptent de se réalimenter. Au début de juillet 1983, 2 500 prisonniers politiques et syndicalistes turcs et kurdes ont commencé une grève qui a duré plus d'un mois et qui avait des objectifs similaires à ceux des Irlandais : refus de porter le costume carcéral, liberté d'entretien avec les parents et les avocats, permission d'obtenir des livres, des journaux et du courrier et surtout arrêt de la torture qui continuait même dans les prisons. Malgré le soutien extérieur (grève de la faim de solidarité en Allemagne, Suisse et France), le mouvement s'est terminé sur une timide promesse d'amélioration des conditions de détention.

Mais les traitements inhumains ont continué et le 15 janvier, 43 militants kurdes de la prison de Diyarbakir ont refusé de s'alimenter. Le 22 février, ils ont été suivis par 9 détenus de la prison Manak afin de protester contre la torture. Après quelques jours, le mouvement s'est généralisé et 1 500 détenus, surtout des étudiants incarcérés depuis l'arrivée de la junte militaire au pouvoir et restés sans jugement, ont entamé à leur tour une grève de la faim. Au mois de mars, les prisonniers kurdes signalés par leurs parents comme étant morts à la suite de ce mouvement sont au moins une dizaine. Devant cet échec et le placement sous surveillance des mères des grévistes, l'action a été abandonnée.

A travers ces exemples, il apparaît que les appareils étatiques restent peu sensibles au fait que des individus aillent jusqu'à mettre en péril leur vie pour protester contre l'arbitraire qu'ils subissent. En Occident comme dans les pays du Tiers Monde, les Etats tentent d'empêcher toute possibilité d'information sur ces mouvements, car refuser de s'alimenter est avant tout une tentative de rompre le silence. D'où la nécessité d'être sûr au préalable des moyens d'information dont on dispose pour entrer dans ce genre d'action.

La seconde remarque qui se dégage est que, si on n'est pas déterminé à aller jusqu'au bout,

le jeûne est une tentative vaine de faire aboutir ses droits. Pour cela, il est important de se battre graduellement, mais sûrement pour des revendications précises en fonction de la conjoncture politique et sociale, mais surtout en ayant la garantie de créer un mouvement de solidarité. Au-delà de la dynamique qu'elle peut créer et des symboles qu'elle met en avant, la mort d'un gréviste est une victoire de l'état et de ceux qui nous gouvernent. N'oublions pas que la grève de la faim est une grève pour la vie, pour une vie meilleure.

ABDEL

(1) Pour plus d'information ou pour apporter un soutien, contacter : clcrm (comité français de lutte contre la répression au Maroc, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, tél. : 532-01-89) ; ASDHOM (Association de défense des droits de l'homme au Maroc, chez M^e Christiane Gilmann, 11 bis, rue de Lunain, 75014 Paris).

(2) Cf. la version inédite de la doctrine gouvernementale en matière d'extradition, Conseil des ministres du 10 novembre 1982, parue dans *Le Monde* du 30 août 1984.



MILLE ET UNE PENSEES LIBERTAIRES

□ **Les thèses racistes du Front national continuent leur percée.** Après la victoire de Le Pen aux élections européennes, la Corse et son Assemblée sont conquises par la droite et l'extrême-droite qui ont scellé un pacte de gouvernement, fin août 84, qui nous rappelle l'alliance de Dreux. Pendant ce temps, la gauche a repris la politique de l'aide au retour prônée avant par Stoléru. Elle poursuit sa répression: chasse aux clandestins avec condamnations et reconductions aux frontières, instauration et informatisation de la carte unique pour certains et marginalisation des autres.

□ **Les contrôles dans les foyers et les expulsions des logements continuent à un rythme accéléré.** Le Conseil économique et social vient de rendre public son étude sur la «situation du logement des immigrés en Ile-de-France». La plupart des immigrés sont logés chez des marchands de sommeil ou dans des habitats de moins de 4 m² par personne. 15% de la communauté immigrée vit soit dans les sinistres foyers (Sonacotra surtout) soit dans des chambres sous-louées ou meublées. 20% habitent dans des HLM dépourvu de tout confort et 29% dans des logements anciens. Les propriétaires refusent de louer aux travailleurs immigrés.

□ **Par ailleurs, suite à la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme,** le Collectif des jeunes issus de l'immigration a lancé cette année une campagne «Convergence 84 pour l'égalité». Cette action prendra la forme d'une traversée de la France en mobylette «car la France est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange» dit-on. On peut s'attendre à un parcours en voiture l'année prochaine! Le symbole choisi est cette fois-ci les couples-métis qui se sépareront pour se retrouver à la fin du trajet. Bonne route et amusez-vous bien pendant le grand carnaval prévu à la fin de la mobilisation. L'action débute au mois de novembre. Une seule adresse: **Convergence 84, c/b Relais Ménilmontant, 85 bis, rue Ménilmontant - 75020 Paris.**

Abdel



Plusieurs raisons nous avaient incité à participer à la rencontre de Venise: l'intérêt intellectuel et politique des débats annoncés, la possibilité ainsi offerte de pouvoir évaluer la situation actuelle des différents groupes et courants de pensée anarchiste et libertaires, enfin l'occasion (trop rare) de pouvoir rencontrer des amis et échanger des informations. De retour, le bilan est plutôt mitigé.

D'un côté, il est évident que cette rencontre a été un succès: nombre et diversité des participants, convivialité chaleureuse des espaces d'accueil et de rencontre, intérêt des animations culturelles, tous aspects positifs à mettre en priorité au crédit des organisateurs. D'un autre côté, pour ce qui est du colloque proprement dit, les échanges qui s'y sont déroulés nous sont apparus trop souvent en-deçà de ce que nous en attendions. Ainsi, par exemple, la table-ronde sur la «pratique de l'autogestion» à laquelle nous participions: les débats ne dépassèrent guère les redites habituelles et attendues sur le sujet, les polémiques qu'elle déclancha étaient le plus souvent stéréotypées, sans surprise et donc sans véritable portée. A coup sûr les certitudes et les croyances des uns et des autres n'en sont pas sorties ébranlées ou déplacées. Il semble que par ailleurs, dans la plupart des autres table-rondes, un phénomène analogue se soit répété. Il serait évidemment (trop) facile d'incriminer l'organisation inévitablement (?) formaliste, voir stérilisante, de ces séances (alourdis de surcroît par les difficultés de traduction) même si ce colloque a confirmé une fois de plus que la question des formes adéquates de ces rencontres est encore insuffisamment exploré, les expérimentations vraiment novatrices demeurant encore du domaine du possible. Mais cette interrogation ne doit pas masquer ce qui demeure pour nous l'enseignement essentiel de ces journées: l'apparente (et hélas pour partie réelle) déliquescence théorique et politique qui semble frapper la pensée anarchiste-libertaire, même si surnagent ici et là quelques réflexions individuelles originales et intéressantes mais pas vraiment représentatives de la situation d'ensemble de ces courants de pensée.

Cette observation, si elle devait se confirmer, fait et fera problème, interpellant comme on dit tous ceux qui sont concernés à un titre ou à un autre (militant et/ou intellectuel) par le devenir-autre de cette pensée et par sa capacité concrète (et non pas seulement imaginaire) à «garder le contact» avec les réalités contemporaines. Le fait que ce phénomène de «dégradation» théorique et politique touche avec parfois encore plus de conséquences délétères d'autres courants de pensée, ne peut être ni une consolation ni une excuse. La question ô combien difficile, reste de savoir comment «remonter la pente», par où commencer le lent et périlleux travail de recomposition politique et théorique de nos modes de pensée et d'action. (Cette remarque vaut d'ailleurs autant à nos yeux pour la pensée anarchiste-libertaire que pour les idéologies cousines comme celle de l'autogestion...)

Deux observations enfin, suggérées par cette rencontre. D'abord en ce qui concerne la diversité des générations présentes à Venise, qui pose la question de savoir dans quelle mesure cette diversité a pu (et pourra) être un encouragement au dialogue inter-générationnel. En réunissant sous une même référence pieuse aux «traditions anarchistes» ou aux «aspirations libertaires» des vieux militants de la guerre d'Espagne et de jeunes punks allemands (par exemple), ne risque-t-on pas de passer à côté de différenciations de plus en plus marquées et pourquoi pas contradictoires, entre des comportements politiques, des expériences existentielles et des sensibilités culturelles dont il serait aujourd'hui imprudent d'affirmer qu'ils sont tous sur la même «longueur d'onde»...

Deuxième observation, d'emblée encourageante cette fois: la rencontre avec des militants et des intellectuels des pays de l'Est (parfois de formation et d'inspiration marxistes) et l'analyse plus complexe des réalités de ces pays qui commence à se faire jour, au profit, ce qui est essentiel, d'une solidarité renforcée, plus active et plus efficace.

(NB: un compte-rendu plus détaillé de la rencontre de Venise ainsi que quelques extraits des interventions les plus notoires paraîtront dans le prochain numéro de la revue *Autogestions*, n. 18, décembre 1984).

Paris, 10 octobre 1984

Olivier CORPET et Jean-Louis LAVILLE (*)

(*) Rédacteurs de la revue *Autogestions* et animateurs du Centre International de Coordination des Recherches sur l'Autogestion - CICRA, 54 Bd Raspail, 75006 Paris.

Venise, ville de l'utopie amoureuse accueille les «derniers romantiques»: les anarchistes.

«Amour Anarchie» aurait pu être le thème de ce colloque, thème plus approprié, à cette ville de l'Amour, que «1984, année Big Brother».

Pourtant, lorsqu'on se hasarde au delà de ses canaux, on se rend compte que si Venise a su rester Venise, c'est qu'elle vit aux crochets de ses usines, de ses fumées, de sa zone.

N'oublions pas que si les anarchistes sont de grands amoureux, ce sont aussi de grands révoltés et que la révolte gronde aussi de ces banlieues.

N'oublions pas que Venise cache Vénissieux...

Carolina, Béziers

Syndicats en fête

Il s'agissait d'abord d'une fête de soutien à des militants syndicaux licenciés et, ces dernières années, ce genre d'ouverture de la lutte ouvrière est devenu suffisamment rare pour être souligné.

Mais l'originalité provient sans doute de la nature des syndicats d'entreprises présents, le Syndicat Démocratique des Banques (BNP), le Syndicat de Lutte des Travailleurs (Usinor Dunkerque), le Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs des Centres de tri du Rhône, dont déjà les noms expliquent la volonté des travailleurs, exclus des confédérations «représentatives», de prendre en main l'organisation de leurs combats quotidiens. Présents également la CNTF et le dernier-né des syndicats «indépendants», le Syndicat National des Travailleurs d'Air-Inter, majoritaire dans cette entreprise.

Ces syndicats ont «gagnés» leur indépendance dans la lutte au sein de leur entreprise et surtout contre les bureaucraties des confédérations, aussi l'objet principal du débat qui suivit fut bien de savoir s'il s'agissait là d'une perspective circonstancielle ou non à la contestation dans les confédérations traditionnelles.

Ainsi l'absence d'un soutien manifeste de «l'Alternative Syndicale» CFDT marquait ce débat alors même que le recul actuel de la contestation sociale devrait conduire à une certaine souplesse d'analyse dans les milieux syndicalistes révolutionnaires.

Pour le présent ce fut une démonstration de la volonté des travailleurs de rompre au niveau publique le silence sur leurs luttes et la répression judiciaire à l'initiative tant des patrons (licenciements) que des bureaucraties syndicales (procès en représentativité).

Yves, un des participants



... C'est avec plaisir que je reçois IRL (je vais bientôt devenir un habitué) qui se complète très bien avec CA (Courant Alternatif). Seule remarque, je trouve les uns et les autres un peu trop sérieux, dans le sens où, en dehors de l'intérêt que le canard apporte, à aucun moment on y trouve l'occasion de rire un peu. Pourtant, c'est agréable.

A part ça, s'il y en a qui viennent à Ossas, on aura l'occasion de boire un coup ensemble.

Hervé (64 - OSSAS)

Je viens vous dire mon agacement pour le manque de sérieux avec lequel vous abordez le problème économique; vous vous laissez impressionner par des gens qui font autorité parmi les économistes tels que François Partant. J'ai été déçu par l'article «Organisons l'Anarchie» (IRL 56). J'avais déjà été déçu par «Interrogation sur l'autogestion», par «l'Imaginaire Subversif» ou encore par l'intervention de Luciano Lanza lors du colloque autour du pouvoir.

Personnellement, j'ai acquis la conviction que nous perdons notre temps avec tous les économistes qui n'ont rien à nous dire. Relisez-les, relisez l'entretien avec F. Partant, ils procèdent par affirmation sans aucune démonstration. «Un pays sous-développé ne peut s'en sortir que s'il réussit absolument l'anarchie», «sans autogestion complète il ne peut s'en sortir, c'est impossible»: voilà des affirmations agréables à entendre, mais cela ne veut strictement rien dire, c'est des mots dans la bouche de F. Partant. Lisez son livre «La fin du développement, naissance d'une alternative?» page 139, F. Partant condamne la concurrence, page 146, il défend le système de concurrence.

Dans IRL 55, un article excellent «Misère de l'oubli», un résumé de Martin sur PJ Proudhon. Parler aux économistes de Proudhon, de ses propositions de crédit gratuit, d'abolition de la rente sur la terre, Banque du peuple avec crédit gratuit, sans agio, Aucun économiste ne vous comprendra. François

Partant me l'a écrit. J'exagère peut-être un homme comme Jean Ziegler, député de Genève, serait capable, s'il en avait le temps, de chercher dans la ligne de Proudhon.

Adrien D. (73 - BOZEL)

A propos de la brochure «le Message Révolutionnaire des Amis de Durruti Réponses et Mise au Point» au compte-rendu publié dans IRL 55

F. Mintz, après avoir considéré que l'étude en question est bienvenue (il lui trouve d'ailleurs des qualités d'honnêteté et de sérieux) s'étonne que je n'ai pas «voulu» utiliser la brochure «Vers une Nouvelle Révolution» et il trouve cela bizarre.

Or, j'ai cité cette brochure dans mon travail (page 50, note de bas de page 15) en précisant pourquoi nous avons préféré travailler avec les 8 numéros de l'organe des Amis de Durruti, «El Amigo del Pueblo».

Il faut donc être davantage explicites: ce «folleto» de 26 pages, paru en 1938 (c'est-à-dire en période, déjà, de reflux) ne donne de la pensée des Amis de Durruti qu'une version fort résumée et quelque peu simplifiée, disons de vulgarisation.

En effet, sur les 26 pages, 6 seulement ont trait à quelque chose de programmatique, les autres étant consacrées à des rappels de faits et à des considérations historiques. Soyons précis, sur ces 6 pages, nous trouvons:

— page 23: 12 lignes sur la bureaucratie, assez vagues.

— pages 25 et 26: 16 lignes sur la question de la «Junta Révolutionnaire», ne rendant nullement compte de l'évolution des Amigos de Durruti sur ce point.

Plus grave, les points forts que constituent selon nous:

— la nécessité d'une théorie et d'un programme
— le problème de l'exercice d'un pouvoir révolutionnaire, sont estompés, pour ne pas dire plus.

Que F. Mintz trouve cette brochure capitale ne nous paraît pas «bizarre». Il a été séduit, comme beaucoup de camarades pourraient l'être, par l'apparence solide, simple (j'allais dire statique) quelque peu scholastique, de la brochure en question.

Mes camarades de l'UTCL ont préféré, avec moi, rechercher une pensée moins immobile moins figée, et nous avons privilégié les interrogations, la quête d'une théorie et d'un programme, en un mot une pensée qui se fait vivante, et que nous trouvons au fil des mois dans la succession des numéros de l'organe de Amis de Durruti.

C'est peut-être pour cela que Mintz trouve floue notre conclusion, mais qu'il se rassure nous avons une vue assez claire sur la question. Nous en reparlerons. Mais qu'il sache bien que nous ne recherchons pas à tout prix une clarté apparente lorsque les questions sont complexes

**
*

Je ne sais que dire sur les allégations «type personnel car je ne vois pas en quoi création de la Fédération Communiste Libertaire en 1954 a constitué «sciemment» sabotage et un sabordage du mouvement libertaire. On peut discuter du bien-fondé des chcs que nous avons faits alors, mais F. Mir devrait savoir que la FCL et Le Libertaire c disparu en juillet 1956 sous les coups de répression parce que nous avions pris part — et comment ! — dans la guerre d'Algérie.

F. Mintz imagine que les Amis de Durruti ont combattu «les Fontenis de leur époque. Les thèses que nous avons soutenues dans années 50 sont, au contraire, proches des occupations des Amis de Durruti et nous avons toujours combattu le collaboratisme des Montseny et des Garcia-Oliver.

Georges Fonti

ABONNEZ-

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

ATTENTION ! CHANGEMENT DE TARIF AU PROCHAIN NUMERO

CODE POSTAL:

VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 60 FRANCS
 - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 110 FRANCS
 - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 150 FRANCS
 - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 250 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

COMMUNIQUES

Causons, causons il en restera toujours quelque chose

Le CAPEL (Centre d'action, de propagande et d'études libertaires, B.P. 73, 60700 Pont-Saint-Maxence), entre autres activités, organise chaque mois à l'ASCA - 8, avenue de Bourgogne, Beauvais - une conférence-débat. Il propose à 20 heures 30 le 6 novembre « Economie politique et économie libertaire », avec comme invité Yves Perrault, et le 8 décembre « Le Mouvement ouvrier dans les pays de l'Est » avec Kowalewski, Balkanski et des représentants du SMOT et de la revue *Itok*. Une bibliothèque et un centre de documentation libertaire seront mis en place à ces occasions.
1750

Un branché condamné

Christian Drouet, depuis avril 1982, ne paye pas l'intégralité de ses factures, d'électricité en particulier, car il refuse de subventionner la politique électronucléaire d'EDF. Le 13 décembre 1983, il est condamné à un mois de prison ferme pour « vol d'électricité ». Le 16 août, la Cour d'appel de Reims réforme ce jugement et le condamne à 3 000 francs d'amende. Christian s'est aussitôt pourvu en cassation.

Pour information et soutien, écrire à :
Autoréducteurs associés
L'Egrégore
B.P. 1213
51058 Reims cedex.

LAVILLIERS A BESANÇON

Le Groupe Proudhon de la FA de Besançon organise un concert avec Bernard Lavilliers au Palais des Sports de Besançon le mardi 6 novembre à 21 heures.
CESL, Bp 121 25014 Besançon cedx.

Avanti popoli

Tout au long de l'année dernière, nous nous sommes efforcés, dans le cadre de notre émission « Corsica dumane », de réfléchir avec nos invités sur les problèmes qui se posent à la Corse. Cette année, soucieux de ne pas refermer la question insulaire sur elle-même, nous tenterons d'aborder des thèmes communs à d'autres minorités ethniques, tout particulièrement la communauté basque.

Nous donnons donc rendez-vous sur Radio-Libertaire (89,5 FM) aux auditeurs parisiens, de 14 heures à 15 heures 30, les deuxième et quatrième dimanches de chaque mois, pour notre nouvelle émission, « Peuples en lutte ».



C'est avec tristesse que nous avons appris la mort de notre camarade Alain BONICEL, victime d'un accident de voiture le dimanche 24 septembre à Nancy.

Le mouvement libertaire vient de perdre un militant d'une grande valeur. Alain a milité successivement au MCL (Mouvement Communiste Libertaire), à la première OCL (Organisation Communiste Libertaire) et à l'UTCL (Union des Travailleurs Communistes Libertaires) dont il fut membre jusqu'à ce jour. Il a participé à de nombreuses luttes et mobilisations populaires, en particulier il fut partie prenante du mouvement des soldats à son origine en 1974. Il a milité à la CGT et à la FEN, dans des organismes liés à la jeunesse et aux sports.

Tous ceux qui l'ont connu, à Nancy, à Stasbourg, à Valence et ailleurs se souviendront de son sens du contact et de l'étendue de ses connaissances.

UTCL



EDITIONS ACRATIE

Pour les lecteurs d'IRL, les éditions Acratie proposent un lot de livres pour 230 francs. Ces livres sortiront entre décembre 84 et février 85 :

— Textes de la revue Socialisme ou Barbarie: sur les luttes ouvrières en France de 1952 à 1958 (352 pages, 75 F au lieu de 100 F)

— Jean Grave: Le mouvement libertaire sous la troisième République (310 pages, 65 F au lieu de 90 F)

— Charles Malato: Les joyeusetés de l'exil (160 pages, 65 F au lieu de 80 F)

— Charles Reeves: Journal d'un voyage. 1983-84. Brésil, Bolivie, Argentine, Uruguay. (208 pages, 70 F au lieu de 90 F).

Acratie, BP 25 40300 Peyrehorade.

FORMATION REFLEXION

A l'initiative d'un certain nombre de libertaires lyonnais, des réunions de « formation, réflexion et débat » vont être organisées tous les mois.

— 26 octobre: « La Première Internationale »

— 30 novembre: « Mouvement libertaire et mouvement ouvrier français avant 1914 »

— 21 décembre: « Révolution et contre-révolution en Russie de 1905 à 1921 »

— 25 janvier: « Pratiques d'une éducation libertaire »

— 22 février: « Bilan politique du trotskysme ».

D'autres débats sont en préparation. Ils auront tous lieu le vendredi 20h30 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

DEBATS

AU CENTRE MAX NETTLAU

Le centre de documentation Max Nettlau organise les débats suivants :

— vendredi 9 novembre: « conseilisme et idées libertaires »

— vendredi 7 décembre: « Nestor Makhno et la théorie » par Skirda

Ces débats ont lieu à 20 heures, 15 rue Gracieuse, 75005 Paris (métro Monge)

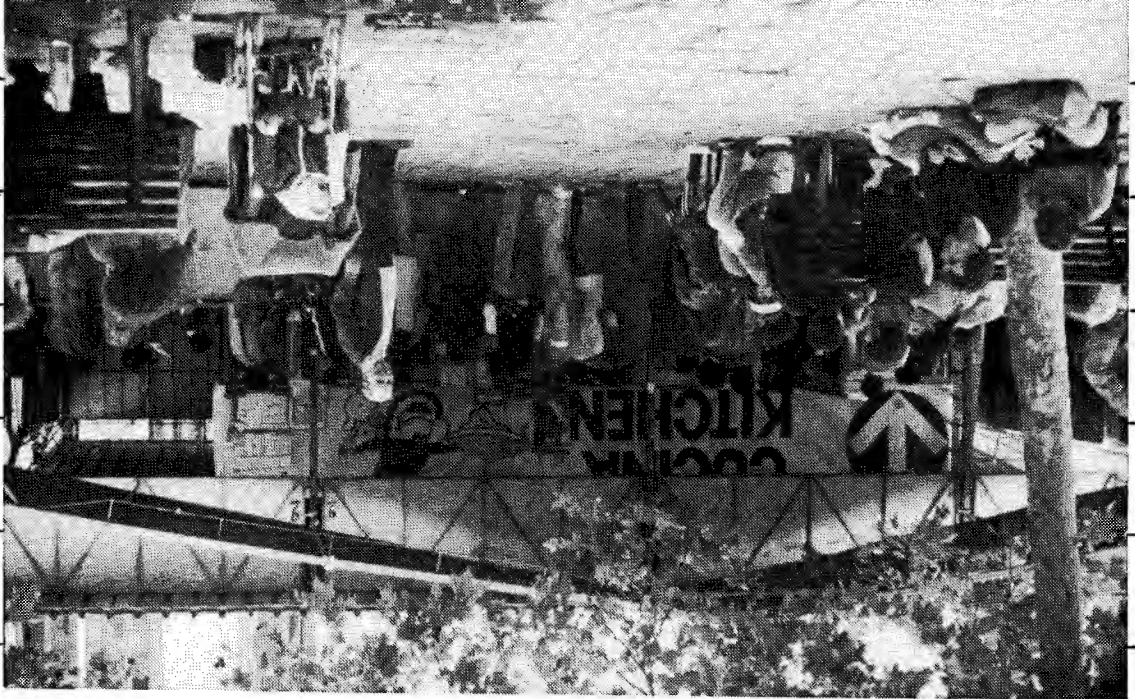
SOUTIEN

AUX MINEURS ANGLAIS

On nous a communiqué l'adresse de DAM (Direct Action Movement) qui mène une lutte exemplaire en soutien aux mineurs anglais.

DAM, 121 railton Road
London SE24 ENGLAND





VENEZIA 1984